

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA GARANTIE DES VICES
DANS LES
VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 8 Juin 1911, à 3 heures

PAR

PAUL MULARD

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. PLANIOL, professeur,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

DE
LA GARANTIE DES VICES
DANS LES
VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

LA GARANTIE DES VICES

DANS LES

VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 8 Juin 1911, à 3 heures

PAR

PAUL MULARD



Président : M. LARNAUDE.

Assesseurs } MM. PLANIOL, professeur,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

LIBRAIRIE

22, rue Soufflot, (5^e Arr.)

DE
LA GARANTIE DES VICES
DANS LES
VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

INTRODUCTION

On appelle animaux domestiques, ceux qui asservis par l'homme et vivant sous sa dépendance, l'aident dans ses travaux et servent à son utilité ou à son agrément. Certains d'entre eux parce qu'ils rendent de plus grands services ou font l'objet d'un commerce important, constituent une portion notable de la richesse nationale et devaient comme tels attirer la préoccupation du législateur, à savoir : les animaux des espèces chevaline, bovine, ovine et porcine. Or les transactions qui s'opèrent au sujet de ces animaux sont innombrables. Il n'est pas rare, par exemple, de voir un cheval passer en une année entre les mains de plusieurs propriétaires et souvent les acheteurs ignorants se laissent duper par des vendeurs très experts dans l'art de la dissimulation, d'autant plus que les ventes se traitent normalement sur un marché ou un champ de foire et de façon très rapide.

On comprend donc que le législateur ait songé à établir pour l'acquéreur une protection spéciale. C'est à Rome, comme nous le verrons, que naquit, à propos des ventes d'esclaves et d'animaux domestiques, la toute première réglementation sur la matière de la garantie des vices cachés et depuis, cette garantie subsista toujours plus ou moins organisée.

Le Code Civil français traite dans ses articles 1641 à 1648 des vices permettant la rédhibition et jusqu'en 1838 ce fut là, toute la législation en vigueur.

Mais cette réglementation générale, s'appliquant à tout vice caché, dans n'importe quelle vente, ne pouvait suffire pour garantir les intérêts des acheteurs dans les ventes d'animaux domestiques. « Le Code
« Civil, en effet, ne spécifie ni les défauts cachés qui
« dans le commerce des animaux domestiques
« peuvent entraîner une action en garantie, ni les
« délais dans lesquels cette action doit être intentée.
« Aussi ses dispositions incomplètes font-elles naître
« de nombreuses contestations judiciaires et les tribunaux civils et de commerce sont divisés sur leur
« application. » (1)

Rien n'était certain, fixé et cela permettait la duperie qui comme le constatait Troplong s'épanouissait largement au siècle dernier : « Le commerce des chevaux surtout, dit-il, n'est que l'art
« du mensonge et de la fraude mis en pratique et les
« personnes des divers états qui s'en mêlent n'ont

(1) Exposé des motifs de la loi de 1838.

« aucune honte de rivaliser avec les maquignons de
« profession pour induire en erreur l'acheteur moins
« rusé qu'elles. » (1)

Aussi voit-on combien est nécessaire une réglementation spéciale en cette matière, d'autant plus que le nombre des animaux domestiques est assez élevé en France. D'après le Bulletin de statistique agricole pour 1905, il y avait en France, au 31 décembre 1905, 2.169.224 chevaux avec une tendance à l'augmentation, 198,865 mulets et 365.181 ânes. La race bovine : taureaux, bœufs, vaches, veaux, comportait 14.375.512 têtes et l'élevage de ces animaux a depuis été sensiblement amélioré. L'espèce ovine, qui en notre pays est en décroissance, comptait cependant encore 17.783.209 bêtes ; la race caprine 1.476.957 ; et la race porcine 7.558.779.

On devine par ces chiffres quels intérêts sont en jeu. Mais sur quoi doit au juste porter une loi sur les vices rédhibitoires ? D'après l'article 1625 du Code Civil le vendeur doit la garantie des défauts cachés de la chose vendue et l'art. 1641 dit qu'il y a défaut caché permettant la résolution de la vente quand la chose vendue est de ce fait rendue impropre à l'usage auquel on la destine ou que l'usage est tellement diminué, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise où n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. Il découle de là qu'il n'y a pas de règle spéciale pour reconnaître un vice caché et il était

(1) TROPLONG. *Dr. Civil*, tome II, n° 350.

impossible au législateur, qui statuait pour la généralité des cas, d'en édicter une. Le vice d'autre part doit être inconnu de l'acheteur et diminuer la valeur de la chose dans de notables proportions.

Ce sont là, les règles principales qui dominent notre sujet et les lois spéciales que nous étudierons n'ont fait que préciser et appliquer ces principes à des cas spéciaux et dans des conditions spéciales.

Mais une telle loi est difficile à établir car les intérêts des deux parties en présence, acheteur et vendeur, sont tout à fait opposés et recommandables tous les deux. La loi doit protéger l'acheteur contre l'existence de vices qui diminuent notablement la valeur des animaux qui en sont atteints, mais pourquoi alors indiquer certains vices à l'exclusion d'autres non moins préjudiciables ? Troplong disait à ce sujet : « Les Romains avaient un nombre considérable de vices rédhibitoires sur les esclaves et les animaux mais c'est qu'ils appliquaient avec sévérité cette idée que le vendeur doit déclarer tous les vices de la chose pour que l'achat se fasse avec sincérité. Les mœurs modernes sont moins difficiles ; elles n'exigent plus autant de franchise, Les coutumes ont beaucoup restreint le nombre des cas rédhibitoires, de là il est résulté que l'achat de certains bestiaux est devenu une chose assez aléatoire et qu'on y est souvent trompé. Pourquoi donc le Code Civil n'a-t-il pas assuré à la bonne foi la place qu'elle tient partout ailleurs à un degré si éminent. » Et il ajoute montrant que l'intérêt de l'ache-

teur n'est pas seul en cause ; « Il ne faut pas con-
« damner trop vite cette façon de faire car le com-
« merce des animaux est en France une source de
« richesses à laquelle on ne doit pas créer d'obstacles.
« Si on suscitait à celui qui spéculé sur cette branche
« d'industrie, à l'éleveur, des difficultés trop minu-
« tieuses, si on le traitait avec trop de sévérité pour
« des vices que souvent il n'a pas connus, ces chi-
« canes nuiraient au développement de l'agriculture
« et du commerce et paralyseraient leur brillant essor
« pour les ramener peut-être à cet état de langueur
« dont les Romains ne surent jamais les faire
« sortir. »

Ceci nous montre la difficulté du problème ; difficulté qui existe dans la désignation des vices, dans la fixation des délais pendant lesquels on pourra intenter l'action, dans l'indication des effets mêmes de cette action, et dans bien d'autres points spéciaux.

La loi, d'autre part, ne peut se désintéresser des maladies qui peuvent exister chez ces animaux quand ces maladies sont contagieuses pour les autres animaux, quelquefois même pour l'homme. Une loi qui détermine les mesures à prendre vis-à-vis de ces animaux, fixe les obligations, les devoirs, les droits créés aux particuliers et aux dépositaires de l'autorité du fait de l'existence des maladies contagieuses. Cette loi, bien que principalement d'ordre public, contient quelques dispositions soulevant des questions d'intérêt privé.

Nous nous proposons d'étudier ici la garantie résultant des vices rédhibitoires proprement dits et également celle qui découle de la découverte chez l'animal d'une maladie contagieuse.

Titre Premier

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

La garantie à Rome et dans l'ancienne France

C'est à Rome qu'il nous faut aller chercher l'origine des règles que notre législation a fixées. D'après la loi des XII tables, tous les contrats étant de droit strict, le vendeur ne s'engageait que dans la mesure de ses stipulations. Pour qu'il soit tenu à garantie il fallait donc qu'il ait déclaré que la chose vendue avait certaines qualités où qu'elle n'avait pas certains défauts.

Or, l'un des commerces les plus importants était alors celui des esclaves. Tous les travaux des champs et de l'industrie, le commerce et les travaux domestiques étaient en effet accomplis par eux seuls au bénéfice du maître. Il importait donc que celui-ci ait des esclaves robustes, intelligents et disciplinés. Mais d'autre part le commerce des esclaves était pratiqué souvent par des gens sans aveu, qui ne craignaient

pas de duper les acheteurs, et qui, leur troupeau vendu partaient pour ne plus revenir.

Il est vrai que peu à peu on avait admis que l'*actio empti* pouvait être donnée à l'acheteur quand le vendeur avait connu les défauts de la chose et ne les avait pas déclarés; il était tenu non seulement pour ses fausses déclarations mais pour ses réticences même.

Puis les édiles curules, institués en 387 par Théodose pour exercer la police des rues et des marchés, frappés de la grande déloyauté qui régnait dans tous ces contrats prirent nettement parti pour l'acheteur et dans leur édit réglementèrent la question tant pour les ventes d'esclaves que pour les ventes d'animaux domestiques.

Nous remarquons donc que ce fut à propos des animaux domestiques qu'on éprouva en premier lieu le besoin d'édifier des règles spéciales sur la garantie, règles qui peu à peu s'étendirent à toutes sortes d'objets. Or aujourd'hui des auteurs demandent qu'on supprime en notre matière toutes règles exceptionnelles et qu'on s'en rapporte uniquement au droit commun. Il est intéressant de constater, d'autant plus qu'au début ce fut le seul point réglementé, que ce serait alors la première fois depuis l'origine de l'action rédhibitoire, qu'il n'y aurait pas de règles spéciales aux ventes d'animaux.

Les édiles curules donc à propos de ventes d'esclaves et d'animaux domestiques accordèrent, quand il y avait vice caché, deux actions : l'*action rédhibi-*

toria en nullité, et l'*actio quanti minoris* ou *estimatoria*, si l'acheteur voulait conserver la chose tout en faisant réduire le prix. Si d'autre part, le vendeur avait affirmé une qualité qui n'existait pas, l'acheteur avait l'*actio ex empto* née de la vente; et l'*actio de dolo* si le vendeur avait dit, par exemple, qu'il y avait qualité là où il y avait vice.

De son côté le vendeur pouvait s'exonérer de la garantie des vices qu'il connaissait en les faisant connaître préalablement, et s'affranchir d'autre part de toute garantie en disant qu'il vendait la chose telle qu'elle. « En France, avant le Code Civil, chaque province avait à l'égard des vices rédhibitoires une coutume à elle bien différente souvent de la coutume limitrophe. Chacune avait ses vices particuliers et il arrivait qu'un vice était rédhibitoire dans une coutume et pas dans la coutume voisine » (1). La même variation se rencontrait dans la durée de la garantie qui était dans un lieu plus longue, double, triple de ce qu'elle était dans un autre. Ainsi à Rouen la garantie était fixée à 30 jours pour les chevaux alors qu'elle était de 40 jours à Douai, de 15 jours seulement en Bretagne et de 9 dans l'Ile de France. Certaines coutumes appliquaient le droit romain, d'autres avaient leur origine dans le droit coutumier, sans qu'il

(1). HUZARD, *De la garantie et des vices rédhibitoires dans le commerce des animaux domestiques*. Ainsi dans la Normandie la morve, la pousse et la courbature étaient rédhibitoires pour les chevaux, les ânes et les mulets; la porenchère et l'hydropisie de poitrine pour les vaches; le claveau pour les moutons. A Cambrai la morve et la pousse étaient seuls dans ce cas à l'égard du cheval et il paraît qu'il n'y avait pas de vices rédhibitoires pour les autres animaux. A Douai on y joignait le cheval rebous et celui qui mord. Enfin autant il y avait de provinces, autant il y avait de coutumes différentes à cet égard.

existe d'autres traces de leur existence que la tradition, d'autres enfin devaient leur existence à des actes de Parlements. Il est facile de comprendre dès lors, que forcément ces coutumes ont dû se trouver en contradiction, et on arrivait ainsi dans l'exécution des marchés conclus entre personnes habitant des provinces différentes à de véritables dénis de justice.

De plus, les marchands se basant sur la non concordance des vices suivant les coutumes, vendaient les animaux malades dans les provinces où cette maladie ne permettait pas la rédhibition et c'était alors une cause de perte pour les acheteurs du pays qui dans les marchés n'avaient pas toujours le temps d'examiner à fond l'animal. Ainsi un marchand de Cambrai vendait à Rouen un cheval atteint de courbature. Comme à Rouen ce vice était rédhibitoire, le vendeur devait reprendre sa bête; mais ce marchand pouvait alors revendre son cheval à Cambrai en toute tranquillité car là la courbature n'était pas considérée comme un vice rédhibitoire.

« Le seul point sur lequel les coutumes paraissaient
« d'accord, étaient, imitant en ceci le droit romain,
« en donnant à l'acheteur le choix entre l'*actio redhibi-*
« *bitoria* et l'*actio quanti minoris* mais contrairement
« au droit romain sur ce point, elles avaient adopté
« un même délai pour la prescription » (1).

Quand dans la rédaction du Code Civil on aborda la matière de la garantie des vices, on continua à rester

(1). POTHIER, *Vente* n° 232.

dans le vague. Les rédacteurs de la loi garantissaient bien les droits de l'acheteur mais ne déterminaient pas exactement les cas où existerait la garantie et ils s'en remirent aux tribunaux du soin de fixer les vices rédhibitoires en se servant de la base par eux donnée.

Pour qu'il y ait vice donnant lieu à la rédhibition d'après le Code Civil il faut tout d'abord et ceci est dit textuellement dans l'art. 1641 *que les défauts soient graves* : « ils rendent la chose impropre à l'usage auquel on la destine en diminuant considérablement les qualités que cet usage devait donner » et *qu'ils soient cachés* : « le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même ».

La première condition se comprend d'elle-même. Le Code Civil n'a pas assimilé la rédhibition pour défauts cachés à la nullité pour erreur sur la substance : en cas d'erreur il est donné à l'acheteur une action en nullité qui dure dix ans; en cas de défauts cachés il est attaché une action rédhibitoire à intenter dans un court délai; ici il n'y a pas erreur sur la substance puisque l'acheteur a bien acheté l'objet qu'il voulait, il s'est simplement trompé sur les qualités constitutives de cet objet et il est juste alors que pour arriver à la rédhibition il prouve qu'il existe un grave défaut. — Pour la deuxième condition, suivant en cela Pothier et avec raison, il est normal qu'on n'accorde pas l'action rédhibitoire à un acheteur assez inhabile et inexpérimenté pour ne pas percevoir un défaut qu'aurait vu de suite une personne

plus compétente. « L'acheteur, disait Pothier, est
« présumé avoir voulu acheter la chose avec ce vice
« et par conséquent n'avoir souffert aucun tort. Et
« quand même il ne l'aurait pas connu il ne serait
« pas encore recevable à se plaindre du tort qu'il
« souffre de ce contrat, car c'est par sa faute qu'il le
« souffre; il ne tenait qu'à lui d'examiner la chose
« avant de l'acheter où de la faire examiner par quel-
« qu'un, s'il n'y connaissait pas lui-même. Or un tort
« qu'une personne souffre par sa faute n'est pas un
« tort auquel les lois doivent subvenir. »

A la rigueur et sur ces principes une jurisprudence constante aurait pu s'établir, déterminer les cas où il y aurait rédhibition et indiquer les délais mais l'art. 1648 du Code civil n'était pas clair. Les tribunaux l'interprétèrent différemment, l'appliquant les uns à la durée de la garantie, les autres aux vices rédhibitoires eux-mêmes et l'application de la loi resta difficile.

M. Lherbette, dans son rapport sur la loi de 1838 disait, pour montrer l'imperfection de ces dispositions (1) : « L'art. 1641 est vague dans sa condition de
« défauts cachés : faut-il qu'ils soient cachés pour
« des hommes de l'art, ou pour le vulgaire? Vague
« aussi dans cette autre condition d'impropriété au
« service auquel l'animal est destiné, d'où latitude
« discrétionnaire du juge et plus grande encore des
« experts. L'art. 1648 fait naître des difficultés sans

(1) *Moniteur universel* du 25 avril 1838.

« nombre : rechercher l'état des lieux, voir si telle
« commune était située avant sur le ressort de tel ou
« tel parlement; quelquefois pas d'usages particuliers,
« alors doit-on se référer au droit romain ou le juge
« a-t-il un pouvoir discrétionnaire ? Puis est-ce seule-
« ment pour les délais qu'il faut s'en rapporter à
« l'usage des lieux, ou à la fois pour les cas et pour
« les délais ? »

L'imprécision de cette partie du Code nous étonne moins quand on sait qu'elle fut adoptée sans discussion, Portalis ayant invoqué Pothier et ses travaux sur la matière, et ayant ajouté que « les articles en
« discussion ne faisaient que rappeler les maximes
« consacrées par la jurisprudence de tous les temps
« et liés aux principes de l'éternelle équité ! »

En tous cas maintenant l'autorité des usages des lieux soit pour déterminer les vices rédhibitoires soit pour fixer la durée de la garantie, la jurisprudence étant forcément incertaine. Les conséquences de cet état de choses furent tellement sensibles dans l'exécution des marchés que le gouvernement de Louis-Philippe se vit obliger de proposer une loi spéciale pour fixer quant au moins la nomenclature des cas rédhibitoires et la durée de garantie. Dès 1834 un projet fut mis à l'étude et sur ses bases une loi fut votée le 26 avril 1838.

Avant d'examiner cette loi, voyons les divers systèmes possibles qui pouvaient être appliqués. Ces différents systèmes furent surtout étudiés par la Société impériale et centrale de médecine vétérinaire.

naire, qui fut consultée au moment de la préparation de la loi de 1838.

1° Tout d'abord il était possible de supprimer toute garantie dans les ventes d'animaux domestiques. Evidemment ce serait surtout l'intérêt de l'éleveur, du vendeur qui n'aurait aucun recours à craindre, la vente une fois effectuée.

2° Sans supprimer toute garantie, disaient d'autres et en imitant sur ce point l'Angleterre, il était préférable de laisser les acheteurs et les vendeurs débattre entre eux leurs conventions. En pratique ce système est très mauvais et on aboutit ainsi à des résultats choquants ; le plus roué, en l'espèce le vendeur, le maquignon généralement, abusant de la confiance de l'acheteur, souvent un paysan peu compétent. Puis en admettant même que les deux parties se tiennent sur leurs gardes et qu'elles établissent des conventions, celles-ci, faites souvent par des gens peu instruits, peu au courant du droit, fourmillent d'erreurs et donnent lieu à d'interminables procès.

3° On pouvait aussi reprendre la théorie du Code Civil en ne prévoyant rien de précis, en réglant largement la question et en laissant aux tribunaux, qui s'appuieraient sur les usages des lieux, le soin de régler les divers points litigieux. On a vu que ce système trop élastique donnait une jurisprudence incertaine et difficilement unifiable.

4° S'interposant plus franchement, la loi pouvait

prévoir les cas les plus fréquents et décider à la place des individus, laissant naturellement à ceux-ci le droit de ne pas accepter les solutions légales et de les modifier par leurs conventions particulières.

CHAPITRE II

La loi de 1838

Ce fut là le principe de la loi du 26 avril 1838 et ce système est certainement préférable au système anglais car il impose une garantie au vendeur mais permet aux parties de l'abandonner ou de la modifier s'ils le désirent.

« Cette loi de 1838 est très simple dans son principe; elle énumère les maladies qui donnent lieu à la rédhibition. Ces maladies sont réputées vices cachés et la loi tient pour certain qu'ils existent au moment de la vente s'ils ont donné lieu à une réclamation dans le délai qu'elle détermine. Elle admet aussi que ces vices sont toujours assez graves pour motiver une résolution du contrat; elle donne de la sorte une base certaine à l'action rédhibitoire, mais en même temps elle est limitative et l'action à moins de stipulations contraires ne peut être engagée ni pour d'autres maladies, ni pour d'autres animaux que ceux qui sont énumérés dans la loi. » (1)

La loi de 1838 admettait comme vices rédhibitoires :

(1). *Exposé des motifs du Code rural*. Sénat. Annexes, 1882, p. 586.

Pour l'espèce chevaline, asine et mulassière : la fluxion périodique des yeux, l'épilepsie où le mal caduc, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrine, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal ;

Pour l'espèce bovine : la plitisie pulmonaire, l'épilepsie ou mal caduc, les suites de la non délivrance, le renversement du vagin où de l'utérus après le part ;

Pour l'espèce ovine : la clavelée, le sang de rate.

Cette loi disposait déjà limitativement et la Cour de Cassation par un arrêt du 8 avril 1846 (1) avait jugé que l'action rédhibitoire ne pouvait être intentée hors des cas prévus formellement et limitativement par la loi de 1838. Il en était de même à propos des maladies contagieuses auxquelles la loi n'attribuait pas le caractère de vices rédhibitoires et qui ne pouvaient permettre à l'acheteur de faire résoudre la vente. (2)

Cette loi de 1838 était limitative non seulement en ce qui concerne les maladies ou les vices qu'elle désignait spécialement mais encore en ce qu'elle déterminait nommément les espèces d'animaux à propos desquels ces vices ou maladies donnaient ouverture à l'action résolutoire. (3)

(1). SIREY, 1846, 1, 298.

(2). BOURGES, 11 janvier 1842, S. 1843-2-1. Paris, 1873, D. 74-2-150.

(3). Cassation, 17 avril 1853. FRANQUELIN, S. 1853-1-600.

D'autre part, les délais pour intenter l'action furent fixés nettement. Alors qu'ils étaient de six mois en droit romain (1), et quelquefois de trois mois dans nos coutumes, on les fixa à neuf jours en thèse générale et à trente jours par exception pour quelques maladies intermittentes dont les accès ne se montrent d'ordinaire qu'à d'assez longs intervalles.

Dans la théorie romaine, l'acheteur qui constatait un vice rédhibitoire avait à sa disposition l'action résolutoire pour anéantir la vente elle-même ou l'action *quantum minoris* qui lui permettait de garder l'animal mais de ne payer, étant donné le vice, qu'un prix moindre que celui prévu au contrat. On s'explique mal que la loi de 1838 ait supprimé cette deuxième action, qui est très équitable dans son principe. L'acheteur peut très bien désirer garder un cheval chez lequel il a constaté après l'achat de graves défauts, mais il est logique que les conditions du contrat ayant changé à son désavantage, il soit de ce fait partiellement remboursé.

Voici à ce sujet l'opinion de M. Lherbette dans son rapport sur le projet de loi, en 1838 : « Cette action aestimatoire n'est pas juste dans les ventes d'animaux. Car à cet égard les vices, souvent difficiles à connaître, ont pu être ignorés du vendeur, le prix est parfois idéal, la conservation toujours onéreuse, la répétition de frais considérable, la reprise de l'animal embarrassante et coûteuse. Les premières raisons

(1). Liv. XIX, § 6, *f. de Edilis*.

rendent l'action rédhibitoire moins équitable, les dernières (et c'est pour ceci surtout que l'action *quantit minoris* fut écartée) font que le vendeur peut être amené plus facilement à composition par un acheteur de mauvaise foi et forcé de laisser pour un prix inférieur l'animal dont il peut faire cas pour des qualités qu'on n'appréciera pas dans l'estimation. Cette action serait souvent plus funeste au vendeur que l'action rédhibitoire elle-même ».

Car « en fait, ainsi que le disait M. Manoury (1) la grande quantité de ces procès n'a pas lieu entre le producteur ou le cultivateur qui se défait de son animal et le cultivateur qui l'achète. Dans la plupart des cas c'est avec un intermédiaire que le vendeur a des difficultés. Cet intermédiaire le plus souvent n'a qu'un capital restreint et une installation nulle ou insuffisante. Son commerce consiste à acheter dans un marché ce qu'il peut payer d'animaux et à tenter de les revendre dans le plus bref délai au marché voisin. S'il réussit dans sa revente tout est dit mais si quelques animaux lui restent invendus il s'ingénie à leur trouver une apparence de vice rédhibitoire, il en simule au besoin; à l'aide de symptômes qu'il provoque, il obtient un certificat de vétérinaire et avec ce certificat il menace son vendeur d'un procès et obtient de lui soit la résolution de la vente avec paiement des faux-frais, soit une diminution de prix ».

C'étaient là les principaux traits de cette loi qui,

(1). Rapport sur la loi de 1884. Annexes de la Chambre des députés. J. O. Novembre 1883, annexe n° 2.117, p. 1.372.

disait le rapporteur, ne réglait les marchés qu'à défaut de conventions entre les parties, expresses ou tacites. Quant aux questions d'interprétation des conventions, elles sont du domaine de la législation en général et non d'une loi spéciale, et la solution des difficultés qui pouvaient naître à ce sujet, se trouvait dans les règles du bon sens, dans les principes généraux de notre droit et dans la loi romaine.

« Cette loi bien que préparée avec soin fut cependant l'objet de très vives attaques. Celles-ci se manifestèrent surtout à propos de la nomenclature des vices rédhibitoires. Le législateur avait pris à tâche de n'admettre que les vices qui, ne pouvant être simulés par un acheteur de mauvaise foi, lui avaient semblé d'une constatation facile d'après l'état de la science, et dont la nature était telle que leur manifestation dans le délai fixé devenait une preuve de leur antériorité à la vente. Or si cette base était inattaquable, les progrès que la science n'avait cessé de réaliser depuis, avaient montré que la loi du 20 mai 1838 pouvait en certains cas avoir pour résultat de léser le vendeur en lui faisant supporter les conséquences du fait de l'acheteur qui après avoir pris livraison des animaux les aurait conduits sur des pâturages malsains et leur aurait ainsi fait contracter la maladie. La revision de la liste des vices rédhibitoires était demandée par les éleveurs et les vétérinaires en général » (1). Leurs

(1). GALTIER. *Traité de législation commerciale*, p. 74.

doléances furent accueillies favorablement et en 1868 fut préparé un projet de loi qui devait trouver sa place dans le Code Rural. En 1876 ce projet fut présenté au Sénat; en 1882 à la Chambre des Députés et il fut adopté le 2 août 1884.

Titre Deuxième

LA GARANTIE

EN CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES

CHAPITRE PREMIER

**Les lois du 21 juillet 1881, du 31 juillet 1895
et du 23 février 1905**

Nous avons vu succinctement comment le Code Civil avait réglé la question des vices rédhibitoires et après lui la loi de 1838. Cette loi fut modifiée par une loi du 2 août 1884 mais avant d'y arriver il nous paraît utile d'étudier en certains points la législation sur les maladies contagieuses chez les animaux domestiques, législation dont « le but a été d'organiser par « mesure de police et d'intérêt public un ensemble « de précautions contre les maladies contagieuses « dont peuvent être affectés les animaux afin d'en « empêcher la propagation. Les diverses lois sur la « matière soulèvent en effet (1) des questions d'in-

(1) BAUDRY-LACANTINERIE ET SAIGNAT, § 443, Droit civil : De la vente.

« téré^t privé qui les mettent en rapport, on a même
« dit en contradiction, avec la loi de 1884. »

La loi du 21 juillet 1881 porte dans son art. 13 : « *La*
« *vente où la mise en vente des animaux atteints de*
« *maladies contagieuses est interdite.* Le propriétaire
« ne peut s'en dessaisir que dans les conditions déter-
« minées par le règlement d'administration publique
« prévu à l'art. 5. Ce règlement fixera pour chaque
« espèce d'animaux et de maladies le temps pendant
« lequel l'interdiction de vente s'appliquera aux ani-
« maux qui ont été exposés à la contagion ». Et l'art. 31
énumère les diverses peines applicables « à ceux qui
« auraient vendu ou mis en vente des animaux atteints
« ou soupçonnés d'être atteints de maladies conta-
« gieuses. »

Quant aux maladies considérées comme conta-
gieuses elles étaient indiquées dans l'art. 1 : « La
« peste bovine dans toutes les espèces de ruminants ;
« la péripneumonie contagieuse dans l'espèce bovine ;
« la clavelée et la gale dans les espèces ovine et
« caprine ; la fièvre aphteuse dans les espèces bovine,
« ovine, caprine et porcine ; la morve, le farcin et la
« dourine dans les espèces chevaline et asine ; la rage
« et le charbon dans toutes les espèces. »

La loi prévoyait dans son art. 2 la modification de
cette nomenclature par décret. Et en vertu de cet
article elle fut complétée par un décret du 28 juillet 1888
qui a ajouté : « Le charbon symptomatique ou emphy-
« sémateux et la tuberculose dans l'espèce bovine ; le
« rouget et la pneumonie infectieuse dans l'espèce

« porcine ». Il était intéressant de noter cette nomenclature car elle contient des maladies qui sous l'empire de la loi de 1884 étaient cotées comme vices permettant de demander la rédhibition. De là était né entre les deux lois un conflit dans la jurisprudence que l'on crut devoir solutionner par une loi du 21 juillet 1895.

Nous voyons tout d'abord que la loi de 1881, dans son art. 31 punit seulement le vendeur qui sciemment a mis sur le marché un animal atteint d'une des maladies qu'elle énumère. S'il est de bonne foi il n'en court aucune peine. Mais n'y a-t-il aucune sanction civile et une fois la vente conclue par une personne de bonne foi, d'un animal atteint de maladie contagieuse, cette vente est-elle inattaquable? Beaucoup de tribunaux l'admettaient mais la Cour de Cassation par deux arrêts du 20 juillet 1892 (1) et du 23 janvier 1894 (2) a fixé différemment la jurisprudence et a décidé que le contrat est nul dans tous les cas.

Cela résultait, dit M. Baudry-Lacantinerie, « certainement de l'art. 13 ancien, qui interdisait la vente « sans distinction. Aucune autre solution n'était juridiquement possible car la vente d'une chose mise « hors du commerce ne peut être valable. »

Cette solution ne nous paraît pas en l'espèce aussi évidente car pour ne donner qu'une raison qui nous semble assez concluante, il aurait été bien illogique dans ce cas de la part du législateur, d'avoir admis

(1) SIREY, 1892-1-393

(2) SIREY, 1894-1-428.

en 1884 dans la liste des vices rédhibitoires certaines maladies qui étaient d'autre part portées comme contagieuses dans la loi de 1881. En effet, en permettant d'intenter l'action rédhibitoire suivant la loi de 1884, le législateur ne considérait pas comme placés hors du commerce les animaux atteints des vices à propos desquels on agissait ; mais si au sujet des mêmes vices on invoquait la loi de 1881, alors nullité de la vente dit la Cour de Cassation!!!

On ne peut donner à cette jurisprudence qu'une explication toute pratique : Si les tribunaux n'avaient pas déclaré la vente nulle quand il y avait maladie contagieuse, l'acheteur aurait eu intérêt à dissimuler la maladie et à revendre l'animal. La vente étant nulle dans tous les cas de maladie contagieuse, l'acheteur n'avait plus intérêt à ne pas se prévaloir de la nullité, étant au contraire assuré en agissant ainsi de faire rescinder le contrat et de récupérer le prix par lui payé. Quoiqu'il en soit en pratique d'après la loi, la vente n'était pas nulle. Il ne faut pas oublier que la loi de 1881 n'était qu'une loi de police sanitaire et l'acheteur n'avait que le droit de demander au vendeur de mauvaise foi réparation du préjudice causé par la présence chez l'animal vendu d'une maladie contagieuse. Il est vrai que le recours était souvent bien difficile à exercer car la preuve de la mauvaise foi n'est pas aisée à faire, mais il fallait admettre les conséquences qui découlent de la juste interprétation de la loi.

Cependant une loi basée sur la théorie admise

par la Cour de Cassation fut promulguée *le 31 juillet 1895* sanctionnant sa jurisprudence.

« Cette loi, dit M. Darbot, a pour objet d'enlever
« aux tribunaux la faculté d'absoudre le vendeur et
« de le renvoyer des fins d'une demande en dom-
« mages-intérêts par cette seule raison qu'il n'est
« pas établi qu'il a agi en pleine connaissance de
« cause et avec une mauvaise foi évidente » et ajoutait M. Mongeot à la chambre des députés (1),
« désormais il n'y aura plus à rechercher si la
« vente de l'animal atteint de maladie contagieuse
« a été consentie de bonne ou de mauvaise foi ;
« mais si le marché a été formé contrairement à la
« loi de 1881, c'est-à-dire s'il est illicite. Et par voie
« de conséquence se trouvera ainsi confirmée la théo-
« rie de la Cour de Cassation qui pose le principe
« que la nullité de la vente d'objets hors du com-
« merce régit les contrats de vente et d'échange
« d'animaux domestiques. »

D'autre part, la loi de 1895 modifia la liste des vices rédhibitoires, comme nous le verrons en étudiant la loi de 1884. « Les deux lois de 1884 et 1881,
« écrit M. le sénateur Darbot dans son rapport, ont
« le tort de vouloir se compléter l'une l'autre au
« lieu de rester chacune sur son terrain propre avec
« son but nettement distinct. Les vices rédhibitoires
« ne ressemblent en rien par leur nature aux mala-
« dies contagieuses. Celles-ci sont d'une gravité

(1) *J. O.* 1893. Annexe, 292, p. 4239.

« extrême ; non seulement parce qu'elles sont le
 « plus souvent mortelles, mais encore car elles se
 « transmettent de l'animal malade à l'animal sain et
 « à l'homme lui-même, tandis que ceux-là, au pis,
 « ne peuvent que diminuer la valeur de l'objet qui
 « en est atteint. La loi qui se rapporte aux secondes,
 « a pour but en provoquant leur anéantissement
 « sur place, de sauvegarder les intérêts généraux
 « du pays et la santé publique ; celle qui vise les pre-
 « miers n'a pas d'autre intention que de protéger les
 « intérêts particuliers d'un acheteur contre sa propre
 « ignorance supposée. Il ne faut pas qu'en présence
 « d'une maladie contagieuse l'acheteur puisse hésiter
 « sur le choix de l'arme mise à sa disposition et
 « les tribunaux sur la loi qui doit servir de base
 « à leur jugement. De là la nécessité et tel est le but
 « de notre proposition, de faire disparaître les mala-
 « dies contagieuses de la loi du 2 août 1884 sur les
 « vices rédhibitoires. » En un mot comme l'ajoutait
 M. Mougeot (1), enlever de nos lois la contradiction
 qu'impliquaient les deux textes en vigueur.

Voici le texte de cette loi :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 de la loi du
 21 juillet 1881 est complété par les 4 paragraphes
 suivants :

1° *Et si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit
 que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la
 maladie dont son animal était atteint ou suspect.*

(1) *Journal Officiel*, Chambres, Annexes 1895, page 292.

2° Néanmoins aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera recevable quand il se sera écoulé plus de 45 jours depuis le jour de la livraison, s'il n'y a poursuites du ministère public.

3° Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à 10 jours à partir du jour de l'abattage sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration du délai de 45 jours. En cas de poursuites du ministère public la prescription ne sera opposable à l'action civile, comme au paragraphe précédent, que conformément aux règles du droit commun.

4° Toutefois en ce qui concerne la tuberculose dans l'espèce bovine la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira d'un animal soumis à la séquestration ordonnée par les autorités compétentes.

ART. 2. — (Modifiant la loi de 1884 et faisant disparaître de la liste de cette loi, toute maladie reprise également dans les lois et décrets fixant les maladies contagieuses.)

Par son paragraphe premier de l'art. 1, la loi de 1895 consacre la jurisprudence que la Cour de Cassation avait fixée par ses arrêts de 1892 et 1894 :
« Si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit que
« le vendeur ait été de bonne ou de mauvaise
« foi ».

Nulle de droit. Quelle est exactement la portée de cette nullité? La question n'est pas oiseuse car suivant qu'on accepte l'idée de nullité absolue ou

l'idée de nullité relative, on permet à l'acheteur de décharger le vendeur de la garantie qu'il doit, ou non.

Tout d'abord la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses n'est pas inexistante, car si cela était l'acte ne produisant aucun effet il ne serait aucunement besoin de la justice pour l'anéantir. Or ici il y a vente et la vente est un contrat, qui comme tous les contrats n'est inexistant que s'il y a absence de consentement, de cause licite et d'objet certain.

a) L'acheteur a certainement consenti : il y a eu erreur sur la substance mais il y a eu consentement et l'art. 1117 du Code Civil dit dans ce cas expressément : « La convention contractée par dol, erreur ou violence n'est pas nulle de plein droit; elle donne lieu seulement à une action en nullité ou en rescision dans les cas déterminés. » La vente n'étant pas nulle ne peut être inexistante.

b) Il n'y a pas davantage inexistence pour absence de cause licite. En effet la cause pour l'acheteur c'est l'obligation de payer le prix et pour le vendeur l'obligation de livrer la chose. Les obligations du vendeur et celles de l'acheteur se servent donc mutuellement de cause et il ne faut pas appliquer à la cause le caractère illicite que peut revêtir l'objet du contrat.

c) La vente n'est pas inexistante pour absence d'objets certains, l'objet en effet existe, il est déterminé et même s'il est hors du commerce il n'en existe pas moins.

La vente, en outre, si on la considère comme inexistante, produit des effets incompréhensibles avec les lois de 1895 et de 1905. Ces lois, en effet, obligent l'acheteur à introduire sa demande en nullité dans les délais de 45 ou 30 jours sous peine de la voir déclarer irrecevable. S'il y avait inexistence il y aurait action en répétition et non action en nullité.

La nullité n'est pas non plus absolue. Si cela était la nullité serait immédiate; toute personne intéressée pourrait s'en prévaloir; elle ne pourrait se couvrir par la confirmation d'un des intéressés ni par aucun laps de temps. Or ici la nullité n'est pas immédiate puisqu'il faut la demander pour l'obtenir et d'après MM. Baudry-Lacantinerie et Saignat (1), l'acheteur seul peut se prévaloir de cette nullité. Le second paragraphe additionnel de l'article 13 ne parle en effet que de réclamation de la part de l'acheteur. Quant au délai nous savons que la loi n'accorde que 45 ou 30 jours pour intenter l'action.

La nullité ne peut donc être que relative (2). Le contrat est tout simplement annulable et cela cadre très bien avec le texte de la loi. En effet la loi prévoit un délai très court pendant lequel l'action peut être intentée : 30 ou 45 jours, plus seulement si le

(1) *Droit civil*, tome XIX, § 449.

(2) Cependant bien qu'ayant devant eux un contrat simplement entaché de nullité relative, les juges ne jouissent pas d'un pouvoir discrétionnaire. La preuve de l'existence de la maladie contagieuse étant faite, ils sont forcés de s'incliner et d'annuler la vente car l'article premier de la loi de 1905 dit alors nettement « la vente est nulle de droit ».

ministère public poursuit et l'acheteur seul peut invoquer cette nullité.

Nous pouvons invoquer dans ce sens l'opinion de MM. Baudry-Lacantinerie et Saignat (1).

« La nullité n'est pas absolue ; on ne peut plus dire
« que le contrat est inexistant parce qu'il aurait pour
« objet une chose hors du commerce car le contrat
« s'est si bien formé que s'il n'est pas attaqué dans
« le délai fixé par la loi il est inattaquable et produit
« tous ses effets. »

Le principal intérêt qu'il y a à admettre cette théorie de la nullité relative est de valider le billet de décharge de garantie consenti par l'acheteur au profit du vendeur. Si on admet que la nullité est absolue, que les lois de 1881 et 1905 sont d'ordre public, on est forcé d'admettre également que les conventions particulières sont interdites. Mais il n'en est aucune-ment ainsi. Il y a certainement dans loi de 1881 un intérêt d'ordre public, intérêt qui est la nécessité d'enrayer la propagation des maladies contagieuses, et pour y arriver la loi ordonne certaines mesures qui sont d'ordre public : interdiction de la circulation, déclaration.

.....Mais c'est simplement dans cette mesure qu'est entravée la liberté des particuliers. Si une vente d'un animal contaminé a lieu, et qu'il n'y ait aucun déplacement, dans ce cas la loi n'intervient uniquement que dans l'intérêt de l'acheteur, non plus en tant que

(1) *De la vente et de l'échange*, page 475.

loi d'ordre public mais en loi protectrice des intérêts privés et elle donne à l'acheteur un délai pendant lequel il peut demander la nullité de la vente, de façon qu'il ne subisse aucun préjudice du fait de la maladie. Mais que l'acheteur exerce ou non son action, la loi s'en désintéresse. Qu'il n'y ait pas de déplacement c'est tout ce qu'elle ordonne.

Après 45 jours pour les maladies ordinaires et comme nous le verrons 30 jours en cas de tuberculose, la loi présume la renonciation de l'acheteur à l'action en nullité de la vente. Pour quelle raison alors ne permettrait-elle pas aux parties de bonne foi de convenir entre elles qu'il n'y aura aucune garantie en cas de maladie contagieuse? L'acheteur au reste, aurait le moyen pratique de valider une telle convention, en n'exerçant pas son action dans le délai légal. A notre avis par conséquent le billet de décharge de garantie souscrit par l'acheteur au vendeur est certainement valable mais en tant qu'il ne se rapporte qu'à l'action civile en nullité, et il ne peut naturellement avoir aucune valeur en ce qui touche à l'action pénale et à l'action en dommages-intérêts. Si le vendeur est de mauvaise foi il est tout naturel qu'il n'en soit plus de même. Dans ce cas, s'il a soupçonné la maladie à l'époque de la vente, la stipulation de non garantie est nulle comme entachée de dol principal et le vendeur est passible de l'action en nullité, de l'action pénale et même de l'action en dommages-intérêts. S'il est de bonne foi toute

décharge de garantie même tacite, est valable (1) et le vendeur ne peut être tenu par l'action en nullité ni par l'action pénale. Tout simplement en cas de faute ou de négligence de sa part peut-on agir contre lui en dommages-intérêts. Et nous basant sur les principes que nous avons admis, nous pouvons même aller plus loin et dire que le fait pour l'acheteur d'avoir connu la maladie au moment de la vente le rend non recevable dans l'action en nullité qu'il voudrait par la suite et dans le délai légal intenter contre son vendeur. Il y a en effet dans ce cas convention tacite, de sa part, de renonciation au bénéfice de la garantie.

Nous avons vu tout à l'heure que l'action en nullité doit être suivie le cas intentée dans un certain délai assez court et nous avons indiqué en donnant le texte de la loi du 31 juillet 1895, que ce délai était de 45 jours. *Une loi du 23 février 1905* est venue modifier sur plusieurs points la loi de 1895 et a introduit un nouveau délai.

Loi modifiant l'art. 41 du code rural (23 février 1905) :

ARTICLE PREMIER. — Et si la vente a eu lieu elle est nulle de droit que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect. Néanmoins aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de la dite nullité ne sera recevable quand il se sera écoulé plus de 30 jours en ce qui concerne les animaux atteints de tubercu-

(1) Tribunal de paix de Guichen, 4 mai 1903.

lose et plus de 45 jours en ce qui concerne les autres maladies depuis le jour de la livraison s'il n'y a poursuites du ministère public.

2° Si l'animal a été abattu le délai est réduit à 10 jours à partir du jour de l'abattage sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration des délais indiqués ci-dessus. En cas de poursuites du ministère public la prescription ne sera opposable à l'action civile comme au paragraphe précédent, que conformément aux règles du droit commun.

3° Toutefois en ce qui concerne la tuberculose sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration prescrite par l'art. 31 du code rural. S'il s'agit d'un animal abattu pour la boucherie, reconnu tuberculeux et saisi, l'action ne pourra être intentée que dans les cas où cet animal aura fait l'objet d'une saisie totale; dans le cas de saisie partielle portant sur les quartiers, l'acheteur ne pourra intentenr qu'une action en réduction de prix à l'appui de laquelle il devra produire un duplicata du procès verbal de saisie mentionnant la nature des parties saisies et leur valeur calculée d'après leur poids, la qualité de la viande et le cours du jour.

ART. 2. — (Modifiant la loi de 1884).

Donc depuis la loi de 1905 il y a quatre délais possible pour intenter l'action, un délai de 45 jours, de droit commun, pour toutes les maladies non exceptées pour un texte spécial; un délai de 30 jours quand

l'animal est atteint de tuberculose ; le délai de 10 jours quand il y a abattage par ordre de l'administration et celui controversé de 3 ou 10 ans s'il y a poursuites du ministère public. La loi de 1881 n'avait fixé aucun délai et dans le silence des textes on décidait que le délai pendant lequel on pouvait intenter l'action était de 10 ans et ceci conformément à l'art. 1304 du Code Civil. La loi de 1895 avait fixé un délai de 45 jours se rapportant aux maladies contagieuses et au-delà duquel aucune action en nullité de vente ne pouvait être exercée alors même qu'il était bien établi que l'acheteur avait été victime de la mauvaise foi du vendeur.

Que le délai soit de 30 ou 45 jours, il doit se compter depuis le jour de la livraison. Cela est dit textuellement dans la loi pour éviter que, s'appuyant sur l'art. 1033 du Code de procédure civile, certains n'exceptent du délai fixé le jour de la livraison et le jour de l'échéance. Comme la Cour de Cassation l'a jugé (1) il n'est pas nécessaire pour qu'une loi déroge à cet article du Code de procédure qu'elle le dise expressément, il suffit que cette dérogation découle de ses termes ; or ici cela est bien net : « Plus de réclamation quand il se sera écoulé « plus de 45 jours ». Et pour que ce délai coure il faut qu'il y ait livraison effective et non simplement un jour fixé pour la livraison.

Le délai est-il augmenté en raison de la distance ?

(1) 2 août 1887, S., 1887-1-304.

On peut le soutenir en se référant à l'art. 1033 du Code de procédure qui augmente dans ce cas le délai de 1 jour par 5 myriamètres de distance. Est-ce exact? Nous ne le croyons pas car la loi, si cela était, se serait expliquée nettement. En effet, de droit commun le calcul de la distance se fait du domicile du défendeur au Tribunal saisi et s'il en était autrement comme en notre matière où le calcul se ferait du domicile du défendeur au lieu où se trouve l'animal, il est évident que le législateur se serait expliqué sur ce point dérogeant au droit commun.

D'autre part le délai n'est pas franc, la loi ne le disant pas et dans ce sens de nombreuses décisions de jurisprudence l'ont considéré comme un délai de rigueur.

CHAPITRE DEUXIÈME

Responsabilité du vendeur de mauvaise foi

La responsabilité du vendeur sera plus ou moins engagée suivant qu'il a été de bonne ou de mauvaise foi dans la vente. S'il est convaincu d'être de mauvaise foi, d'avoir connu ou soupçonné l'existence de la maladie au moment de la vente alors que l'acheteur a été de bonne foi, le vendeur peut alors s'il le veut ne pas exécuter la vente. S'il l'a exécutée, il peut en demander le remboursement dans les délais et même réclamer des dommages-intérêts ayant pour but de l'indemniser de tous les préjudices à lui occasionnés par la maladie contagieuse et notamment par la propagation de la maladie. Et ainsi que l'ont décidé les Cours de Nîmes par arrêt du 4 février 1898 (1) et de Paris du 4 août 1903 (2), seul peut-être tenu de dommages-intérêts le vendeur de mauvaise foi. Un jugement du Tribunal civil de Dijon du 31 décembre 1901 (3) avait cependant décidé que le vendeur de bonne foi doit être respon-

(1) D., 1898-2-381.

(2) D., 1903-2-294.

(3) D., 1902-2-401.

sable du préjudice causé par la contamination et condamné de ce chef à des dommages-intérêts, même si ni le vendeur ni l'acheteur n'ont pu se rendre compte au moment du contrat, de la maladie dont l'animal était atteint. Ce jugement fut combattu par M. Percerou alors professeur à la Faculté de droit de Dijon qui dans sa note sous ce jugement prouva très nettement qu'on ne peut pas comme le fit le Tribunal de Dijon, faire intervenir l'art. 1385 du Code Civil en se basant sur la nullité de la vente et en soutenant que le vendeur étant resté propriétaire est responsable des dommages causés par les animaux qu'il a sous sa garde. D'ailleurs le jugement de Dijon se base pour faire intervenir l'art. 1385 sur ce fait que pour lui, la vente est radicalement nulle; or nous avons vu que la vente n'est pas nulle mais simplement annulable; donc le vendeur n'est plus propriétaire et de ce fait plus responsable de choses qui sont sous la garde de l'acheteur. On ne peut pas non plus, dit M. Percerou se baser, pour obliger le vendeur à des dommages-intérêts, sur la règle de la responsabilité contractuelle; et si on peut justifier l'obligation pour le vendeur de bonne foi de rendre le prix à lui versé, on ne peut l'obliger à payer en outre des dommages-intérêts.

« D'ailleurs au point de vue économique on élève-
« rait ainsi un grave obstacle à la facilité des transac-
« tions et la crainte pour le petit éleveur, de conta-
« miner par la vente d'un de ses animaux malades,
« toute une écurie très importante et d'être ainsi tenu

« de dommages-intérêts très élevés, non en rapport
« avec sa situation, pourrait le détourner de traiter
« avec un gros commerçant c'est-à-dire de faire des
« marchés qui tendent de plus en plus dans le com-
« merce du bétail à prendre une place prépondé-
« rante » (1).

L'acheteur bien qu'ayant eu affaire à un vendeur de mauvaise foi peut être déchu de son action en dommages-intérêts. La loi de 1905 dit en effet que passé le délai de 45 ou de 30 jours aucune réclamation ne sera admise de la part de l'acheteur pour raison de ladite nullité ; d'où étant donné ce texte et hors l'exception admise pour les cas où le ministère public aura agi, passé les délais légaux, le demandeur même s'il a agi en nullité en temps voulu, ne sera plus recevable à demander des dommages-intérêts, car le texte est formel, et refuse le délai écoulé, l'introduction de toute action.

En dehors de l'action en nullité devant le Tribunal civil, l'acheteur peut suivre une autre voie, en vertu de l'article 1^{er}, § 3, de la loi de 1905 et dénoncer, s'il y a infraction à la loi sanitaire, le fait au ministère public qui poursuivra le vendeur en police correctionnelle. L'acheteur se portera alors partie civile et joindra ses actions en nullité et en dommages-intérêts à la poursuite du ministère public. Si ce dernier se refusait à agir, peut-il lui-même intenter l'action publique devant le Tribunal correctionnel et y joindre

(1) Note de M. PERCEROU sur l'arrêt de Dijon D., 1902-2-407.

son action en nullité ? Dans ce cas le ministère public devrait exercer l'action pénale. Ceci fut soutenu par M. Galtier dans une communication qu'il fit en 1902 à la Société d'agriculture de Lyon et il décidait que l'acheteur peut toujours agir soit directement devant le Tribunal correctionnel, en joignant son action en nullité à l'action publique, intentée par le ministère public ou par lui-même ; soit devant le Tribunal civil après que l'action publique ayant été jugée, le vendeur aura été condamné pour infraction à la loi sanitaire. Nous préférons la solution de MM. Baudry-Lacantinerie et Saignat (1). D'après eux en effet, ce serait bien là le droit commun mais le texte de la loi ne permet pas cette solution. La loi dit bien que le droit commun sera applicable, mais seulement quand le ministère public aura agi, et elle ne dit pas « en cas de délit du vendeur pouvant donner lieu à une poursuite du ministère public. » Ceci nous paraît très juste. Si donc le ministère public poursuit, l'acheteur pourra joindre son action à l'action du Procureur de la République, mais à condition que le délai de 30 ou 45 jours ne soit pas encore écoulé quand la poursuite pénale aura commencé.

Et si l'action publique est intentée dans les délais, cependant l'acheteur fera toujours bien d'agir de son côté en nullité également dans les délais, soit directement, soit en joignant son action à l'action publique, car si cette dernière échoue où si elle est abandonnée

(1) *De la vente et de l'échange*, page 481.

dans la suite par discontinuation des poursuites, l'acheteur, n'ayant pas agi comptant sur le bénéfice de la prescription de droit commun par suite de la poursuite du ministère public, ne sera plus recevable à agir. Il serait déchu de tous ses droits. Cette solution est certaine si le ministère public poursuit après 45 jours et que l'acheteur n'a pas encore agi pour son compte : ce ne sera pas le fait de la poursuite du ministère public qui fera revivre une action qui est perdue en la personne de l'acheteur.

Si l'action publique réussit, quelle sera la prescription applicable relativement à l'action civile? Celle de trois ans en vertu des articles 637 et 638 du Code d'Instruction criminelle ou celle de dix ans en vertu de l'article 1304 du Code Civil? Ce sera croyons-nous cette dernière qui est celle de droit commun. On ne peut en effet appliquer ici la prescription abrégée de trois ans car les articles 637 et 638 du Code d'Instruction criminelle, s'appliquent quand l'action publique a été exercée, mais n'a pas été suivie de jugement ; mais il n'en est plus de même dans le cas qui nous occupe où le jugement a été rendu, où l'action publique ayant produit tous ses effets, n'est pas prescrite et où par conséquent l'action civile doit rester soumise aux règles de la prescription en matière civile c'est-à-dire à l'article 1304 du Code Civil.

Si la vente est faite par ministère de notaire ou d'huissier, ces derniers s'ils connaissent la maladie et ne s'en sont pas inquiétés peuvent être respon-

sables et poursuivis correctionnellement pour ne pas s'être conformés aux lois sur la police sanitaire. A ce sujet, un arrêt à la Cour de Grenoble du 7 mai 1901 a décidé qu'étaient légaux les arrêtés préfectoraux pris en exécution de la loi de 1881, qui enjoignent aux officiers ministériels chargés des ventes publiques, d'exiger au moment de la mise aux enchères, un certificat d'un vétérinaire n'ayant pas une date plus reculée que celle fixée par l'arrêté. Cependant s'ils sont en faute pour avoir vendu sans se procurer ce certificat, leur responsabilité sera atténuée si les acheteurs connaissaient ces arrêtés et n'en ont pas exigé la production. Le vendeur de mauvaise foi d'autre part est toujours responsable quand il a fait vendre l'animal contaminé par un intermédiaire quelconque et cet intermédiaire même sera tenu conjointement avec lui s'il avait connaissance du vice.

Le mandant de même est toujours responsable du fait de son mandataire, tout au moins civilement, vis-à-vis de l'acheteur, s'il n'avait pas connaissance de la maladie, mais il aura alors un recours contre son mandataire.

Quant à la preuve de la mauvaise foi, l'acheteur sera admis à la faire par tous les moyens et on doit admettre qu'il est suffisant de prouver que le vendeur connaissait la maladie en état d'incubation ou développée et l'a cachée. Si l'acheteur est de mauvaise foi lui-même il ne pourra être admis à demander des dommages et intérêts, mais il pourra certainement demander la nullité de la vente.

CHAPITRE TROISIÈME

La responsabilité du vendeur de bonne foi

Si le vendeur est de bonne foi, que décide la loi?

La loi donne à l'acheteur le droit de demander la nullité de la vente ou d'intenter une action en diminution de prix si le litige a pour objet un animal vendu pour la boucherie et reconnu à l'autopsie atteint de tuberculose localisée.

Action en nullité. — Il faut distinguer, suivant que l'animal est atteint d'une maladie contagieuse autre que la tuberculose ou qu'il est tuberculeux.

Si l'animal est atteint d'autre maladie que la tuberculose l'acheteur pour réussir dans son action doit prouver :

1° Que la maladie à propos de laquelle il agit est bien une de celles comprises dans la liste des maladies contagieuses. Cette preuve sera faite par des observations si l'animal est vivant et par l'autopsie s'il est mort.

2° Il devra identifier ensuite l'animal, prouver que c'est bien celui qu'il a acheté et ce sera là une question de fait.

3° L'acheteur n'est pas, comme cela existe dans la

loi de 1884, protégé par une présomption légale que la maladie, découverte dans le délai donné pour intenter l'action, existait bien au moment de la vente. Et comme l'a décidé la Cour d'Aix par deux arrêts du 9 mai 1900 (1) et du 18 février 1904 (2) l'autorité du contrat des maladies réputées contagieuses, est une question de fait soumise à l'approbation souveraine des tribunaux. Ceci fut dit par M. Mougeot en 1895 à la Chambre des députés, quand on décida de retirer des vices rédhibitoires toute maladie réputée en même temps contagieuse. « En ce faisant, disait-il, la preuve « de la maladie au jour du contrat incombera toujours « au demandeur qui ne se trouvera plus favorisé par « une présomption légale ». Le demandeur devra donc prouver que la maladie existait ou était en incubation lors de la vente.

Souvent la preuve de l'antériorité de la maladie au contrat sera faite par le rapport des experts, mais souvent ceux-ci pour des cas analogues, affirment différemment et il y a de ce fait sur la matière une jurisprudence parfois contradictoire. Ainsi le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne par un jugement du 9 février 1899 annula une vente, de ce fait que le bœuf acheté était mort deux jours après l'acquisition et le Tribunal de Commerce de Nîmes, le 6 décembre 1899 débouta l'acheteur de sa demande alors que le bœuf était mort de la même maladie, 3 jours après la livraison.

(1) D., 1901-2-413.

(2) Répertoire de police sanitaire 1904, page 162.

4° L'acheteur devra de plus agir dans le délai légal. Si l'animal est vivant, il aura pour ce faire un délai de 45 jours et ce délai court depuis le jour de la livraison ; nous avons vu d'autre part qu'il n'était pas franc, il expire donc le 45^e jour, non compris celui de la livraison.

En outre l'arrêt de Dijon du 31 décembre 1901 que nous avons vu précédemment a décidé que ces délais de 45 ou 30 jours suivant les cas, sont une prescription susceptible d'être interrompue par toutes les causes ordinaires de suspension et d'interruption.

A côté du délai de 45 jours le paragraphe 3 de l'art. 1 de la loi de 1905, donne un nouveau délai de 10 jours, à partir du jour de l'abattage sans toutefois que l'action puisse jamais être intentée dans un délai supérieur aux délais de 30 ou de 45 jours. Dans ce cas il suffira à l'acheteur de prouver par l'autopsie que la maladie est antérieure au marché pour que la vente soit annulée ; et il nous semble qu'il faut décider également que la perte sera pour le vendeur si l'animal meurt dans les 45 jours d'une maladie non contagieuse, mais si l'on découvre à l'autopsie qu'il était cependant atteint d'une maladie contagieuse, car la perte de l'animal par cas fortuit ne peut priver l'acheteur de la garantie que lui donne la loi.

La loi de 1905 ne semble viser que le cas de l'animal abattu, mais si la mort a été naturelle et si l'animal meurt, par exemple, le quinzième jour après la livraison, l'acheteur aura-t-il 10 jours pour agir ou le temps qui restera jusqu'à l'expiration des 45 jours ? La ques-

tion fut nettement résolue lors de la discussion et M. le sénateur Darbot à la séance du Sénat le 23 mars 1898 (1) assimila nettement la mort naturelle à l'abattage. Le délai sera donc de 10 jours.

Si l'animal est tuberculeux, nous trouvons en plus des règles que nous venons d'exposer, des dispositions spéciales. Tout d'abord nous constatons que la tuberculose n'est un cas de nullité de la vente que pour l'espèce bovine uniquement. Et dans ce cas l'acheteur pour réussir dans son action devra intenter l'action dans les 30 jours depuis la livraison ou dans les dix jours depuis l'abattage ou la mort sans que le délai puisse excéder 30 jours, et avoir fait au préalable la déclaration prescrite par l'art. 31 du Code Rural. En cas de tuberculose la maladie est plus facile à déterminer ainsi que son antériorité à la vente car il suffit d'injections de tuberculine pour être fixé sur l'existence et le degré de gravité de la maladie. La loi ajoute qu'il faut faire la déclaration prescrite? Cette déclaration est faite au maire de la commune où se trouve l'animal et ceci dans le but d'obtenir la nullité du contrat, et de placer l'animal sous le régime de la loi sanitaire. En défendant d'exercer une action en nullité sans avoir au préalable fait une déclaration, le législateur espère ainsi intéresser l'acheteur à provoquer la séquestration que le maire ordonnera, car la tuberculose est une maladie dont les effets sont terribles et la contagion très facile.

(1) *J. O. Débats* 1898, p. 329.

Cette disposition de la loi de 1905 est venue modifier la loi de 1895 qui ordonnait la séquestration, mais comme il y avait controverse sur le point de savoir quand la séquestration devait avoir été faite, avant ou après la vente, la loi de 1905 a donné cette formule nouvelle. D'où depuis 1905 la recevabilité de l'action en nullité est subordonnée non plus au fait de la séquestration mais au fait de la déclaration qui amènera d'ailleurs la séquestration. Quand à la déclaration, ainsi que le disait M. Darbot au Sénat il suffit qu'elle soit faite avant l'expiration du délai légal pour permettre à l'acheteur d'intenter son action, mais cette mesure doit être prise sans délai dès que la tuberculose est constatée. Le maire à qui on aura fait la déclaration, donnera un certificat qui devra être produit pour pouvoir intenter l'action.

Si l'animal a été abattu pour la boucherie, la loi édicte encore des dispositions spéciales. L'action en nullité ne pourra être intentée que si la saisie est totale. Le boucher devra toujours suivre les mêmes règles que celles exposées plus haut : prouver l'identité de l'animal, l'antériorité de la maladie, intenter son action dans les délais, mais de plus la saisie devra être totale. Faute de prouver cette dernière condition il ne pourra intenter que l'action en réduction de prix, dont nous parlerons plus loin. Il résulte des déclarations de M. Darbot au Sénat dans la séance du 23 mars 1895 que le boucher qui aura un animal saisi entièrement dans les délais ne sera pas tenu de faire la déclaration pour pouvoir intenter son action, et la Cour de

Cassation a rendu en ce sens un arrêt du 28 décembre 1904, car dit-elle, la saisie et l'enfouissement du cadavre sont assimilables en droit à la déclaration et à l'isolement qui en est le corollaire indispensable (1).

Actions récursoires en garantie. — Il peut arriver que dans les délais légaux l'animal atteint de maladie contagieuse soit revendu à une tierce personne, laquelle découvrant le vice, actionne en nullité son propre vendeur. Ce dernier peut-il se retourner contre le vendeur originaire et lui demander de défendre à l'action en ses lieu et place?

Si l'animal est atteint d'une maladie autre que la tuberculose, cela est certain, si : premièrement, le délai de 45 jours ou de 10 jours n'est pas encore écoulé à dater de la vente originaire et deuxièmement, si on peut prouver que la maladie était antérieure à la première vente.

Mais si l'animal est atteint de tuberculose la question est plus compliquée. Avant la loi de 1905 il suffisait certainement pour que l'action récursoire put être intentée que l'animal ait été séquestré dans les délais. Mais la loi de 1905 a décidé que « seule sera « recevable l'action formée par l'acheteur qui aura « fait au préalable la déclaration. » Sur ce texte, deux théories principales se sont édifiées. L'une dit que depuis 1905 toute action incidente est supprimée, que seul le dernier acheteur ayant fait la déclaration peut

(1) Dans le même sens, jugement du Tribunal civil de Laon du 28 décembre 1908. S., 1908-3-16.

agir en nullité. L'autre soutient que ce texte ne prouve pas qu'il y ait dérogation au droit commun : que les acheteurs peuvent agir les uns contre les autres.

Si rigoureuse que soit la solution, il faut en s'inspirant de la rédaction de la loi et des travaux préparatoires décider que seul peut intenter l'action celui qui a fait la déclaration et qu'il n'y a, de ce fait, aucune action incidente possible.

En juin 1898, en effet, M. Darbot présentait déjà cette solution au Sénat mais n'insistait pas sur son adoption immédiate, cette idée n'ayant pas encore été soumise à la commission (1). Puis le 15 décembre de cette même année il demanda au nom de la commission de voter le texte et il ajouta que « les acheteurs
« intermédiaires ne pouvant faire la déclaration,
« n'étant plus propriétaires, ne seraient plus admis à
« appeler leurs vendeurs en cause et à faire re-
« tomber sur eux les frais de procès (2) ». Et de plus lors de la deuxième délibération du Sénat dans la séance du 23 mars 1899 (3), il précise cette façon de voir et prouve bien qu'en matière de tuberculose, le bénéfice de l'action en nullité est limité au dernier acheteur, que l'animal soit ou non destiné à la boucherie. Cette solution, que nous sommes dès lors forcés d'admettre, soulève les protestations des négociants en bestiaux. Ils prétendent que cette disposition est inutile et inique : inique, car le vendeur intermé-

(1) Séance du 10 juin 1898. J. O., 11 juin 98, p. 733.

(2) J. O. du 16 décembre 1898, p. 1001.

(3) J. O. 24 mars 1899, p. 330.

diaire de bonne foi est désarmé vis-à-vis de son propre vendeur. Or ce dernier est le vrai coupable car ayant eu l'animal depuis longtemps en sa possession il a pu se rendre compte de son état, tandis que le premier acheteur a très souvent revendu l'animal presque aussitôt et cependant lui seul est atteint. Inutile, car on ne voit pas les raisons de cette suppression des recours du moment qu'on ne peut agir que dans les délais de garantie. De plus, disent-ils, cette loi est dangereuse car dès qu'un cultivateur aura des doutes sur l'état de sa bête il la vendra de suite à un acheteur non boucher, car un boucher pourrait par l'abat-tage apercevoir le vice et agir, mais à un marchand qui normalement la revendra à un boucher et sera seul responsable vis-à-vis de ce dernier.

Ces critiques, sans les examiner autrement, nous paraissent sérieuses et devoir retenir l'attention du législateur.

B. *Action en réduction de prix.* — Cette action est permise uniquement en cas de tuberculose et pour la race bovine; elle n'existait pas dans la loi de 1895. Quand chez l'animal abattu pour la boucherie on ne découvre que des traces localisées de tuberculose ne nuisant en rien à la consommation des parties saines de l'animal, l'acheteur peut simplement demander que son prix d'achat soit réduit. Il devra produire alors un duplicata du procès verbal de saisie mentionnant la nature des parties saisies et leur valeur calculée d'après le poids, la qualité de la viande et le cours du jour.

Ici comme pour l'action en nullité, l'acheteur devra agir dans les dix jours de l'abattage sans que le délai puisse excéder 30 jours depuis le jour de la livraison, et il nous faut déduire de même, en nous basant sur l'esprit de la loi que les actions récursoires ne sont pas plus admises pour les actions estimatoires que pour les actions en nullité (1).

(1) A un point de vue tout pratique il nous faut noter ici l'importance qu'il y a à distinguer les maladies contagieuses, des vices rédhibitoires. Si l'animal est atteint d'une maladie contagieuse la loi de 1881 complétée par divers décrets a, dans le but d'engager les propriétaires de bêtes suspectes à les supprimer de leurs troupeaux et de détruire ainsi le plus possible de foyers d'infections, institué des indemnités d'abattage qui, si elles ne compensent pas absolument la perte de l'animal sont un encouragement salubre pour les paysans. Cette indemnité de l'État jointe aux ressources apportées par les sociétés d'assurances mutuelles, mettent le cultivateur à l'abri des conséquences désastreuses résultant de la perte de l'animal.

Si au contraire l'animal est atteint d'un vice rédhibitoire la loi s'en désintéresse et n'alloue aucune indemnité.

C'est qu'il y a un intérêt général à ce que les maladies contagieuses soient enrayerées, tandis que seul un intérêt privé est en jeu en cas de vice rédhibitoire.

Titre Troisième

LA GARANTIE EN CAS DE VICE RÉDHIBITOIRE

CHAPITRE PREMIER

Généralités. — Les lois du 2 Août 1884 et du 31 Juillet 1895. — La limitation des dispositions de la loi quant aux espèces visées et quant aux vices. — Le cas de dol.

La loi du 2 août 1884 à laquelle nous arrivons, est venue remplacer la loi de 1838 sur les vices rédhibitoires proprement dits. Elle fut modifiée dans son art. 2 par les lois du 31 juillet 1895, et du 23 février 1905. La loi du 12 juillet 1905 l'atteint également.

Cette loi de 1884 a apporté au commerce des animaux domestiques des changements notables sur la loi de 1838. A cette époque comme nous l'avons vu, on avait supprimé l'action *quantum minoris*; elle est rétablie mais avec cette condition que le vendeur pourra l'empêcher en offrant de restituer le prix par lui reçu et de payer les frais occasionnés par la vente. On évite ainsi la fraude que craignait le législateur de 1838.

D'autre part la loi de 1884 a, suivant en ceci l'appréciation des spécialistes sur le caractère des maladies, supprimé quelques vices rédhibitoires admis par la loi de 1838, en a modifié quelques autres et en a ajouté un nouveau. La loi de 1884 supprime : Pour le cheval, l'âne et le mulet : l'épilepsie, les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures, les hernies inguinales intermittentes. Pour l'espèce bovine : toute maladie. Pour l'espèce ovine : le sang de rate.

C'est qu'en effet les nouvelles découvertes de la science vétérinaire avaient démontré que ces maladies, ou n'étaient pas très graves ou étaient susceptibles de se développer en quelques jours, de sorte qu'avec le système rigide admis, consistant à accepter comme antérieure à la vente toute maladie découverte dans le court délai fixé par la loi, on risquait de rendre le vendeur responsable d'un vice qui aurait pu se déclarer chez l'acheteur et par la faute de celui-ci.

La loi modifie pour l'espèce chevaline : la pousse, le tic, les boiteries anciennes intermittentes pour cause de vieux mal. On fabrique trop facilement de la pousse, disait la Société de médecine vétérinaire et on obtient par cette fraude trop facilement une diminution de prix, d'où on remplaça le symptôme, la pousse, par le mal lui-même, l'emphysème pulmonaire, qui est une maladie nettement caractérisée. Une autre modification est apportée au tic. La loi de 1838 disait seulement « le tic », et il y avait dans la juris-

prudence une certaine divergence relativement à l'étendue de ce défaut. C'est pour fixer nettement ce point que le législateur décida que seul serait rédhibitoire le tic proprement dit avec ou sans usure de dents : ceci car il y avait également doute sur le fait de savoir si le vice était rédhibitoire quand il y avait usure de dents, le vice n'étant plus caché, et nous savons d'après l'exposé sommaire que nous avons fait sur la théorie du Code Civil que tout vice doit être caché pour être rédhibitoire. Mais l'usure est difficile à apercevoir étant en général très légère, d'où on convint de ne plus faire de différences, en aucun cas. Puis on remplaça l'expression de boiteries intermittentes pour cause de vieux mal par celle plus claire de boiteries anciennes intermittentes.

On ajouta enfin la ladrerie pour le porc cédant ainsi aux instances de la Société des vétérinaires.

La loi nouvelle fixe encore, contrairement à ce que faisait la loi de 1838, un minimum de valeur que l'animal malade doit atteindre sous peine pour l'acheteur de ne pouvoir intenter aucune action.

D'autre part elle n'édicte non plus aucune garantie spéciale pour le commerce de boucherie et elle abroge même les règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux de boucherie, règlements ordonnés en faveur des bouchers de Paris qui avaient été maintenus en 1838.

Le vendeur doit, d'après la nouvelle législation, être appelé à l'expertise à moins que le juge de paix n'en décide autrement en raison de l'urgence ou de

l'éloignement; et lorsque le vendeur aura été appelé, l'acheteur aura encore un délai de trois jours après la clôture du rapport pour intenter l'action rédhibitoire; ceci afin de lui permettre avant d'assigner, de se rendre compte si l'expertise lui est favorable ou non et s'il a intérêt à agir.

La loi de 1838 n'admettait la garantie, en cas de perte de l'animal, que si la mort était survenue pendant les délais de garantie. Actuellement, que le délai soit passé ou non l'acheteur a toujours droit à garantie pourvu qu'il se soit mis en règle ou s'y mette dans les délais et que l'expertise établisse que la perte de l'animal provient de l'existence d'un vice rédhibitoire.

Ce sont là les principaux changements apportés à la loi de 1838 par la loi de 1884, dont voici le début :

ARTICLE PREMIER. — *L'action en garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques sera régie, à défaut de conventions contraires, par les dispositions suivantes, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus, s'il y a dol.*

ART. 2. — (modifié par la loi de 1895). *Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture aux actions résultant des articles 1641 et suivants du Code Civil, sans distinction des localités où les ventes et les échanges auront lieu, les maladies et défauts ci-après, savoir : Pour le cheval, l'âne et le mulet : l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure de dents, les boiteries anciennes intermittentes, la*

fluxion périodique des yeux. Pour l'espèce porcine : la ladrerie. »

Cette nomenclature intéresse plus spécialement l'art vétérinaire que la science du droit, cependant il nous paraît utile d'indiquer sommairement les caractéristiques de ces diverses maladies.

1° *L'immobilité* : c'est une affection qui se manifeste par une sorte d'assoupissement de la volonté et de l'action dans laquelle l'animal atteint est presque dans l'impossibilité de reculer.

2° *L'emphysème pulmonaire*, vulgairement la pousse, mais qui depuis la loi de 1884 ne doit plus être « un simple essoufflement, mais être caractérisée « par une toux spéciale qui cesse d'être un symptôme « pour devenir une véritable maladie » (1).

3° *Le cornage*, bruit sonore, râle rauque ou sifflement aigu qui accompagne la respiration, mais qui pour permettre la rédhhibition doit être chronique, non seulement aigu et devient alors une véritable maladie qui diminue beaucoup la valeur du cheval.

4° *Le tic*, caractérisé par une contraction spasmodique des muscles de l'encolure avec éructation et qui souvent est rendue manifeste par l'usure des dents. A ce point de vue nous savons que depuis 1884 il est indifférent qu'il y ait ou non usure des dents.

5° *La boiterie intermittente ancienne*, qui a tou-

(1) LOBICHE. Rapport au Sénat, en 1881. *J. O.*, août 1882, Annexe 524, page 531.

jours pour cause un mal ancien et qui peut très bien ne pas être apparente au moment de la vente.

6° *La fluxion périodique des yeux* qui est actuellement très discutée et ne fut votée par le Sénat uniquement pour ne pas retarder l'application de la loi.

7° *La ladrerie*. Cette maladie est spéciale à l'espèce porcine et n'existe que depuis la loi de 1884. Cette affection est dangereuse; elle est caractérisée par le développement dans la chair du porc de nombreux petits vers qui se transforment en *tænia solium* chez l'homme. « En 1838, dit M. Lobiche, on était
« persuadé que cette maladie était facile à recon-
« naître et ne rendait pas la viande malsaine; le
« contraire est aujourd'hui prouvé et dans le plus
« grand nombre de cas c'est seulement à l'autopsie
« que la maladie peut être prouvée; quant à l'insalu-
« brité de la viande elle n'est plus contestée. L'admis-
« sion de la ladrerie au nombre des vices rédhibitoires
« permettra aux charcutiers trompés dans leurs mar-
« chés, d'exercer leur recours contre le vendeur,
« tandis qu'avec la législation de 1838 ils avaient
« intérêt à dissimuler la maladie et à faire entrer
« dans la consommation des viandes malsaines. »

Ce sont là tous les vices rédhibitoires et nous constatons que la nomenclature a toujours été en diminuant. La loi de 1884 n'a plus admis aucun des vices énumérés dans la loi de 1838 pour l'espèce bovine; on a vu plus haut la raison de cette suppression motivée par ce fait que ces maladies sont insigni-

fiantes ou peuvent prendre naissance dans le délai chez le vendeur lui-même.

La loi de 1884 avait conservé comme vice rédhibitoire pour l'espèce ovine, la clavelée, mais ce vice disparut avec la loi de 1895 en même temps que la morve et le farcin, car ils étaient compris dans la liste des maladies contagieuses et on se souvient que le législateur de 1895 ne voulut plus qu'un même vice put donner ouverture à la fois à l'action rédhibitoire et à l'action en nullité.

L'idée à laquelle a obéi le législateur de 1895 et de 1905 pour établir la liste des vices rédhibitoires est que le vice soit facile à constater; qu'il ne soit pas simulable; qu'il soit assez grave pour entraîner une notable diminution de la valeur de l'animal; qu'enfin sa constatation dans les délais soit une preuve certaine qu'il préexistait à la vente. D'où la loi n'a pas admis les vices qu'un examen attentif et minutieux peuvent révéler au moment de la vente. De même la nomenclature ne comprend pas de vices moraux tels que la méchanceté et la rétivité.

La question de savoir si l'on devait considérer ces défauts comme vices rédhibitoires fut longuement discutée lors de la préparation de la loi de 1838, au sein de la société de médecine vétérinaire en 1858 et 1868 et à la Chambre des Députés en 1884. Ce sont deux vices graves qui rendent peu utilisables les animaux qui en sont atteints et s'ils ne furent pas admis, cela tient à ce qu'ils auraient pu être provoqués dans les délais par l'acquéreur. « On doit écarter la mé-

« l'absence du nombre des vices rédhibitoires, disait en
 « 1884 M. Manoury à la Chambre des Députés, car si
 « un cheval n'est pas méchant le matin, il peut l'être
 « le soir. Un cheval peut n'avoir jamais été méchant
 « chez le vendeur et telles circonstances pourront le
 « faire devenir méchant chez l'acheteur ; un domes-
 « tique brutal, maladroit, rendra un cheval méchant
 « et si c'est le domestique de l'acheteur pourquoi en
 « rendre responsable le vendeur ? J'ajoute que rien
 « n'est plus facile que de rendre un cheval méchant,
 « cela arrive tous les jours, Quand un maquignon
 « voudra rompre un marché pour un cheval qu'il ne
 « lui plaira plus de conserver, il lui fera subir des
 « mauvais traitements et cet animal sera alors soumis,
 « si vous acceptez l'amendement à l'action rédhibi-
 « toire. »

Cependant l'acheteur pourra dans certains cas exercer des poursuites contre son vendeur et la vente sera annulable toutes les fois que l'acquéreur pourra établir que le vendeur a masqué le vice par l'emploi de manœuvres dolosives ; l'acheteur aura droit alors à une action en nullité ou en dommages-intérêts et le vendeur pourra même dans certains cas être poursuivi correctionnellement par application de l'art. 405 du Code Pénal.

Nous reverrons cette question en nous occupant du dol dans les ventes.

Il existe donc sept vices rédhibitoires et il est évident qu'il ne peut y en avoir d'autres que ceux énumérés par la loi. L'art. 2 dit en effet ; *Donnent seuls*

ouverture aux actions résultant.... Il résulte nettement de là qu'il ne peut y avoir d'action rédhibitoire fondée sur la loi de 1884, hors ces cas. Cela ressort aussi des discussions lors de la préparation de la loi à la Chambre des Députés et au Sénat. De même une jurisprudence constante ne laisse aucun doute sur ce point (1).

Si la loi est limitative quant aux vices qu'elle énumère, elle l'est également, bien que ceci fut plus discuté, quant aux espèces dont elle parle. Nous lisons en effet ceci dans l'exposé des motifs de la loi de 1884 (2) : « *La loi est limitative et l'action rédhibitoire ne peut être engagée ni pour d'autres maladies, ni pour d'autres animaux que ceux qui sont énumérés dans la loi* » (3).

Qu'arrive-t-il donc s'il est vendu un animal domestique non compris dans la liste des animaux cités par la loi et que l'on découvre chez lui un vice rédhibitoire. Naturellement et nous venons de le voir, on ne pourra pour agir se baser sur la loi de 1884. Fera-t-on intervenir alors les articles 1641 et suivants du Code Civil et pourra-t-on se placer sous le droit commun, la règle spéciale étant inutilisable? Nous ne le croyons pas et comme nous allons essayer de le

(1) Cassation, 8 avril 1846. — POUTREL, S., 1846-1-298. — Cassation, 21 juillet 1891, S., 92-1-393. — Paris, Cour d'appel, 23 juin 1873, D., 1874-2-150. — Orléans, 2 janvier 1899, S., 99-2-241. — Tribunal civil de Saint-Etienne, 17 mars 1898. *La Loi*, 19 avril 1898. — Tribunal civil de la Seine, 23 avril 1903, *Gazette des Tribunaux*, 9 octobre 1903.

(2) *J. O.*, 1^{er} novembre 1876, page 7832, 3^e colonne.

(3) *Sic*, Cassation, 21 juillet 1891, précité. — Dijon, 27 octobre 1891, D., 93-2-318. — Cassation, 23 mars 1887, S., 1887-1-160, etc.

prouver, les tribunaux qui ont décidé autrement ne se sont pas conformés à l'intention du législateur. La question s'est posée spécialement pour les animaux de l'espèce bovine à propos desquels, les acheteurs, n'ayant plus de garantie formelle qui leur fut supprimée en 1884, se sont rejetés sur le droit commun. Plusieurs auteurs admettent cette façon de procéder, notamment Calmet de Sauterre (1) et Aubry et Rau (2). Ces derniers sont formels. « Les règles que le Code Napoléon établit en cette matière ont été modifiées par la loi du 20 mai 1838. Cette loi qui ne concerne que les ventes et échanges d'animaux domestiques des espèces chevaline, bovine et ovine, n'a pas dérogé aux dispositions du Code Napoléon, quant aux ventes d'animaux domestiques de toutes autres espèces ». Il est vrai que ces auteurs écrivaient avant que ne soit votée, même discutée la loi de 1884, mais cependant sous la loi de 1838 on admettait déjà la limitation des maladies et des animaux d'après l'énumération de la loi.

De même notamment les tribunaux de Corbeil le 9 avril 1890 (3), de Pontoise le 4 août 1890 (4), de Versailles le 30 juillet 1891 (5) ont jugé que la loi de 1884 n'étant pas applicable aux animaux de l'espèce bovine, ceux-ci restent soumis aux principes du droit com-

(1) Tome VII, n° 87 bis.

(2) Tome IV, § 355 bis, page 386.

(3) *Gazette du Palais*, 1890-2, suppl. page 9.

(4) *Gazette du Palais*, 1891-1-311.

(5) *P. F.*, 1892-2-93.

mun : par suite l'action rédhibitoire doit être permise pour ces animaux à raison de tous les vices, maladies ou défauts cachés qui réunissent les conditions des articles 1641 et suivants.

Mais d'autre part la solution inverse que nous croyons plus exacte, est soutenue par plusieurs auteurs : Baudry-Lacantinerie et Saignat (1), Guillaouard (2), Watrin et Boulet (3) et appuyée par de nombreux arrêts et jugements (4). Et la Cour de Cassation semble incliner vers cette solution; elle n'est cependant pas encore absolument nette sur la question de la limitation, quant aux espèces d'animaux dont la vente peut donner lieu à l'action résolutoire. Elle admet seulement que les parties peuvent stipuler la garantie hors les cas prévus par la loi; d'où si les parties n'ont rien prévu par leurs conventions même tacites, il n'existe aucune garantie en dehors de celle de la loi et la loi n'énumère que certains animaux et certains vices. Il est d'ailleurs facile en s'en référant aux diverses lois que nous avons déjà vues de constater que ce fut bien là, la pensée du législateur. La loi de 1838 ne limitait pas nettement les actions rédhibitoires à certains animaux, mais la pensée de la loi était certainement en ce sens. Cependant jusqu'en 1884 il y eut à ce sujet de nombreux procès. A propos de la loi de 1884 il nous est inutile de répéter ce qui

(1) Tome XIX, n° 462.

(2) Tome II, n° 492.

(3) N° 35 et 37.

(4) Tribunal de commerce de la Seine 1896. *Le Droit*, 6 sept. 1896. Dijon 27 octobre 1891. *D. P.*, 1893:2:318, etc.

fut dit (1) à propos de la limitation dans l'exposé des motifs : le nombre des vices rédhibitoires est nettement fixé comme aussi la liste des animaux soumis à la garantie.

On ne comprendrait pas pourquoi le législateur, voulant éviter les difficultés qui existent dans divers cas de résolution, par exemple dans les maladies de l'espèce bovine et les ayant supprimés de ce fait, les rétablirait en les soumettant aux principes généraux du droit commun, qui, comme la preuve en fut faite avant 1838, était la cause de tant de procès et de difficultés de toutes sortes. Le législateur ne peut à ce point se contredire.

D'où certainement la loi a voulu diminuer le nombre des vices rédhibitoires et le nombre des animaux auxquels ces vices peuvent s'appliquer, et en l'absence de toute garantie conventionnelle il n'y a aucune garantie légale possible en exceptant, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, le cas de dol. Et que l'on ne dise pas qu'on agit ainsi contre l'équité. Nous avons dit la raison du nombre peu important de vices rédhibitoires : le législateur a pris pour règle de n'admettre que les maladies faciles à constater, qui ne peuvent léser le vendeur, et offrent assez d'importance cependant. Il est dans ce cas bien certain que seules remplissent ces conditions, les maladies admises par la loi ; quant aux autres cas qui peuvent se présenter, le législateur laisse une liberté

1) Voir page 65.

suffisante aux parties pour qu'elles règlent elles-mêmes par leurs conventions personnelles, les conditions de leur marché. Sinon et la pensée du législateur est bien certaine il n'y a aucune action rédhibitoire possible.

Mais naturellement la loi de 1884 ne parlant que d'animaux domestiques, toute autre vente d'animaux qui n'auraient pas ce caractère de « domestiques » resterait régie par les principes ordinaires du droit civil.

Cas de dol. — D'autre part, si le vendeur a eu recours à des manœuvres dolosives pour amener l'autre partie à acheter l'animal, il n'y a plus lieu d'appliquer les règles de la loi de 1884 et l'action rédhibitoire est possible même si l'animal ou la maladie envisagés ne sont pas de ceux énumérés par la loi.

Il y a dol quand l'une des parties a pratiqué des manœuvres dont le but est de tromper l'autre partie et de l'amener à accepter la convention qu'elle n'aurait pas conclue sans cela. Dans ce cas, ce ne sont pas les règles de l'action rédhibitoire qu'il faut appliquer, mais les règles propres au dol dans les contrats et il faut faire intervenir les articles 1116 et 2268 du Code Civil : « Le dol est une cause de nullité de la « convention quand les manœuvres pratiquées par « l'une des parties sont telles qu'il est évident que « sans ces manœuvres l'autre partie n'aurait pas « contracté. Il ne se présume pas et doit être prouvé » et art. 2268 : « La bonne foi est toujours présumée et

« c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver. »

En la matière qui nous occupe le dol peut émaner du vendeur ou de l'acheteur, mais généralement il est commis par le vendeur. C'est lui en effet qui a le plus d'intérêt à tromper l'acheteur sur la valeur de la bête qu'il vend et de ce fait il fera tous ses efforts pour dissimuler un vice, une maladie, un défaut quelconque ou pour, à l'inverse, faire ressortir des qualités qui en réalité n'existent pas. L'acheteur cependant peut agir dolosivement mais plus rarement.

Ainsi il y a dol quand l'acheteur, traitant avec un vendeur qui ignorait l'existence du vice, a dissimulé la connaissance qu'il en avait pour induire le vendeur en erreur : par exemple un maquignon très exercé aperçoit de suite un vice rédhibitoire chez l'animal, il cache la connaissance qu'il a de l'existence de ce vice, achète l'animal et dans les délais légaux essaie de faire chanter le vendeur de bonne foi. En pareil cas ce dernier s'il parvient à établir la mauvaise foi de l'acheteur doit être reconnu fondé à exposer l'exception de dol (1). Dans ces cas la partie lésée par le dol aura une action en nullité qui se prescrira par dix ans ; (art. 1110 et 1304 du Code Civil). De plus conformément aux art. 1146 et suivants du Code Civil il peut être ajouté à l'action en nullité une action en dommages-intérêts.

Le demandeur n'est pas forcé de saisir la juridiction

(1) DALLOZ. Répertoire p. 87. — WATRIN et BOUTET, page 47.

civile et il peut agir en actionnant le défendeur devant le Tribunal Correctionnel soit par une plainte adressée au Procureur de la République soit par voie de citation directe. Mais il faut noter alors que son action sera soumise à l'art. 638 du Code d'Instruction criminelle et se prescrira par trois ans à dater du jour du délit. En cas de dol on ne suit plus les règles fixées par la loi de 1884 et il n'y a plus la même rigidité dans les diverses règles à observer pour faire triompher son action. On s'en remet au juge du soin de décider s'il y a bien eu des manœuvres dolosives suffisantes pour que l'acheteur soit fondé à prétendre que le contrat a été vicié. Quant aux manœuvres dolosives elles-mêmes il est évident qu'on est autorisé à les prouver par simple témoignage.

Quand il y a dol effectif, en dehors de la difficulté de preuve, il n'y a pas de sérieuses difficultés : En est-il de même quand il y a simplement dol par réticence? D'après Le Pelletier, l'acheteur qui prouvera que le vendeur connaissait un vice chez l'animal et n'en a pas parlé, pourra agir par l'action de dol. « Le
« vendeur connaissait le vice et ne l'a pas révélé ; il
« commet alors une faute qui est assimilée au dol,
« qui le rend en conséquence responsable du pré-
« judice que l'acquéreur aura pu éprouver et passible
« de dommages-intérêts. Dans ce cas quel que soit le
« vice affectant l'animal et qu'il s'agisse des animaux
« dont la loi de 1884 s'occupe ou de tous autres,
« l'acheteur, en mesure de prouver la mauvaise foi,
« est autorisé à exercer une action qui n'est plus l'ac-

« tion rédhibitoire, mais l'action pour dol en nullité
« du marché » (1).

Et MM. Watrin et Boutet (2) conseillent aussi au vendeur de dénoncer le vice qu'il connaît pour être à l'abri de tout recours. Toutefois un arrêt de la Cour de Cassation du 17 février 1874 (3) n'admet pas que la simple réticence du vendeur soit suffisante pour constituer un dol. D'après lui il faut qu'elle soit accompagnée de circonstances telles que le vendeur n'ait pu ignorer le vice et l'ait caché au moment de la vente pour fausser les conditions du marché. Nous préférons la théorie de M. Le Pelletier qui permet d'atteindre plus facilement le vendeur et assure ainsi une plus grande honnêteté dans les marchés.

Si l'on intente l'action née du dol il y a dans son application, de grandes différences avec l'action née de la loi de 1884 : l'action doit bien être intentée dans un bref délai mais ce ne sont plus les délais de 9 ou 30 jours qui s'appliquent.

Ainsi il fut jugé par le Tribunal de Commerce de Marseille en novembre 1894 (4) que si un vice énuméré par la loi de 1884 a été dissimulé par dol la résolution de la vente doit être prononcée même en dehors des conditions réglées par cette loi, notamment en dehors des délais fixés.

L'acheteur, d'autre part, et contrairement aux

(1) *Manuel sur les vices rédhibitoires*, page 49.

(2) *Traité des vices rédhibitoires*, pages 36 et 37.

(3) D. P. 1874-1-193.

(4) *Journal de jurisprudence de Marseille*, 1895-1-59.

règles de la loi de 1884, doit faire preuve du vice, de son antériorité à la vente et de sa gravité, tandis que si on intente l'action rédhibitoire il y a présomption d'antériorité qui fait que l'acheteur n'a rien à prouver si le vice est constaté dans les délais. De plus la procédure est, avec l'action de dol, instruite dans la forme des affaires ordinaires, tandis qu'avec la loi de 1884 il y a toute une procédure spéciale.

Faut-il une loi ou un décret pour changer la nomenclature des vices ? Nous avons vu précédemment que la loi admettait actuellement 7 vices rédhibitoires et nous avons constaté que, suivant les progrès de la science vétérinaire, la nomenclature des vices changeait complètement. Ou, on découvre comme cela arriva pour les maladies de l'espèce bovine que continuer à les admettre au nombre des vices rédhibitoires, pouvait amener des injustices en imposant au vendeur une garantie qu'en fait il ne doit pas, ou il arrive qu'il faut ajouter une maladie nouvelle, qu'on croyait avant peu dangereuse, comme cela fut pour la ladrerie. Il est donc quelquefois nécessaire d'ajouter ou de retrancher à la liste.

Les législateurs de 1884 et avant celui de 1838, ont décidé que dans ce cas il est nécessaire qu'une loi intervienne. Déjà en 1838, au moment de la discussion, le baron Monnier avait proposé que l'on permit, lorsque pour une raison quelconque il paraissait nécessaire de changer la nomenclature, de modifier cette nomenclature par un règlement d'administration publique. Cela ne fut pas admis.

En 1868, le projet de Code Rural dans son art. 83 avait décidé qu'il suffirait d'un simple règlement d'administration publique pour modifier la liste des cas rédhitoires. Ce projet se basait sur la loi Belge du 28 janvier 1850 qui bien que bâtie sur les mêmes fondements que notre loi de 1838, y avait cependant ajouté sur ce point. En 1881 lors de la discussion du projet, les commissions du Sénat et de la Chambre des Députés furent d'accord pour repousser cette proposition. Le rapporteur en demanda également le rejet à la tribune et sa façon de voir fut celle du législateur.

En 1838 M. Martin, du Nord, disait pour justifier ce système qu'on ne peut intervenir pour régler les conventions, les rapports des citoyens entre eux par un règlement d'administration publique. Il ajoutait qu'une loi seule peut remplacer une loi et que la Chambre des Députés ne peut déléguer son pouvoir législatif.

Cette façon de voir n'est pas rigoureusement exacte. Assurément la Chambre des Députés ne peut abandonner ses pouvoirs pour les transmettre intégralement au pouvoir exécutif, mais souvent nous voyons nos députés faire une loi, régler les points essentiels, puis décider que les détails en seront fixés ultérieurement par décret rendu par le Président de la République, ce décret naturellement restant dans le cadre de la loi et observant les dispositions prises par elle.

On a agi ainsi à propos de la loi du 21 juillet 1881 et son article 2 porte « que la nomenclature des

« maladies contagieuses pourra être modifiée par « décret du Président de la République. »

Et il ne faut pas nous objecter que cette loi ne règle pas des rapports de citoyens entre eux ; qu'elle ne touche pas au droit civil, et qu'elle ne traite que d'intérêts d'ordre général. Nous avons vu le contraire dans l'étude que nous en avons faite.

Pourquoi faire d'ailleurs cette différence entre les intérêts d'ordre public et ceux d'ordre privé ? Et en l'admettant même, il y a de la part du législateur une inconséquence à refuser au Président de la République à propos de la loi de 1884, et sous prétexte qu'elle régit des intérêts d'ordre privé, le pouvoir d'agir par décret. En effet, la loi de 1881 permet de se servir de ce moyen et ainsi que nous l'avons vu, cette loi complétée par les lois de 1895 et 1905, règle au point de vue civil les intérêts qui existent entre particuliers, à propos de la nullité des ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses. Pourquoi donc le législateur admet-il en ce cas ce qu'il trouve si mauvais dans la loi de 1884.

Cette façon d'agir d'ailleurs ne peut présenter en notre matière que des avantages et il est malheureux qu'on ne l'ait pas autorisée. Une loi avant d'être promulguée passera par plusieurs commissions, subira au moins deux discussions et assurément ce n'est pas le moyen d'aller bien rapidement dans une matière comme celle-ci, où, ainsi que le dit l'exposé des motifs de 1876, il est essentiel d'aller vite!!

Tandis que par décret on peut suivre facilement

les progrès de la science et empêcher ainsi les particuliers d'être lésés, dès qu'il sera reconnu qu'un vice admis jusqu'alors comme rédhibitoire ne présente plus, d'après les données actuelles, les caractères constitutifs de cette qualité.

Les vices de l'espèce bovine nous donnent un exemple caractéristique et une preuve de l'excellence de nos dres. Ces vices reconnus depuis 1858 comme ne devant plus donner lieu à garantie, ont cependant permis, dans l'attente d'une loi, d'intenter l'action en rédhibition jusqu'en 1884!

CHAPITRE DEUXIÈME

La garantie conventionnelle

La garantie organisée par la loi de 1884 n'existe qu'à défaut de toute convention particulière. Cela est dit expressément dans l'article 1^{er} de la loi. « L'action en garantie sera régie par les dispositions suivantes, à défaut de conventions contraires. » La loi n'est donc que supplétive et le droit commun se trouve dans la garantie de fait prévue par les parties elles-mêmes.

La loi de 1838 n'avait aucune disposition dans ce sens, mais la pensée du législateur n'en était pas moins certaine et en 1884 on ne fit que proclamer des principes que personne ne discutait.

La liberté laissée aux contractants est complète, s'applique en dehors des cas prévus par la loi et à tous les points de vue. En effet, comme le disait M. Labiche dans son rapport au Sénat (1) « la faculté
« laissée aux parties ne s'applique pas seulement aux
« dispositions concernant la détermination des vices
« rédhibitoires (comme pourrait le faire croire la
« rédaction de la loi qui énonce dans le même article

(1) *J. O.*, août 1882. Annexe 524, page 581.

« la liberté des conventions et la nomenclature des « vices) mais aussi à toutes les autres dispositions de « la loi sans aucune exception. »

Quand il y a garantie de fait, les parties en ce qui concerne leurs conventions devront agir suivant l'article 1134 du Code Civil : « Les conventions léga-
« lement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les
« ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de
« leur consentement mutuel et pour les causes que la
« loi autorise. Elles devront être exécutées de bonne
« foi. »

Si donc les parties pour une raison quelconque usent de conventions spéciales, elles devront être très circonspectes. Il est très utile que ces conventions soient rédigées par écrit car si la vente a été faite verbalement la partie qui demanderait la résolution du marché, invoquant la non-exécution d'une condition spéciale, serait déboutée de sa demande si elle ne pouvait prouver cette condition. Puis la preuve par témoins n'est pas toujours admise par les tribunaux; si elle est admise elle ne l'est que si le prix de vente ne dépasse pas 150 francs et il est souvent difficile parfois même impossible de l'établir d'une façon irréfutable. On essaya bien de faire admettre en la matière l'art. 1348 du Code Civil qui autorise la preuve par témoins quand il a été impossible de se procurer un titre et on disait que le fait même de conclure des marchés d'animaux sur les foires et les places publiques entre gens illettrés constituait bien un empêchement absolu à ce qu'il soit établi un titre. Plu-

sieurs fois la jurisprudence a sanctionné cette manière de voir mais cependant l'application de l'art. 1348 est actuellement complètement abandonnée en notre matière. En effet les billets de décharge sont à présent d'un usage si normal qu'on ne peut dire qu'il y ait impossibilité morale de se les procurer. Et si le demandeur a négligé de se procurer une preuve écrite de la convention intervenue, il ne peut que s'en prendre à lui-même mais ne peut invoquer aucune impossibilité pour l'établissement de son billet de garantie.

Il est prudent quand la vente dépasse 150 francs et que les parties ne savent pas écrire de passer l'acte devant notaire. Si elles savent écrire elles doivent observer les prescriptions des articles 1325 et 1326 du Code Civil. Il faut en tout cas être très prudent pour la rédaction des actes sous seings privés. Ceux-ci sont très utiles assurément mais permettent à une partie de mauvaise foi de tromper l'autre, si celle-ci n'a pas les connaissances suffisantes. Ainsi un arrêt de la Cour de Cassation du 20 décembre 1887 (1) dit que si l'engagement de garantie ne précise pas les conditions, on ne saurait y voir autre chose qu'une clause banale n'établissant aucun lien spécial entre les parties et laissant les réclamations éventuelles de l'acheteur, soumises aux dispositions générales de la loi de 1884. Et certains vendeurs de mauvaise foi délivrent ainsi des billets de garantie équivoques qui

(1) *D. P.* 1888-1-84.

n'ont aucune valeur. Ainsi n'étendent aucunement la garantie les expressions de *sain et net* ou *propre et liquide* dans les ventes d'un animal.

Les parties peuvent donc conclure telles conventions qu'il leur plait et celles-ci sont parfaitement valables. Elles peuvent étendre la garantie à des animaux et à des vices autres que ceux spécifiés dans la loi. Elles peuvent aussi la restreindre : le vendeur pourra se faire exonérer de la garantie dans une mesure plus ou moins large ; de même que l'acheteur pourra se faire garantir certaines qualités, certaines aptitudes. Et dans ces cas, ainsi que cela fut décidé par un jugement du tribunal de la Seine le 10 octobre 1867 : « En dehors des vices rédhibitoires, le manque de certaines aptitudes quand elles
« ont été promises et garanties, doit, notamment
« pour un cheval, donner lieu à la résiliation de
« la vente dont il a été l'objet. »

Mais si les parties ont convenu simplement de garantir un vice non rédhibitoire et que ce vice se découvre, qu'arrivera-t-il ? Suivra-t-on la procédure indiquée par le Code Civil ou prendra-t-on celle de la loi de 1884 ? Que décider si la convention est muette ? Cela a de l'importance, car suivant qu'on se rangera à tel ou tel avis, les conditions d'exercice de l'action, les délais, la compétence, quelques règles dans l'expertise changent.

Un premier système qui doit être rejeté fut adopté par le Tribunal Civil de Caen le 5 juin 1848 (1). Ce

(1) *D.*, 1848-5-366.

jugement dit : « Attendu que X... a vendu un cheval
« et l'a garanti exempt du vice de méchanceté, que
« la stipulation est valable ; que l'article 1648 du Code
« Civil s'étant référé aux usages locaux pour les délais
« de l'action rédhibitoire, mais que la loi de 1838 a
« créé sur ce point une législation uniforme complé-
« tant l'article 1648 et ses dispositions générales ; que
« dès lors, les actions rédhibitoires conventionnelles
« doivent être intentées dans les délais prescrits par
« cet article suivant leur nature. Attendu que le plus
« long délai est de 30 jours, que l'action a été intentée
« le quarante-deuxième jour après la vente, qu'elle
« est tardive. »

On voit par ce jugement que ce système admet alors le délai le plus long, celui de 30 jours et il semblerait qu'on doive d'une manière générale appliquer la loi de 1884, en cas de garantie conventionnelle, dans ce qu'elle a de plus favorable pour le demandeur. Non ; le délai de trente jours, pour raisonner sur notre exemple, n'existe pour la fluxion périodique des yeux et paraît tout à fait exceptionnel. Il faut donc se servir, si on applique la loi de 1884, du délai de 9 jours qui est le délai normal.

Une autre théorie fut établie par le tribunal de Caen le 7 mai 1878 et par la cour de Dijon le 27 octobre 1891 (1). Cet arrêt dit : « Attendu que les
« dispositions de la loi de 1884 sont limitatives, que
« l'action résolutoire ne peut donc être intentée en

(1) *D.*, 93-2-318.

« dehors des cas prévus par la loi; qu'il en est
« autrement quand la garantie réclamée est le résultat d'une convention et cette convention peut
« n'être qu'implicite et tacite et résulter de la nature
« de la chose vendue, du but et de l'intention des
« parties ». Et l'arrêt ajoute qu'il en est ainsi spécialement dans les ventes d'animaux de l'espèce bovine, alors qu'ils sont destinés à la boucherie et reconnus atteints de maladies, spécialement de tuberculose, qui les rendent impropres à la consommation.

En ce cas le demandeur peut être admis à prouver les faits propres à établir l'existence de la convention alléguée, la promesse de garantie faite par le vendeur échappant à la loi de 1884 et étant soumise aux règles du Code Civil. D'où l'arrêt conclut que dans ces conditions la demande ne peut être considérée comme tardive dès qu'elle a été intentée dans un délai qui n'a rien d'excessif. On voit d'après cet arrêt qu'une action en garantie dans une vente d'animaux n'est régie par la loi de 1884 que si la maladie est énumérée par cette loi; si cela n'est pas ce sont les dispositions du Code Civil qui s'appliquent.

Cette opinion ne nous paraît pas exacte, et nous croyons au contraire, nous basant sur la généralité de la loi de 1884 et l'article premier de la loi, que le Code Civil ne peut s'appliquer. L'article premier dit en effet : « L'action en garantie sera régie à
« défaut de conventions contraires par les disposi-

« tions suivantes ». Il nous semble donc certain, si on se rappelle surtout que nous avons admis que les articles du Code Civil ne sont pas applicables aux ventes d'animaux non énumérés par la loi, que si les conventions ne sont pas assez explicites, il faut pour les compléter se reporter aux dispositions de la loi de 1884. Ainsi si les parties ont convenu simplement que tel vice serait garanti, elles s'en rapportent implicitement si elles ne disent rien d'autre, à toutes les dispositions de la loi de 1884, concernant les délais, l'expertise, la compétence (1).

1° *Clauses restrictives.* — Si le vendeur considère comme trop lourde, la responsabilité qui pèse sur lui, il lui est loisible de s'affranchir de tout ou partie de la garantie qu'il doit. Il peut convenir, que si tel vice existe, il n'en sera pas garant mais, et en ce point il n'est pas dérogé à l'art. 1643 du Code Civil : il faut qu'il n'ait pas connu le vice avant l'adjudication car dans ce cas la clause de non garantie serait nulle.

En effet l'art. 1643 dit « que le vendeur est tenu « des vices cachés quand même il ne les aurait pas « connus, à moins que dans ce cas, il n'ait stipulé « qu'il ne sera obligé à aucune garantie ». Mais pour agir ainsi, certainement le vendeur doit n'avoir pas connu les vices dont il ne répondra pas car si au moment de la vente il les connaissait, nous savons qu'il sera alors considéré comme de mauvaise foi et

(1) *Sic.* GUILLOUARD. Vente et échange II, n° 530. BAUDRY-LACANTINIERE. De la vente et de l'échange, n° 490.

tenu par l'action de dol. Seul un jugement du Tribunal de la Seine du 9 octobre 1864 (1) a admis le contraire mais il est resté isolé et toute la jurisprudence sur la matière est dans le sens que nous avons indiqué.

Un jugement du Tribunal de la Seine du 28 avril 1904 (2) est très net et très affirmatif. M. B., ayant acheté un pur sang, pouvant faire, disait le catalogue un steeple chaser, il s'aperçut à peine la vente faite que ce cheval tiquait. M. B... assigna son vendeur en résiliation de la vente. Celui-ci répondit que connaissant le vice de son cheval il l'avait vendu sans garantie pour s'exonérer de la responsabilité de ce vice rédhibitoire. Le tribunal admit, dans un jugement très motivé, qu'aux termes de la loi de 1884 et de l'art. 1643 du Code Civil, la stipulation de non garantie était nulle quand le vendeur connaissait le vice du cheval vendu et qu'il n'avait pas fait connaître le vice en question à l'acheteur.

Mais cependant le vendeur peut s'affranchir de toute garantie et la vente serait alors entièrement aux risques de l'acheteur qui accepterait de ne pouvoir intenter la moindre action, quels que soient les vices qu'il découvrira plus tard. Il peut, de plus, y avoir non garantie sans que le vendeur le stipule expressément. Ainsi le fait pour ce dernier de vendre un animal en déclarant à l'acheteur le vice dont il est atteint, ne laisse le vendeur garant que des autres

(1) *D.*, 1864-3-22.

(2) *Le Droit* du 18 mai 1904. *Revue Vétérinaire*, 1905, page 79.

vices rédhibitoires découverts après la livraison (1).

Clauses extensives. — Celles-ci sont d'un usage plus fréquent car c'est l'acheteur qui les réclame et on conçoit qu'il lui sera plus facile de les obtenir du vendeur que pour ce dernier la restriction de sa garantie.

Cette extension de la garantie peut *être expresse ou tacite*.

Pour qu'il y ait garantie tacite il faut qu'il ne subsiste aucun doute sur la volonté des parties. Ainsi un arrêt de la Cour de Cassation du 27 mai 1887 (2) a décidé que la stipulation de garantie que la loi de 1884 permet entre les parties pour les cas non prévus par cette loi peut être tacite et résulter de la nature même de la chose vendue, du but que les parties se sont proposé et qui forme les conditions essentielles du contrat. Encore faut-il, comme nous le disions plus haut, qu'il n'y ait pas d'erreur possible. A ce point de vue un arrêt de la Cour de Caen du 22 février 1888 (3) a décidé que, en cas de vente d'un cheval, les expressions *à livrer saint et net, vivant et en bonne santé* signifient simplement que les risques dans l'intervalle de la vente à la livraison sont à la charge du vendeur et que le cheval doit être lors de la livraison, en bon état de santé, exempt de tous vices rédhibitoires.

Pour qu'il y ait garantie exceptionnelle à la charge

(1) Cassation, 20 décembre 1865. *D. P.*, 1866-1-27.

(2) *P. F. P.*, 1887-1-239.

(3) *Recueil des arrondissements de Caen et Rouen*, 1888-1-61.

du vendeur il faut une stipulation précise et formelle ou à défaut qu'on soit absolument certain de la volonté des parties et la jurisprudence est assez large pour admettre la garantie.

Voici en effet quelques exemples :

Un cheval était atteint de méchanceté naturelle, rendant son usage dangereux pour les autres chevaux ainsi que pour les hommes chargés de le soigner. Il fut vendu à un acheteur que le vendeur savait être marchand de chevaux. On a admis ici et avec raison qu'il y avait lieu à garantie tacite car l'acheteur ne pouvait espérer se servir de ce cheval pour l'usage qu'il lui destinait, c'est-à-dire pour la vente (1).

Une paire de juments fut vendue sous la promesse que ces animaux pourraient s'atteler ensemble ou séparément. Quelques jours après la livraison il fut reconnu que l'une d'entre elles avait l'habitude de ruer quand elle était attachée soit seule soit appareillée. Le Tribunal de Caen le 15 janvier 1900 (2) décida qu'il y avait lieu de résilier cette vente à raison du défaut des aptitudes garanties. A ce même point de vue la Cour d'appel de Toulouse, réformant un jugement du Tribunal de Castelsarrasin a rendu le 21 mai 1909 (3) un arrêt décidant que si un cheval est acheté pour être attelé, il y a au moment de la vente, convention tacite qu'il pourra servir à cet usage ; que si cela n'est pas il y a lieu d'annuler la vente.

(1) Tribunal de Bordeaux, 27 décembre 1894. *Journal de l'arrondissement de Bordeaux*, 1895-24.

(2) *Le Droit*, 6 juin 1900.

(3) *Revue Vétérinaire*, 1909, page 497.

D'autre part la garantie existe aussi en ce sens que le vendeur stipule formellement l'existence de telle qualité bien déterminée. Il est alors sous-entendu que l'absence de cette qualité constituera un vice entraînant la résolution. Ceci fut jugé par la Cour de Cassation le 6 décembre 1895 (1) à propos d'un cheval qui avait été vendu comme doux, facile et propre immédiatement au service dans une grande ville. Le Tribunal décida que ce cheval ruant continuellement et ne pouvant être attelé sans danger, le vendeur devait le reprendre et même payer des dommages-intérêts pour le préjudice causé par cet animal.

Et en général il fut jugé qu'il y avait garantie tacite et que les ventes devaient être annulées, toutes les fois que les qualités essentielles pour l'acheteur, en considération desquelles celui-ci s'était décidé à l'achat, faisaient défaut chez l'animal (2).

Si donc la garantie peut être tacite, elle est le plus souvent expresse, mais il est alors nécessaire que les clauses ne prêtent pas à l'ambiguïté. L'extension de la garantie a souvent lieu pour rendre le vendeur garant d'un vice dont il n'est pas responsable légalement ou pour faire rentrer dans la garantie des animaux qui n'y donnent pas lieu. De même l'acheteur stipulera une augmentation du délai pendant lequel il pourra intenter son action ou il demandera au vendeur de se porter garant de certaines qualités auxquelles il tient essentiellement.

(1) *D. P.*, 1896-1-167.

(2) Tribunal de commerce de la Seine (*Journal du Tribunal de commerce*, 1875, page 17). — Tribunal de la Seine du 5 septembre 1895 (*Gazette des Tribunaux*, 1896-1-45). — Tribunal de la Seine, 25 novembre 1896. — *Le Droit*, 25 déc. 1896.

Les expressions employées, en tous cas, doivent être nettes et non équivoques. Il y a en effet beaucoup de décisions qui n'admirent pas la garantie dans des cas où elle fut cependant promise verbalement à l'acheteur, mais où celui-ci de bonne foi avait le tort de ne pas faire suffisamment préciser le vendeur dans son billet de garantie. La Cour de Cassation jugea en effet le 20 décembre 1887 (1) que si l'engagement de garantie consenti par le vendeur ne précise pas suffisamment les conditions du contrat, il constitue une clause banale n'établissant aucun lien spécial entre les parties et laissant l'acheteur, au cas de réclamations de sa part, sous l'empire de la loi de 1884.

Ainsi, si un vendeur dit qu'il « *garantit tout* », l'acheteur de bonne foi peut croire que tout vice qui se déclarera sera garanti par le vendeur? Le Tribunal de commerce de Marseille le 21 juillet 1862 (2) a décidé au contraire que cette expression était trop vague et trop générale et qu'elle ne garantissait de ce fait aucun vice. Et l'acheteur qui se croyait protégé n'était pas plus garanti que s'il n'y avait pas eu de convention. De même ne constitue pas une garantie pour l'acheteur, le fait de la part du vendeur d'exagérer les qualités de sa bête, car on ne peut voir là qu'une vanterie presque normale au moment de la vente et dont l'acheteur pouvait bien vérifier l'exactitude lors de l'achat.

(1) *D. P.*, 1888-1-84.

(2) *Journal de jurisprudence à Marseille*, 1862-1-206.

CHAPITRE TROISIÈME

La garantie légale

En dehors de toute garantie conventionnelle, nous avons vu que, quand on constatait certains vices chez l'animal acheté, vices spécifiés par la loi, le vendeur était tenu à la garantie. Quelle est exactement cette garantie, quels sont les juges compétents pour juger les difficultés qui peuvent s'élever, dans quelles conditions peuvent-ils être saisis, comment se poursuit la procédure pour arriver à la résolution du marché, ce sont tous points que nous allons examiner. La loi du 2 août 1884 dit dans son art. 2 : «... *Donneront « seuls ouverture aux actions résultant des art. 1641 « et suivants du Code Civil. »* Or de la lecture des art. 1644 à 1647 il ressort que l'acheteur pourra, s'il découvre un vice rédhibitoire, rendre l'animal à son vendeur ou le garder en se faisant rendre une partie du prix telle qu'elle sera arbitrée par experts; dans certains cas exceptionnels s'il y a dol de la part du vendeur, il pourra en outre demander à ce dernier des dommages-intérêts.

Comparativement à la loi de 1838 il y a là un changement, car cette dernière, avons nous vu, avait

dans son art. 2, supprimé l'action en réduction de prix. Cette disposition existait encore dans le projet de 1876, mais en 1881 la commission du Sénat proposa le rétablissement de cette action, ce qui fut admis en 1884, avec un tempérament qui dans la pratique, croyait-on, devait empêcher la spéculation de certains acheteurs qui auraient pu, en menaçant sans raison le vendeur de bonne foi de l'action en réduction de prix, obtenir par peur d'un procès, une réduction exagérée.

La loi prévoit donc actuellement deux actions : l'action rédhibitoire, en résolution de la vente qui tend à remettre les choses en l'état primitif, à faire restituer le prix payé à l'acheteur et l'animal au vendeur ; l'action estimatoire qui tout en permettant à l'acheteur de garder l'animal malade, fera qu'il lui sera remboursé une partie du prix correspondant à la moindre valeur de la bête.

SECTION I. — *L'Action rédhibitoire.*

Pour faire valoir cette action, il faut nécessairement présenter au juge de paix du lieu où se trouve l'animal malade, une requête à fin de nomination d'expert, et citer l'adversaire dans les délais fixés par la loi.

1° *Les délais.* — La loi de 1838, dérogeant en cela à l'art. 1648 du Code Civil qui disait simplement que l'action devait être intentée dans un bref délai suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage des lieux où la vente avait été faite, décida que le

délai pour intenter l'action rédhibitoire, serait, non compris le jour de la livraison, de trente jours pour le cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie et de neuf jours dans tous les autres cas. La loi du 2 août 1884 maintint le même principe et l'art. 5 porte « que le délai pour intenter l'action rédhibi-
« toire est de *9 jours francs*, non compris le jour de
« la livraison excepté pour la fluxion périodique des
« yeux pour laquelle le délai est de *30 jours francs*,
« non compris le jour fixé pour la livraison. »

Les délais dans lesquels l'action est enfermée, sont en notre matière, absolument nécessaires et l'on ne peut pas admettre que l'on s'en remette sur ce point à l'appréciation des tribunaux comme cela existe pour l'action en rédhibition basée sur le Code Civil. En effet, comme le disait M. Lherbette dans son rapport (1) : « Il faut que ces délais ne soient pas
« assez longs pour que pendant leur cours la maladie
« puisse se développer chez l'animal acheté ; il faut
« aussi laisser le moins longtemps possible, planer
« l'incertitude sur un marché pour que le vendeur,
« ayant plus tôt la libre disposition de ses capitaux
« en tire plus de fruit. Puis il s'agit d'êtres, pour les-
» quels chaque jour les frais augmentent et les
« chances de perte ou de détérioration s'accroissent.
« Mais d'un autre côté, il faut accorder à l'acheteur
« le temps qui, pour reconnaître le vice rédhibitoire,
« est nécessaire d'après les usages de la vente. C'est

(1) *Moniteur universel* du 23 avril 1838.

« d'après ces principes que les délais paraissent avoir
« été fixés par le projet en deux catégories : 9 jours
« en thèse générale et 30 jours par exception pour
« quelques maladies intermittentes dont les accès ne
« se montrent d'ordinaire qu'à de tels intervalles. »

Il faut tout d'abord distinguer deux formalités essentielles pour la réussite de l'action, qui souvent sont enfermées dans le même délai mais qui cependant peuvent s'exercer dans des délais différents. Le demandeur doit *intenter une action contre le vendeur et présenter une requête au Juge de Paix à fin de nomination d'expert*, et si dans ce dernier cas il n'a jamais pour agir que les délais dont nous avons parlé, il n'en est pas de même pour la demande qui peut quelquefois être faite quand les 9 ou 30 jours sont expirés. Voyons d'abord ce qui se rapporte à l'exercice de l'action, nous parlerons ensuite de l'expertise. L'action rédhibitoire, avons-nous dit, doit être intentée dans un délai de 9 ou 30 jours. Ce délai est fatal sauf deux exceptions que nous rencontrerons par la suite et si l'acheteur les a laissé passer sans intenter son action, il n'est plus recevable à le faire; il est déchu de son action et rien ne peut l'en relever sauf les cas de dol ou de force majeure.

Dans ce dernier cas, le dol ayant été déjà examiné, (1) il est normal que l'acheteur ne soit pas déchu de son action; si un tremblement de terre, des inondations, par exemple, l'ont empêché de l'intenter dans le

(1) Voir page 59.

temps voulu. Il y aura lieu à appréciation de la part du juge.

Si rien n'est venu empêcher la marche normale de l'action on discute sur la question de savoir quel est exactement le point de départ du délai de 9 ou 30 jours. L'art. 5 de la loi de 1884 dit *du jour fixé pour la livraison*. M. Guillouard (1) prend comme point de départ le jour de la livraison elle-même et dit que l'action « doit être intentée dans le délai de « 9 jours francs depuis la livraison ». C'était bien ainsi qu'était rédigé le projet de 1838 mais à une observation qui fut faite à la Chambre sur cette rédaction on répondit que « le délai de la garantie doit « partir non du jour où la tradition a été faite, mais « du jour où la livraison a dû avoir lieu, car on ne « peut faire retomber sur le vendeur la négligence « de l'acheteur qui omet de prendre livraison ». Et c'est bien dans ce sens qu'est fixée la loi pour laquelle le jour de la livraison effective est, en principe, indifférent et qui ne s'occupe que du jour fixé. La majorité des auteurs est de cet avis (2).

Si donc le défaut de livraison provient de l'acheteur, le délai court cependant du jour fixé pour la livraison, mais il arrivera quelquefois que la livraison elle-même servira de point de départ pour la computation des délais. Si le vendeur refuse ou retarde la livraison, le délai ne court pas, car si ce dernier ne

(1) Tome II, n° 516.

(2) GALLIER. *Traité des vices rédhibitoires*, n° 206. LE PELLETIER : *Manuel des vices rédhibitoires*, n° 85, etc.

peut voir sa situation aggravée du fait de l'acheteur, celui-ci ne doit pas non plus être mis, par la faute du vendeur dans l'impossibilité de constater le vice. L'acheteur dans ce cas doit mettre l'autre partie en demeure de lui livrer l'animal et si la tradition est faite, le délai commencera à courir du lendemain du jour où la livraison a été effectuée.

Au sujet de la mise en demeure elle-même une sommation n'est pas nécessaire, l'art. 1139 du Code Civil disposant que ce peut être un autre acte équivalent. Ce pourra être une demande en justice, un commandement, voire même une simple lettre missive, mais les juges auront dans ce cas à en apprécier la valeur.

D'après le système de la loi il faut pour que le délai commence à courir du lendemain du jour fixé pour la livraison que les parties aient indiqué le jour où cette livraison aurait lieu. Si les parties n'ont rien dit, d'après quelques auteurs, de Chêne Varin (1), de Croos (2), les délais commencent à courir du jour de la sommation par le vendeur à l'acheteur de prendre livraison. Il nous paraît plus logique de tenir compte de la tradition elle-même et de faire courir le délai du lendemain de la tradition.

Il en est de même si les parties ont effectué la livraison d'accord avant la date fixée. Dans ce cas il en est ainsi, parce que les parties, en agissant ainsi, ont modifié leurs conventions primitives et

(1) N° 217. *Codes des vices rédhibitoires*.

(2) *Code rural*, n° 312.

que la date nouvelle fixée met la loi en mouvement.

Si le vendeur garde l'animal vendu mais stipule expressément qu'il n'agit ainsi que comme dépositaire et qu'il ne garantit plus les risques, les accidents ou les maladies, cette convention est valable et les risques passent dès lors à l'acheteur, conformément à l'art. 1583 du Code Civil. Cependant la loi de 1884 étant formelle, le point de départ pour intenter l'action rédhibitoire sera toujours le jour de la livraison (1).

Si la vente est faite sous condition résolutoire, les règles que nous venons d'indiquer s'appliquent, car la vente conclue sous condition résolutoire existe : l'acheteur est devenu propriétaire du moment de la vente. Il n'en est plus de même quand la vente est faite sous condition suspensive. L'exemple pratique est la vente de chevaux à l'essai, qui est d'usage courant. Dans ce cas, l'acheteur n'est pas devenu propriétaire du moment de la vente. Il ne le deviendra que si les conditions qu'il désire trouver dans l'animal, existent réellement et ainsi que cela fut jugé plusieurs fois (2) c'est seulement à compter du jour de l'acceptation et non du jour de la livraison que commence à courir le délai accordé pour intenter l'action. Et il faut nous rappeler à ce point de vue que l'on ne peut considérer l'acceptation comme définitive que du moment où celui de qui émane la pollicitation a reçu avis de cette acceptation, car

(1) Angers, 13 janvier, 1896, S-1899-2-193.

(2) Metz, 1855, 29 août. D., 1856-5-484. — Poitiers, 28 juin 1873, S-74-2-99.

jusqu'à ce moment l'acheteur peut toujours la rétracter.

Les délais dont nous parlons sont francs, ce qui veut dire que les jours se comptent de minuit à minuit et qu'il ne faut comprendre dans le délai ni le jour de la livraison, *dies a quo*, ce qui fait que le point de départ du délai en est le lendemain, ni le jour de l'assignation, *dies ad quem*.

Et beaucoup de décisions, dont deux arrêts de la Cour de Cassation du 3 mai 1859 (1) et du 10 novembre 1862 (2) ont jugé que dans ces conditions l'action peut être utilement intentée le lendemain du dernier jour du délai. Par exemple, si la livraison a eu lieu le premier mars, l'acheteur pourra encore intenter son action le onze du même mois. Ici encore, le délai est quelquefois augmenté d'un jour en vertu de la loi du 13 avril 1895 qui, modifiant l'art. 1033 du Code de Procédure Civile, a décidé que toutes les fois, où le dernier jour d'un délai de procédure, quel qu'il soit, franc ou non, tombera un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain. Cette loi d'ailleurs n'a fait que sanctionner la jurisprudence ancienne à ce sujet, car déjà un arrêt de la Cour de Cassation du 6 mars 1867 (3) avait décidé que les huissiers ne pouvant instrumenter ces jours-là, le délai était prorogé au lendemain.

Il est donc nécessaire que la demande soit formée

(1) S. 1859-1-494.

(2) S-1862-4-1024.

(3) DP. 1867-1-114.

dans le délai fixé par la loi et il faut qu'il y ait une assignation devant le juge de paix. Ceci fut jugé par le Tribunal de Paix de Voves, le 7 juillet 1907 (1) qui décida que l'acheteur est déchu de son recours en garantie s'il n'a pas intenté son action dans le délai de neuf jours, à partir de celui de la livraison outre les délais de distance. Et ainsi que le dit ce jugement, cette formalité est essentielle, alors même que l'acheteur aurait fait commettre un expert dans les délais légaux et si la citation avait été notifiée dans les trois jours après l'expertise, si le vendeur n'avait été appelé à l'expertise qu'après les délais fixés par les art. 5 et 6 de la loi de 1884.

S'il faut donc que l'assignation soit lancée dans les délais, les art. 6 et 8³⁰ de la loi de 1884 ont apporté à cette règle deux dérogations. Nous nous occuperons de l'art. 8³⁰ à propos des règles relatives à l'expertise. L'art. 6 dit : « *Si la livraison de l'animal a été effectuée hors du lieu du domicile du vendeur ou si après la livraison et dans les délais ci-dessus, l'animal a été conduit hors du lieu du domicile du vendeur, le délai pour intenter l'action sera augmenté à raison de la distance, suivant les règles de la procédure civile.* » C'est ici l'art. 1033 du Code de Procédure Civile qui est applicable et il dit que le délai sera augmenté d'un jour par cinq myriamètres de distance.

Pour calculer la distance qui existe entre le domi-

(1) *La Loi*, 1908, page 101.

cile du vendeur et le lieu où se trouve l'animal au moment où l'acquéreur intente l'action, il ne faut pas suivre les différents détours que l'animal litigieux a pu faire pour arriver; pas plus qu'il ne faut calculer en prenant pour base une ligne droite à vol d'oiseau, mais il faut évaluer la distance en se basant sur les voies ferrées aboutissant le plus rapidement possible, si l'animal a voyagé par chemin de fer ou sur les routes les plus directes s'il a été amené à pied (1), et c'est à celui qui prétend user de cette augmentation de délai due à la distance qu'il incombe de prouver la distance justificative (2).

La loi de 1838 ne portait pas le même texte que la loi actuelle. Elle était beaucoup plus nette : « Le
« délai sera augmenté d'un jour par 5 myriamètres
« de distance du domicile du vendeur au lieu où
« l'animal se trouve ».

Il était bien évident d'après cette loi, qu'on ne tenait compte pour intenter l'action que du lieu où l'animal se trouvait à ce moment là, tandis qu'avec la rédaction de la loi de 1884 on pouvait se demander si le fait seul d'avoir fait voyager l'animal, tout en le ramenant à un endroit plus ou moins proche du point de départ, ne donnait pas une augmentation de délai calculée sur le point le plus lointain auquel l'animal avait été mené? Cependant il est bien évident que sur ce point les rédacteurs de la loi de 1884 n'ont aucunement voulu modifier l'état de choses

(1) Tribunal de Paix de Liège, 22 déc. 1882. *Pasycrasie belge*, 82-3-115.

(2) Tribunal de Liège, 13 mai 1880. *Belgique judiciaire* 1881, page 109.

ancien et d'ailleurs on ne voit pas l'intérêt qu'il y aurait, si ce n'est pour l'acheteur, à accepter une telle modification ? Si comme le disent plusieurs auteurs : Guillouard, Le Pelletier, de Chêne Varin, il est normal de tenir compte de la distance qui sépare le lieu de la vente du lieu où se trouve l'animal, nous verrons en étudiant les modifications projetées à la loi du 1884, que l'on n'est pas d'accord avec eux pour maintenir cette mesure dans son intégralité actuelle.

D'après l'art. 6, pour que l'acheteur ait droit à l'augmentation du délai il faut : 1° que la livraison ait été faite hors du domicile du vendeur, ou 2° que la livraison ayant été faite au domicile même du vendeur, l'animal ait été transporté pendant les délais de l'art. 5. Et seulement dans ces deux cas le délai est allongé. Si par exemple, le délai de 9 ou 30 jours étant expiré on fait voyager l'animal et qu'on le transporte par grande vitesse à 300 kilomètres, on ne sera pas admis à intenter l'action sous prétexte que l'éloignement actuel donne un supplément de garantie de 6 jours, car l'action n'existait plus du moment que le délai était expiré sans que l'animal ait été déplacé.

2° *Expertise*. — De ce que nous parlons de l'expertise après la demande en justice elle-même, il ne faut pas en conclure, qu'elle sera, ainsi que dans les procès ordinaires, toujours postérieure à l'assignation. Au contraire la loi semble désirer que l'expertise soit faite avant que l'assignation soit lancée et elle accorde même dans ce cas, le droit de ne former sa demande

qu'après l'expertise, si toutefois le vendeur y a été cité. Ce désir de la loi se comprend très bien car il est logique qu'avant d'intenter l'action rédhibitoire, on soit fixé sur la nature du vice et sur son importance. Cependant cette règle n'est pas obligatoire et certainement l'acheteur a le droit de lancer d'abord l'assignation puis ensuite la requête afin de nomination d'expert, à condition toutefois qu'on soit toujours dans les délais légaux. L'art. 7 de la loi de 1884 qui régit la question porte : « *Quel que soit le délai pour
« intenter l'action l'acheteur, à peine d'être non rece-
« vable, devra provoquer dans les délais de l'art. 5,
« la nomination d'experts chargés de dresser procès-
« verbal ; la requête sera présentée verbalement ou
« par écrit au juge de paix du lieu où se trouve l'ani-
« mal ; ce juge constatera dans son ordonnance la
« date de la requête et nommera immédiatement un
« ou trois experts qui devront opérer dans le plus
« bref délai.* »

Il ressort tout d'abord de ce texte que l'expertise est obligatoire ; on a beau être sûr que l'animal est atteint d'un vice rédhibitoire, on ne sera pas admis à le prouver de quelque façon que ce soit, mais on devra dans ce but et dans les délais dont nous avons parlé précédemment faire nommer des experts. Il faut en effet agir rapidement car s'il en était autrement les constatations des experts arriveraient trop tard sinon pour constater le vice rédhibitoire mais pour assurer que le vice existait préalablement à la vente, et le but de la loi serait manqué. Citons dans ce sens un juge-

ment du Tribunal de commerce de Nantes du 18 juin 1896, en faisant remarquer en outre que la question ne se plaide plus (1).

Nous savons que dans certains cas l'acheteur dispose, pour envoyer l'assignation, d'un délai supérieur à 9 ou 30 jours. Il n'en est pas de même quand il s'agit de présenter la requête à fin d'expertise : *ici les délais de l'article 5 sont absolument de rigueur*. Et beaucoup d'arrêts en ce sens ont décidé en outre que cette façon de procéder ne peut être remplacée par aucune autre. C'est qu'en effet s'il suffisait de témoignages de vétérinaires ou de déclarations de témoins qui affirmeraient le vice, il n'existerait pas de garantie comparable à celle qu'offre l'expertise. Il pourrait arriver que des témoins autorisés se laissent moyennant finance, arracher une déclaration plus ou moins exacte; tandis que l'expert agit sous le couvert de la loi et il est passible de peines très sévères s'il est convaincu de concussion.

Comme pour la demande en justice le délai est franc, mais étant cependant distinct de celui accordé pour envoyer l'assignation il n'est pas soumis à l'article 1033 du Code de Procédure Civile. Que l'on accorde, quand le vendeur est éloigné, un plus grand délai pour assigner, cela se conçoit puisque l'acheteur doit faire parvenir son exploit à un endroit peut-être très distant de celui où il se trouve, mais

(1) Jurisprudence de Nantes, 1896-1-440.

ces raisons n'existent pas quand il ne s'agit pour lui que de provoquer une procédure dans le lieu où se trouve l'animal et où il est normalement lui-même.

La requête peut être verbale ou écrite ; elle peut être faite de n'importe quelle façon pourvu qu'elle parvienne au juge de paix dans le temps voulu. En général elle est écrite et il est indifférent qu'elle le soit de la main même de l'acheteur pourvu qu'elle soit signée par lui. Un mandataire peut également agir en ses lieu et place pourvu qu'il soit autorisé par une procuration enregistrée.

Si l'acheteur ne connaît pas son vendeur ; s'il a négligé de prendre son nom et son adresse, pourra-t-il s'il le découvre plus tard agir contre lui en garantie bien que les délais soient expirés ? A notre avis il lui sera possible de le faire ; s'il a eu la précaution de provoquer l'expertise dans le délai légal. En effet, dans ce cas, l'expertise ayant été concluante, on ne voit pas pourquoi l'acheteur qui a fait tout ce qui était en son pouvoir, qui n'a commis d'autre faute que celle d'avoir été négligent lors de la vente en ne s'enquerrant pas de l'identité de son vendeur serait déchu de son action ? Il faut donner la même solution si le vendeur avait donné un faux nom et même il y aurait de ce fait une présomption de dol contre lui.

La requête doit être présentée au juge de paix du lieu où se trouve l'animal et l'acheteur sous aucun prétexte ne peut agir devant un autre juge. Dans un cas cependant on agira devant un autre juge que

le juge de paix, tout en restant cependant devant le tribunal du lieu. Un arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens du 11 février 1905 (1) a décidé en effet que si dans le pays où se trouve l'animal acheté en France il n'y a pas de juge de paix, l'acheteur devra dans ce cas et sous peine de voir sa demande rejetée, présenter une requête au magistrat qui dans ce pays remplit les fonctions analogues à celles du juge de paix en France.

Cependant M. Gallier (2) soutient que la requête sera valablement présentée au juge de paix du lieu où l'on se trouve, car la loi a voulu que l'acheteur put bénéficier du délai tout entier pour soupçonner le vice et pour le dénoncer. Cette opinion nous paraît mauvaise : l'acheteur éloigné du lieu où se trouve l'animal est d'abord mal placé pour soupçonner et constater le vice et s'il veut bénéficier de tout le délai à lui accordé, il est préférable qu'il charge un mandataire de remplir pour lui, le cas échéant, les formalités nécessaires ; et de cette façon il gagnera encore le temps qu'on emploierait à le prévenir du lieu où se trouve l'animal à l'endroit où il est.

Si le juge de paix auquel la requête doit être présentée, est absent et qu'on soit au dernier jour du délai, l'acheteur sera-t-il déclaré forclos ? Il s'adressera alors aux suppléants du juge de paix et si ceux-ci

(1) *Journal des Audiences*, 1905, page 118.

(2) *Traité de Jurisprudence Commerciale*, page 156.

sont absents il lui faudra faire constater cette absence par un huissier ou à défaut par un notaire, le maire, l'adjoint, même par des témoins s'il ne trouve personne d'autre; mais il est toujours préférable pour avoir un maximum de sécurité, de faire faire la constatation par des personnes assermentées. Dans ce cas comme il est prouvé que malgré toutes ses diligences faites en temps utile, l'acheteur n'a pu obtenir la nomination d'experts, le délai sera prorogé et les formalités légales pourront valablement être intentées le lendemain.

La requête doit être datée et cela a une très grande importance car la date servira de preuve à l'acheteur pour indiquer qu'il a fait dans le délai voulu les formalités nécessaires.

La loi dit : « *Le juge constatera la date de la requête dans l'ordonnance.* » Si la requête n'est pas datée le juge ne pourra pas la constater et y aura-t-il de ce fait nullité de l'acte et de la procédure? Cela dépend. Si par exemple, l'acheteur n'ayant pas daté sa requête, agit assez vite pour que l'ordonnance soit rendue alors qu'on se trouve encore dans les délais légaux, dans ce cas certainement, bien que le juge n'ait rien constaté dans son ordonnance, la date de cette ordonnance suffira pour établir la date de la requête. A défaut même de toute indication de jour de la part du juge, il suffirait qu'il y ait sur l'acte une mention d'enregistrement. Et même s'il n'y a aucune mention d'aucune sorte, mais que l'on ait, ainsi que cela doit se faire, notifié la requête et l'ordonnance

alors qu'on est encore dans le délai légal, assurément le vendeur ne pourra opposer le manque de date car l'acte ainsi notifié porte forcément une date et fera preuve en faveur de l'acheteur.

Si d'autre part la requête non datée a été présentée en temps utile mais que l'ordonnance ait été rendue, passé le délai sans qu'on ait mentionné la date de la requête, l'acheteur sera alors débouté de sa demande si, et ce sera le cas le plus fréquent, aucun acte de procédure mentionnant la présentation de la requête en temps utile, ne fait foi de la date de celle-ci.

La requête doit demander la nomination d'un ou trois experts et à ce sujet il est bon de spécifier qu'ils aient des pouvoirs assez larges, comme de procéder à l'autopsie en cas de mort de l'animal avant la fin de l'expertise, pour éviter d'avoir à se faire délivrer de nouvelles ordonnances.

L'acheteur fera bien également d'indiquer dans sa requête le vice dont il prétend l'animal atteint. Non pas que ceci soit exigé par la loi (1) mais de cette façon si le vice indiqué n'est pas rédhibitoire, le juge le fera remarquer à l'acheteur qui verra s'il doit alors continuer à agir et s'exposer à payer tous les frais. A notre avis il faudrait exiger la désignation du vice allégué dans la requête car s'il en est autrement, il est possible que les experts n'agissent pas de suite, découvrent chez l'animal un vice rédhibitoire qui, étant donné que la constatation en aura été faite longtemps

(1) Tribunal de Chartres, 23 mai 1860. *Recueil de médecine vétérinaire*, 1860, page 961.

après la livraison, pourra très bien, outre que ce ne sera pas celui que l'acheteur croyait exister, être né depuis que l'animal a été livré. Et si nous suivons la doctrine du jugement de Chartres précité, nous risquons de faire retomber la faute de l'acheteur sur le vendeur, puisque ce jugement a décidé que « si la « requête est présentée et l'assignation délivrée dans « les délais de la loi ; qu'il existe une désignation « erronée d'un vice rédhibitoire non reconnu par « les experts et que ceux-ci en découvrent un autre « qu'ils désignent et constatent dans le rapport dressé « par eux à l'occasion de la requête présentée, l'action « en résiliation est cependant régulièrement intentée. »

On voit combien, de cette façon, on peut placer le vendeur dans une mauvaise situation sans qu'il en soit cependant responsable.

La requête présentée, le juge de paix rendra son ordonnance par laquelle il nommera un ou plusieurs experts afin de constater l'état de l'animal.

A ce point de vue et contrairement aux règles de la procédure civile le juge de paix a une entière liberté pour le nombre d'experts à nommer : « Il y a là, dit « M. Lherbette, une dérogation à l'art. 303 du Code « de Procédure Civile, qui laisse aux parties le choix « du nombre, mais le Code de Procédure parle en général et s'applique aux procès importants comme « minimes et doit dès lors avant tout permettre au « demandeur d'établir sa preuve comme bon lui semble. Ici le procès est ordinairement minime et il « faut dans cette loi spéciale ne pas permettre au

« demandeur de mauvaise foi d'amener le vendeur à « composition par crainte de frais trop considérables ».

D'autre part il peut, dans certaines régions, être difficile de trouver trois experts compétents. Quelquefois il n'y aura même pas de vétérinaire diplômé. Le juge doit-il alors aller chercher au loin ses experts ?

La question fut discutée à la Chambre des Députés lors de la loi de 1884 et après que le rapporteur eut prouvé qu'il y avait en fait assez peu de vétérinaires diplômés, on autorisa le juge à nommer si l'on ne trouvait pas de vétérinaire, un homme en état d'examiner la question. Ici encore le juge de paix est maître de son choix.

En tous cas, dès que le juge aura rendu son ordonnance et nommé un expert, il lui sera impossible d'en nommer d'autres, il n'en a plus le pouvoir, car son ordonnance rendue il est dessaisi. Quant aux experts eux-mêmes, ils peuvent être récusés suivant les règles du Code de Procédure Civile et pour les motifs énoncés en l'article 283. Si un premier expert a été récusé le juge pourra alors en nommer un second et ce même après l'expiration des délais de garantie.

La récusation n'est pas toujours valable et celle qui a lieu le plus fréquemment, pour délivrance de certificats relativement aux faits du procès n'est admise que : 1° quand ce certificat est fourni à l'une des parties complaisamment pour la favoriser, ou : 2° quand il est conçu de telle façon et si affirmativement qu'il rend difficile une rétractation. Ce certificat

ne peut donner lieu à récusation quand il est l'accomplissement d'un devoir et ordonné par la loi (1).

Comme dans le cas de récusation, si les experts n'acceptent pas leur mission, le juge en pourra nommer d'autres même si les délais sont expirés.

La loi ordonne au juge de paix d'aller vite et en général le juge rend son ordonnance aussitôt la présentation de la requête. C'est qu'il n'y a aucun intérêt à ce qu'il agisse autrement car à ce moment le juge n'est pas juge de l'action, sa mission consiste uniquement à nommer des experts et il n'a pas de raison pour attendre afin de rendre une ordonnance qu'il ne peut refuser.

Si cependant la requête présentée dans les délais, le juge de paix ne rend pas de suite son ordonnance l'acheteur est-il déchu de son droit ? Non, la faute du juge ne peut retomber sur lui ; d'autant plus que la loi n'oblige le demandeur qu'à présenter sa requête dans le délai fixé.

L'ordonnance doit indiquer la mission que les experts auront à remplir et dès qu'elle est rendue et enregistrée il faut la faire parvenir à l'expert. Le plus simple est pour l'acheteur d'aller la porter lui-même car il n'est aucunement forcé de la faire délivrer par huissier. L'expert fixera alors le jour, le lieu et l'heure où il procédera à l'expertise et d'après l'art. 7 de la loi « *il doit opérer dans le plus bref « délai.* » Cela est conforme au système général de

(1). Toulouse, Tribunal de Commerce, 14 mars 1884. *Revue Vétérinaire*, 31 mars 1884.

la loi qui ne veut pas que le vendeur supporte la responsabilité des vices nés chez l'acheteur, mais comme il est impossible de fixer un délai fixe dans lequel l'expert devra procéder à l'expertise, cela ne dépendant pas de lui uniquement, on lui demande simplement d'agir au plus vite et le plus rapidement possible.

C'est la raison pour laquelle la loi de 1884 contrairement à ce qui se passe normalement, où l'expert doit prêter serment avant de commencer ses opérations, le dispense du serment préalable et remplace cette formalité par une affirmation par serment à la fin du procès-verbal.

Si les experts ont été nommés avant la fin du délai de garantie, ils devront faire tous leurs efforts pour constater le vice rédhibitoire avant que le délai ne se soit écoulé. S'ils ne le peuvent pas ils devront fixer l'expertise au jour le plus proche possible de la fin du délai de garantie. En tous cas, si la loi désire qu'on aille vite, elle ne veut pas pour cela qu'on fasse un examen superficiel. Il faudra même quelquefois attendre que l'animal soit dans des conditions telles qu'on puisse plus facilement s'apercevoir de l'existence du vice et il ne faudra jamais hésiter surtout si les parties présentes à l'expertise le demandent ou l'une d'elles, à renouveler une visite qui n'a pas été concluante ou à faire en sorte que les constatations soient sûres et sincères (1).

(1) WATRIN et BOUTET. *Traité des vices rédhibitoires*, page 194.

Quand l'expert a fixé le jour de l'expertise, le vendeur doit y être appelé en vertu de l'art. 8 de la loi de 1884.

ART. 8. — *Le vendeur sera appelé à l'expertise à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le juge de paix à raison de l'urgence ou de l'éloignement. La citation à l'expertise devra être donnée au vendeur dans les délais déterminés par les art. 5 et 6; elle énoncera qu'il sera procédé même en son absence. Si le vendeur a été appelé à l'expertise, la demande pourra être signifiée dans les trois jours à compter de la clôture du procès-verbal, dont copie sera signifiée en tête de l'exploit. Si le vendeur n'a pas été appelé à l'expertise la demande devra être faite dans les délais fixés par les art. 5 et 6.*

L'appel du vendeur à l'expertise est une innovation car la loi de 1838 ne portait aucune disposition de ce genre, mais M. Labiche dans son rapport au Sénat et la loi après lui, ont dit que cette règle n'était pas absolue. « Il peut se faire que le vendeur soit
« éloigné, l'urgence peut être extrême, surtout s'il y a
« une autopsie à faire et il faut tenir compte de toutes
« ces circonstances. En règle générale le vendeur doit
« être appelé mais le juge de paix peut par son ordonnance dispenser de l'accomplissement de cette formalité quand il y a un grave inconvénient à la remplir » (1).

La loi désire donc qu'en règle générale l'expertise

(1) J. O., août 1882, Annexe 524; page 485.

soit contradictoire et outre l'intérêt qu'il y a en ce sens que les parties peuvent présenter leurs observations à l'expert qui se décidera avec plus de certitude, on évite une fraude possible dans la substitution à l'animal vendu d'une autre bête atteinte elle d'un vice rédhibitoire. D'autre part, si la loi a supprimé en notre matière le préliminaire de conciliation qui d'après le code est obligatoire avant tout procès, l'expertise contradictoire permettra souvent d'arriver cependant à ce que les parties transigent, après avoir reçu les observations de l'expert.

Si le vendeur est appelé à l'expertise, la citation qui sera délivrée par huissier devra être signifiée dans les délais fixés par les art. 5 et 6. Ce sont les délais de 9 et 30 jours francs qui ici encore seront augmentés en raison des distances.

Comme nous l'avons dit le juge pourra dispenser l'acheteur de citer le vendeur à l'expertise en raison de l'urgence ou de l'éloignement; l'acheteur devra en faire la demande dans sa requête et le juge dans son ordonnance indiquera les motifs de sa décision. L'appel à l'expertise paraît donc être une formalité essentielle mais si le juge omet de donner cette dispense ou la refuse à tort et que l'acheteur n'ait pu citer son vendeur dans les délais, quelle sera la sanction? Un jugement du Tribunal de Mortain du 3 avril 1894 (1) a décidé qu'alors l'action n'était plus recevable et la Cour de Cassation par arrêt du

(1) *D. P.*, 1895-2-379.

29 mars 1898 a jugé dans le même sens. « Cependant
« prétendent certains tribunaux la loi est muette et
« il paraît difficile d'admettre une nullité sans texte
« quand il n'y a pas d'omission de formalités essen-
« tielles. Or c'est le cas ici puisqu'il est loisible au
« juge de paix de décider que l'expertise aura lieu
« hors de la présence du vendeur. L'acheteur ne
« serait pas d'après eux déchu de tous ses droits,
« mais il devra prouver qu'il a été dans l'impossi-
« lité de remplir la formalité en temps utile. Le juge
« devant qui l'affaire sera portée décidera alors, après
« avoir examiné si toutes les autres conditions ont
« été bien remplies. » (1) Et alors il pourra accepter
l'expertise comme valable mais il est logique d'ad-
mettre que cette expertise non contradictoire aura,
si elle est admise, une force probante moins grande
et de même que le vendeur peut ne pas accepter les
constatations de l'expert quand le juge a dispensé
de l'appeler et provoquer une nouvelle expertise (2),
ici aussi le juge pourra ordonner une nouvelle exper-
tise à laquelle le vendeur sera appelé. »

Un jugement du Tribunal de Saint-Pol du 16 juil-
let 1903 avait admis cette façon de voir et validé la
procédure engagée bien que le vendeur n'eût pas été
appelé à l'expertise dans le délai voulu. La Cour de
Cassation par un arrêt du 10 juillet 1905 (3) a cassé

(1) Tribunal de Mortain, 31 janvier 1895-S., 1885-2-168. — Aurillac, 20 no-
vembre 1896, *Gaz. du Palais*, 1897-1, suppl. 4.

(2) Jurisprudence de Nantes, 1889-1-193. Tribunal de commerce de
Nantes, 24 novembre 1889.

(3) *Gazette du Palais*, du 19 octobre 1905.

cé jugement car, dit-elle, il est nécessaire d'avoir cité le vendeur à l'expertise dans le délai de 9 ou 30 jours à moins que le juge de paix n'ait décidé autrement. Ceci nous paraît bien jugé car la loi a indiqué expressément les cas où le vendeur serait dispensé d'être appelé dans les délais et d'autre part au point de vue pratique, si l'on admettait la possibilité pour l'acheteur de ne pas avertir dans les délais le vendeur de l'expertise qu'il provoque, ce dernier n'aurait plus la possibilité de se défendre en présentant ses moyens devant l'expert. Il faut donc que la déchéance soit encourue car le demandeur aurait autrement trop de facilités pour éluder une formalité qui intéresse le droit essentiel de la défense.

Si cependant le vendeur, qu'on a omis de citer a suivi les opérations d'expertise soit en personne soit par mandataire, il ne sera pas recevable à formuler la moindre réclamation au sujet de l'irrégularité commise, car n'ayant subi aucun préjudice, aucune action ne lui sera accordée. Ainsi en ont décidé les tribunaux de Nancy, le 21 janvier 1880 (1) le Tribunal de Commerce de la Seine, le 11 avril 1891 (2).

Dans tous les cas où le vendeur ne sera pas dispensé d'appeler le vendeur à l'expertise, il faudra qu'il laisse entre la citation et l'ouverture des opérations d'expertise un délai suffisant pour permettre au vendeur d'arriver. Sinon l'expertise pourra être annulée et une nouvelle expertise ordonnée (3). De

(1) S., 1890-2-153.

(2) *Recueil de médecine vétérinaire*, février 1892.

(3) Tribunal civil de Mayenne, 5 mai 1897. — *La Loi* du 28 juin 1897.

même un jugement du Tribunal de Commerce de Lorient du 11 juillet 1905 (1) a décidé que le délai à observer entre la citation et l'expertise et la date de comparution est un délai moral suffisant pour permettre au vendeur de venir et que les juges apprécieront. Et ceux-ci pour l'évaluer (2) devront simplement rechercher si le vendeur a eu le temps nécessaire pour arriver s'il l'avait voulu.

En fait l'acheteur a intérêt à citer son vendeur car en agissant ainsi il pourra attendre pour faire valoir son action que le rapport de l'expert ait été déposé, et aux termes de l'art. 8 la demande dans ce cas devra être intentée dans les 3 jours à compter de la clôture du procès-verbal. Le point de départ de ce délai supplémentaire de 3 jours part donc de la clôture du procès-verbal et non de la remise du rapport au greffe et un jugement du Tribunal de Commerce de Nantes du 14 décembre 1895 (3) a décidé que cette clôture n'est définitive que par l'enregistrement du procès-verbal, car alors seulement les parties peuvent le notifier (4). Quant au délai lui-même il n'est pas franc car la loi ne le déclare pas tel et l'assignation sous peine de nullité doit être envoyée avant la fin du troisième jour, le jour de la clôture du procès verbal n'étant pas compris dans le calcul.

Le délai de plus est susceptible d'augmentation à

(1) *D.* 1906-2-83.

(2) Tribunal civil de la Seine, 5 sept. 1895. *Gazette du Palais*, 96-4-45.

(3) *Recueil de Nantes*, 1896-1-77.

(4) *Sic.* un jugement du Tribunal civil de Saint Etienne du 10 mars 1905.
— *La Loi* du 30 avril 1905.

raison des distances car s'il en était autrement, le délai étant très court, il arriverait souvent que l'acheteur n'aurait pas le temps matériel pour agir. Puis les motifs qui ont fait créer cette règle de l'augmentation du délai en raison des distances et que nous avons vu précédemment sont certainement applicables ici (1).

Si les experts ont une grande latitude pour opérer, ils doivent cependant agir au plus tôt, surtout quand il s'agit d'un vice dont la manifestation n'est que passagère. Si l'expert ne procédait pas le jour par lui fixé et si le cas réclamait célérité, l'acheteur pourrait le sommer par huissier d'avoir à commencer ses opérations. De cette façon s'il y avait faute de l'expert et si on prouvait qu'il n'a pas procédé en temps utile sa responsabilité pourrait être engagée conformément à l'art 320 du Code de Procédure Civile.

Quant aux opérations d'expertise elles-mêmes la loi de 1884 a dérogé au droit commun sur la matière en donnant aux experts la mission « de recueillir tous les renseignements utiles et de donner leur avis ». En droit commun ils n'ont pas ce pouvoir à moins que l'ordonnance qui les nomme ne le spécifie spécialement, mais ici il en va différemment car l'expert, voyant l'animal souvent après l'expiration des délais de garantie, doit rechercher, si en dehors des symptômes existant actuellement il y en a eu d'autres précédemment, de façon à savoir exactement si la maladie s'est révélée dans le délai de garantie.

(1) Tribunal de Mortagne, 28 juin 1897. — *La Loi* du 15 mars 1897. — Tribunal de Nancy, 24 janvier 1890. — *Gazette des Tribunaux* du 4 février 1890.

Pourra-t-il affirmer le vice en se fondant uniquement sur les renseignements ainsi recueillis? Ceci est discuté mais il ne faut pas oublier que l'expert n'est pas un juge; qu'il doit simplement se faire une conviction; mais cette conviction il la forme comme il lui plaît.

L'expert, ses opérations terminées, dresse son procès-verbal. Ce procès-verbal est fait sur timbre, sans blancs, surcharges ni interlignes. Ceci, à notre avis est important si l'on admet, comme cela se fait normalement, que ce rapport sera remis entre les mains de la partie la plus diligente pour que celle-ci le signifie à l'autre, car s'il en était autrement la partie qui a le rapport entre les mains pourrait le retoucher.

Nous avons vu que les experts sont dispensés de prêter serment avant de commencer leurs opérations mais qu'ils devront à la fin du procès-verbal affirmer par serment la sincérité de leurs opérations. D'après M. le Pelletier (1) « les experts avant de clore leur « procès-verbal se présenteront devant le juge de « paix qui les a nommés et ils affirmeront par ser- « ment devant ce magistrat la sincérité de leurs opé- « rations. Après cette formalité ils cloront leur pro- « cès-verbal et le signeront. Le procès-verbal que le « juge aura dressé de l'affirmation par serment sera « transcrit à la suite du procès-verbal des experts, « lequel ces formalités remplies et l'enregistrement

(1) *Manuel des vices rédhibitoires*, page 86.

« étant effectué sera déposé au greffe de la justice
« de paix ». Ce n'est pas là la façon de voir de la
pratique où l'expert simplement affirme par écrit à
la fin du procès-verbal la sincérité de ses opérations
et qui est toujours admise par les tribunaux.

Si l'expertise provoquée dans le délai légal est
ensuite annulée pour vice de forme, l'acheteur
peut-il en demander une autre? Cela est admis et
plusieurs arrêts de la Cour de Cassation ont décidé
que le jugement qui annule une expertise pour vice
de forme peut valablement en ordonner une
autre (1). Et conformément à cet arrêt un jugement
du Tribunal de Commerce de Lorient du 11 juil-
let 1905 (2) a admis que la nullité de l'expertise
n'entraîne pas celle de l'assignation qui a été lancée
dans le délai de trois jours.

3° *La compétence.* — L'art. 9 de la loi de 1884
dit : « *La demande est portée devant les tribunaux*
« *compétents suivant les règles ordinaires du droit.*
« *Elle est dispensée de tout préliminaire de conci-*
« *liation et devant les tribunaux civils elle est ins-*
« *truite et jugée comme matière sommaire.* »

Si rien n'était venu modifier cet article, l'action
serait donc portée, si les parties n'étaient pas com-
merçantes ou si le demandeur seul l'était devant le
juge de paix jusqu'à concurrence de 200 francs et
devant le tribunal civil au-dessus de ce chiffre; si
les parties étaient commerçantes ou si le défenseur

(1) 20 juillet 1843, S. 1843-1-802. 28 février 1860, S. 1860-1-208.

(2) D., 1906-2-83.

l'était, devant le tribunal de commerce quelle que soit la valeur de l'objet en litige.

Il est inutile d'insister davantage sur tous ces points car la loi du 12 juillet 1905, a changé complètement la législation antérieure.

Cette loi sur la réorganisation des justices de paix et la compétence des juges de paix, dit art. 6 :
« Les juges de paix connaissent encore sans appel
« jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever... 4° De toutes demandes relatives aux vices
« rédhibitoires dans les cas prévus par la loi de 1884,
« soit que les animaux qui en sont l'objet aient été
» vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils
« aient été acquis par tout autre mode de transmission. »

Naturellement en ce qui concerne la compétence *ratione personæ* rien n'est changé et le tribunal compétent est toujours celui du domicile du défendeur qui peut très bien n'être pas, et souvent ne sera pas, celui du juge qui a ordonné l'expertise; car l'expertise est ordonnée par le juge de paix du lieu où se trouve l'animal emmené par l'acheteur, tandis que la demande sera portée devant le juge de paix du domicile du vendeur.

Mais au point de vue *ratione materiæ* cette loi a modifié les règles antérieures. En matière civile il n'y a aucune difficulté et toute action doit être portée désormais devant le juge de paix. Mais si le vendeur est commerçant faut-il comme précédem-

ment porter le litige devant le tribunal de commerce? Le tribunal de Bourgoin le 8 août 1906 (1) par un jugement très fortement motivé a décidé que la loi de 1905 avait formellement dérogé en notre matière aux règles de la compétence ordinaire; la Cour de Besançon par un arrêt du 16 janvier 1907 (2), suivi d'une note de M. Beauchet, professeur à Nancy, approuvant cet arrêt, a décidé que si le vendeur était commerçant il n'y avait rien de changé, quant à la compétence.

Cependant M. Cruppi, rapporteur de la loi, a dit :
« Le projet n'apporte pas aux juges de paix la
« compétence générale des affaires commerciales.
« Ils pourront cependant connaître de quelques-
« unes de ces actions quand elles rentreront dans
« les affaires de leur compétence. Il est hors de
« doute pour la commission que tous les litiges pré-
« vus aux articles du projet rentrent dans la com-
« pétence des juges de paix que l'affaire soit civile
« ou commerciale » (3).

Cela sera pour les vices rédhibitoires. Au sujet de cette phrase si nette du rapporteur, M. Beauchet dit dans sa note sous l'arrêt de Besançon, que les déclarations de M. Cruppi ne sont pas décisives, qu'il a généralisé ainsi l'application spéciale qu'il a faite de ces principes aux litiges nés entre voyageurs et voituriers, qu'il a perdu de vue les distinc-

(1) *D.*, 1906-3-67.

(2) *S.*, 1907-2-137.

(3) *S.*, 1905, page 985, 1^{re} colonne.

tions faites par la jurisprudence et généralisé un cas spécial. « Sans doute, dit-il, le juge de paix est
« compétent quand il s'agit dans le cas cité par
« M. Cruppi d'une action dirigée par un voyageur
« contre un voiturier, bien que celui-ci soit un
« commerçant; mais la raison est qu'il s'agit ici
« d'un acte mixte, c'est-à-dire qui bien que commer-
« cial pour le voiturier a un caractère civil pour le
« voyageur. Le voyageur a alors conformément à la
« jurisprudence, droit à la juridiction civile, en l'es-
« pèce celle du juge de paix. En résulte-t-il que ce
« magistrat soit également compétent quand il s'agit
« non plus d'un acte mixte, mais d'un acte commer-
« cial pour les deux parties, d'une action rédhibi-
« toire exercée entre deux commerçants à l'occasion
« de leur commerce? Les paroles de M. Cruppi ne
« le prouvent nullement, car elles visent nous le
« répétons, l'hypothèse d'un acte mixte. »

Cette faculté de choisir sa juridiction n'est pas très facile à comprendre. C'est une opinion de la jurisprudence, peut-être pratique, mais qui ne concorde pas avec la théorie. En effet, pour y arriver, il faut envisager la compétence commerciale *ratione personæ*, or, la compétence commerciale est fondée uniquement sur l'acte litigieux, *ratione materiæ* et non sur la personne des contractants. MM. Glasson, Lyon, Caen et Renault admettent que la compétence se détermine par l'engagement du défendeur. Pourquoi cela ne serait-il pas en notre matière et y aurait-il un choix pour le demandeur? La vraie interprétation

de la loi est de voir dans ces actions soumises au juge de paix une pensée de sollicitude pour les petits intérêts et M. Cruppi a bien affirmé cette idée. Il est en effet nécessaire qu'il y ait dans ces questions une justice prompte et locale et la loi aurait manqué son but si elle avait voulu établir une concurrence entre tribunaux différents.

Nous savons que les justices de paix sont des juridictions exceptionnelles. Elles ne peuvent donc connaître que des affaires qui leur sont expressément attribuées; pour ce faire il faut bien retirer aux autres juridictions certaines actions, pourquoi cela n'aurait-il pu se faire à propos des vices rédhibitoires? Ce n'est pas d'autre part, parce qu'en 1891 lors de la discussion d'un article qui fut reproduit en 1905, le rapporteur M. Labussière a dit à la Chambre des Députés « que si le procès naissait entre commer-
« çants, certainement alors les tribunaux de commerce
« seraient compétents »(1), que nous devons prétendre que le même esprit a présidé à la confection de la loi de 1905. Nous constatons au contraire que M. Cruppi disait : « En effet sous l'empire de la loi de 1838 le juge de paix n'aurait certes pas été compé-
« tent pour une vente d'animaux entre commerçants,
« mais maintenant que le juge de paix est spéciale-
« ment compétent en vertu de l'article 6, que cette
« compétence lui est attribuée sans aucune restric-
« tion, nous estimons qu'il reste compétent même si

(1) *J. O.* 1891, 22 février, débats parlementaires, page 381.

« les deux parties sont des commerçants ou ont fait
« acte de commerce ».

Et à l'opinion du rapporteur qui nous semble si nette il faut ajouter la rédaction de la loi : l'art. 6 § 4, dit : *toutes demandes relatives*.... On ne peut pas ne pas voir là une compétence exclusive attribuée au juge de paix, sinon il est difficile de comprendre le mot « toutes » surtout venant après les travaux préparatoires. M. Beauchet ajoute encore que le législateur a refusé l'extension de la compétence des affaires commerciales au juge de paix, en mettant en tête de la loi : « Les juges de paix connaissent en matière civile ». Mais ceci se comprend très bien. Les juges de paix ont à côté de leur juridiction civile qui est la règle, une juridiction exceptionnelle très étendue qui comme nous l'avons vu tout à l'heure, peut comprendre des affaires commerciales comme civiles.

D'où : compétence générale :

Art. 1. *Ils connaissent en matière civile*...

Puis, compétence exceptionnelle :

Art. 2 et suivants... Indiquant toutes les dérogations, qui comme dans notre matière peuvent être complètes.

Si d'autre part nous considérons l'intérêt pratique de cette mesure, il est certain qu'il est plus avantageux pour l'acheteur d'aller devant le juge de paix moins éloigné souvent, que devant le Tribunal de commerce où il doit faire des déplacements coûteux. Puis la justice des tribunaux de commerce quoique

simple est cependant plus onéreuse que celle des juges de paix (1).

Si ainsi que nous l'admettons les juges de paix sont compétents dans tous les cas, il n'y a pas de changements apportés par la loi de 1905 à la procédure à suivre. Cependant la loi de 1884 disait : « La demande « est dispensée de tout préliminaire de conciliation « et devant les tribunaux civils elle est instruite et « jugée comme matière sommaire ».

Il est évident qu'avec les dispositions nouvelles le préliminaire de conciliation n'existe plus, puisque l'art. 48 du Code de Procédure Civile n'y assujettit que les affaires rentrant dans la compétence des tribunaux civils, mais devant le juge de paix lui-même il existe une comparution préalable des parties avant l'assignation délivrée par l'huissier, qui est d'un usage général. Or la loi de 1905 n'en a pas formellement dispensé les parties. On peut se demander si elle existe en notre matière. Assurément non car nous savons que le législateur veut qu'on aille vite et on ne comprendrait pas qu'on obligeât les parties à une procédure qui, sans grand intérêt, ne pourrait que retarder l'exercice de l'action. De plus la loi de 1884 ayant dispensé de « tout préliminaire de conciliation », la généralité de ce terme interdit toute autre solution.

Quant à la disposition qui oblige les tribunaux civils à considérer les actions en garantie comme

(1) MM. BAUDRY-LACANTINERIE et SAIGNAT sont aussi de cet avis. *De la vente et de l'échange*, page 522.

affaires sommaires elle est tacitement abrogée par la loi de 1905 car devant le juge de paix toutes les affaires sont sommaires.

D'autre part la loi de 1905 dit art. 6, § 4 « *Le juge de paix connaîtra... soit que les animaux aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission.* » Or cet article se réfère aux vices prévus par la loi de 1884 et la loi de 1884 n'envisage la possibilité d'agir en rédhhibition en vertu de ces vices qu'en cas d'échange et de vente. Cet art. 6 a voulu encore généraliser davantage et admettre la compétence du juge de paix en toute circonstance même si l'acquisition a eu lieu par des modes spéciaux, qui normalement, comme la donation, n'impliquent pas garantie du donateur. Remarquons que cette extension complète au profit du juge de paix est un argument de plus en notre faveur pour affirmer que la volonté de la loi a bien été, de donner compétence au juge de paix en toutes circonstances, donc même entre commerçants.

4° *Preuve et présomption d'antériorité de la maladie à la vente.* Le juge devant qui l'affaire est portée fait son opinion en se servant surtout du rapport de l'expert, mais pas plus en notre matière qu'en aucune autre il n'est lié par ce rapport et il a le droit s'il ne se trouve pas suffisamment éclairé de provoquer une nouvelle expertise. De même la partie qui y aura intérêt, peut demander la nullité de l'expertise ou une contre-expertise, et nous avons vu que le

juge devra accorder plus facilement cette contre-expertise si le vendeur n'a pas été appelé à la première.

Le Tribunal de la Seine par un jugement du 2 février 1860 (1) a décidé que l'expertise était le seul moyen de preuve admis par la loi et que le juge ne pourrait pas soit directement soit indirectement admettre un autre mode de preuve. Ce jugement nous paraît trop absolu dans sa conclusion car on sait que l'expert doit s'entourer d'avis, de témoignages, et on ne comprendrait pas que le juge de l'action n'ait pas le même droit. Ce serait d'ailleurs une dérogation au droit commun et de ce fait elle devrait être formellement indiquée dans la loi. Or on ne trouve aucune disposition dans ce sens ni aucune indication dans les divers travaux préparatoires. D'où à notre avis le juge peut se servir d'autres preuves que l'expertise, mais celle-ci ayant eu lieu il doit se montrer très circonspect et ne pas facilement accepter d'autres témoignages.

Si en tous cas, le juge, saisi de la demande, ordonnait une nouvelle expertise, il ne pourrait plus dispenser l'acheteur d'appeler le vendeur comme il le peut faire quand on lui présente la requête, ni dispenser l'expert du serment à moins que les parties ne l'y autorisent (2). Si une deuxième expertise a lieu, la Cour de Cassation par un arrêt du 22 novembre 1842 (3) a admis que le juge n'est pas forcé de

(1) *D.*, répertoire, v^o Vices Rédhibitoires, n^o 267.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et SAIGNAT, page 483.

3) *S.*, 43-1-58.

baser son jugement sur cette deuxième expertise et qu'il peut toujours adopter la manière de voir des premiers experts. Cet arrêt dit très nettement que le juge peut interpréter le rapport d'après sa conviction et ses lumières personnelles.

Si le demandeur agit dans les délais, il n'a pas d'autre preuve à faire que de démontrer par l'expertise que l'animal est atteint de vice rédhibitoire. Il ne doit plus, comme cela était sous l'empire des art. 1641 et suivants du Code Civil, prouver que le vice existait le jour de la vente. Il lui suffit de prouver que le vice s'est manifesté dans le délai de garantie et comme ces maladies ne se révèlent pas de suite dès que l'animal en est atteint, comme on est forcé d'admettre qu'elles ont déjà eu, quand elles apparaissent, un certain temps d'incubation, la loi a décidé que si le vice se manifestait dans le délai légal, il serait réputé avoir existé au jour de la vente. Si ceci n'est pas formellement dit dans la loi il est certain que c'est bien là la volonté du législateur. M. Lherbette disait dans son rapport en 1838: « La fixation d'un délai pour la manifestation du « vice établit la présomption légale que le mal qui « se manifeste dans ce délai existait lors de la « vente. » Or comme la loi de 1884 repose à ce point de vue sur les mêmes bases que celle de 1838, cette façon de voir est toujours exacte.

Ce qui est à remarquer en outre dans cette disposition c'est que, la preuve faite de l'existence du vice dans le délai, le vendeur n'est pas admis à

faire la preuve contraire, que la maladie n'existait même pas en germe lors de la vente et qu'elle a pris naissance chez l'acheteur (1).

Voici ce que disait à ce sujet M. Lherbette : « Les « tribunaux n'auront plus pour admettre ou pour « rejeter une action en rédhhibition, à examiner l'ap- « parence, la gravité, l'incurabilité, l'incubation, les « effets du vice allégué, questions délicates. Est-il « ou non compris dans la nomenclature de cette « loi? L'action a-t-elle été intentée dans les délais « légaux? Voilà les seules questions, questions « simples qu'ils auront à résoudre. »

Et depuis la loi du 31 juillet 1895 les juges ne peuvent plus en aucun cas admettre la preuve contre la présomption d'antériorité de la maladie à la vente. La loi de 1895 en effet, a comme nous l'avons vu, supprimé de la liste des vices rédhibitoires certaines maladies réputées également comme contagieuses. Or la loi de 1884 admettait que dans le cas de ces maladies qui ont été rayées alors du nombre des vices rédhibitoires, le vendeur serait dispensé de la garantie en résultant, s'il prouvait que l'animal depuis la livraison avait été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies. Dans ce cas seulement on admettait la preuve contraire contre la présomption d'antériorité. Cet article est tacitement abrogé puisque la loi de 1895, en supprimant ces vices rédhibitoires a de ce fait supprimé l'exception dont nous venons de parler.

(1) Paris, 24 janvier 1893, D., 1893-2-232.

5° Rédition en cas de mort de l'animal. De même que le Code Civil a, dans son article 1647, prévu le cas où la chose soupçonnée d'être atteinte d'un vice rédhibitoire vient à périr, de même l'art. 10 de la loi de 1884 prévoit le cas de la mort d'un animal. *Si l'animal vient à périr le vendeur ne sera pas tenu de la garantie à moins que l'acheteur n'ait intenté une action régulière dans le délai légal et ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'art. 2.*

Cet article n'est en fait que la reproduction de l'art. 1647 du Code Civil qui dit que si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur; mais comme en notre matière il y a des règles spéciales, on a tout simplement appliqué ces règles même au cas de mort de l'animal. On oblige donc l'acheteur à agir dans le délai légal et comme le fait de la mort n'est pas suffisant en lui-même pour amener la nullité, on lui demande de prouver que la perte est bien causée par un vice rédhibitoire.

L'accomplissement des formalités nécessaires pour faire réussir l'action rédhibitoire pourra avoir été fait avant la mort de l'animal, ce cas est très simple : si l'animal meurt alors qu'on est encore dans le délai et que l'acheteur soupçonne l'existence d'un vice rédhibitoire, certainement il pourra encore agir. A ce sujet il nous faut remarquer que bien que le sens de l'art. 10 soit certain, il aurait mieux valu pour qu'il n'y ait aucune équivoque que le texte portât

« n'ait intenté ou n'intente une action dans... » On aurait ainsi nettement indiqué que malgré la mort de l'animal l'acheteur qui est encore dans les délais peut agir.

Si l'animal meurt dans les délais, l'acheteur doit de suite provoquer l'autopsie, car à défaut de ce moyen il lui sera bien difficile de prouver le vice. On discute sur le point de savoir si le fait de constater le vice rédhibitoire après l'abattage seulement permet à l'acheteur d'actionner le vendeur en garantie? Ceci est important pour les viandes destinées à la consommation. Refusera-t-on l'action rédhibitoire de ce fait que l'animal n'est pas mort des suites de la maladie mais parce qu'il a été tué? Naturellement pour que la question puisse se poser il faut être encore dans les délais légaux, mais ceci étant, il n'y a aucune raison pour refuser à l'acheteur l'action rédhibitoire car il est indifférent que le vice soit constaté d'une façon ou d'une autre dès qu'il existe, d'autant plus que pour le seul vice à propos duquel, pratiquement la question se présentera, la ladrerie, l'acheteur dans la majorité des cas ne s'apercevra de la maladie qu'après examen du cadavre (1).

6° Fins de non-recevoir contre l'action en garantie.

Il y a, que l'animal soit mort ou non et si l'on n'a pas agi dans les délais, une véritable fin de non-recevoir pour l'acheteur qui voudra intenter son action mais il n'y a là rien que de très normal puisque la loi a

(1) Tribunal de Montfort, 21 mars 1879. D. 79-3-63.

fixé des délais stricts en dehors desquels toute garantie est anéantie. S'il y a du fait de l'acheteur une détérioration de l'animal, sera-t-il malgré cela, et s'il découvre un vice rédhibitoire, recevable dans son action intentée dans le délai? Ou y aura-t-il contre lui du fait de la détérioration une véritable fin de non-recevoir à l'action rédhibitoire?

L'animal en dehors du vice présumé n'a plus la même valeur, cependant il est certain que l'action pourra réussir, car l'acheteur par le fait même de la vente est propriétaire et use de l'animal comme bon lui semble, mais si un vice est constaté le vendeur sera tenu de reprendre la bête et de restituer le prix (1).

Cette décision à notre avis est bien rendue et elle est très juridique. Elle est contraire à ce que disait sur la question M. Lherbette en 1838 et pour lui les tribunaux restaient juges de la gravité de la détérioration et décidaient suivant le cas si l'action pouvait être admise ou non. C'est ainsi que le Tribunal de Domfront le 11 novembre 1891 (2) décida que la dépréciation est une chose relative susceptible de plus ou de moins. Si elle est importante l'acheteur ne peut obtenir gain de cause dans l'action rédhibitoire et s'il triomphe sa victoire demeure lettre morte, faute par lui de remplir les obligations qu'elle lui impose; si au contraire la détérioration est légère, l'acheteur

(1) Tribunal de Die, Commerce 8 avril 1897. *Recueil du médecin-vétérinaire*, 15 juillet 1879.

(2) *Revue de Médecine Vétérinaire*, 1892, page 442.

triomphera dans l'action rédhibitoire et il aura le droit de rendre l'animal, sauf à lui à indemniser le vendeur du préjudice causé.

Pour nous le tribunal n'a pas ce pouvoir d'appréciation quand il y a vice rédhibitoire, mais naturellement il ne faut pas qu'il y ait faute de l'acheteur, car alors il doit rembourser au vendeur la moins-value que l'animal subit de son fait et dans ce cas, seulement il peut opposer une fin de non-recevoir à l'action intentée.

L'article 4 de la loi de 1884 édicte encore une autre fin de non-recevoir : « *Aucune action en garantie même en réduction de prix ne sera admise pour les ventes ou échanges d'animaux domestiques si le prix en cas de vente, ou la valeur en cas d'échange ne dépasse pas 100 francs.* » Cet article n'existait pas dans la loi de 1838 et rien ne le faisait prévoir dans le projet de 1876. Il fut introduit par la commission du Sénat pour, disait le rapporteur « mettre obstacle à l'introduction d'instances judiciaires dont l'intérêt ne justifierait pas les prix ».

Cette disposition n'est pas très heureuse. D'autant moins que de cette façon, en voulant trop protéger les petits intérêts on les sacrifie complètement. Au point de vue juridique, cette règle ne se comprend pas : que le contrat ait une valeur de 90 francs ou de 110 francs, c'est le même contrat, et si l'on juge que l'un doit être protégé, il est logique de prendre la même mesure vis-à-vis de l'autre.

C'est ce qui fut dit à la Chambre des Députés :

« qu'il n'y avait aucune bonne raison, au contraire, « pour que la loi ne soit pas égale pour le gros « maquignon et pour le petit cultivateur ». Cependant cet article fut adopté car, fit observer le rapporteur, les frais sont tels pour exercer la procédure, que souvent, pour ne pas dire toujours, ils seront supérieurs à la valeur de l'animal ; puis les parties sont libres de stipuler cette garantie si la vente porte sur moins de 100 francs. « Cela est possible « et vrai dans beaucoup de cas, répondent MM. Watrin et Boutet, mais on peut en dire autant de « tous les petits procès. Ce serait le cas de proportionner les frais à l'importance du litige et il y a « là une réforme à opérer, mais jusqu'à ce qu'elle « soit accomplie, il y a un véritable intérêt social à « permettre à tous les justiciables indistinctement « de se faire rendre justice d'autant plus qu'en cas « d'indigence l'assistance judiciaire vient au secours « des plaideurs sans ressources. Il importe qu'on « ne puisse dire que la justice est refusée à un « citoyen lésé sous le prétexte que les droits fiscaux « ou autres sont trop élevés ».

Quoiqu'il en soit l'acheteur ne peut agir en garantie quand la valeur est moindre de 100 francs et ce tant pour l'action rédhibitoire que pour l'action en réduction de prix ; mais s'il y a dol cette règle n'existe plus car étant exceptionnelle elle doit être interprétée restrictivement et c'est alors le droit commun qui reprend son empire. Ce sera en général sur ce moyen que l'acheteur s'appuiera, quand l'ani-

mal valant moins de 100 francs, il découvrira un vice et on peut soutenir même que les procès seront en fait aussi fréquents que si l'on n'avait pris aucune disposition. On a simplement par cette mesure réussi à rendre plus dure la situation du demandeur, qui au lieu d'avoir à prouver uniquement l'existence d'un vice rédhibitoire, devra en plus prouver le dol du vendeur; dol qui sera très fréquent certainement car le vendeur, se croyant plus sûr de l'impunité, l'action en garantie n'existant pas, dissimulera d'autant plus les vices existants.

Une autre difficulté naît d'autre part de ce que l'art. 4 s'applique aux échanges comme aux ventes. La valeur de l'animal malade est alors forcément incertaine et il est difficile d'en déterminer le prix. L'acheteur se mettra de suite en règle avec la loi et provoquera une expertise : si l'on oppose alors que la valeur de l'animal échangé est trop faible, il faudra expertiser en outre sur cette question spéciale. On voit par là combien la complication peut être extrême.

Enfin les cultivateurs ne connaissant pas suffisamment la loi et se croyant garantis, pensent rarement à demander la garantie.

Une autre fin de non-recevoir existe dans les ventes faites par autorité de justice. Cette disposition est édictée par l'art. 1649 du Code Civil. Lors de la discussion de la loi en 1838 il fut dit qu'à ce point de vue la loi ne dérogeait pas au Droit Civil et comme la loi de 1884 a reproduit le système général

de la loi antérieure, l'art. 1649 s'applique certainement ici.

Si suivant l'art. 1649 il n'y a aucune protection particulière, c'est que les ventes faites par autorité de justice présentent des garanties spéciales. Cette fin de non-recevoir s'applique : 1° aux ventes aux enchères ordonnées par jugement ou par une décision judiciaire; 2° à celles qui ne peuvent avoir lieu que dans la forme d'une vente publique aux enchères; 3° à celles qui, en fait, ont lieu dans cette forme avec la publicité exigée lorsqu'en droit elles doivent en principe d'après un texte de loi avoir lieu ainsi, bien que les parties majeures et capables puissent si elles sont toutes d'accord procéder à une vente amiable (Gallier).

De même l'état ne garantit pas les ventes de chevaux de l'armée, réformés. Ce n'est plus dans ce cas en vertu de l'art. 1649 du Code Civil que la garantie est supprimée mais par une convention tacite car dans les affiches indiquant la vente il est dit qu'aucune garantie légale n'est due par l'État.

Il ne suffirait pas, pour un particulier, de faire faire la vente par un officier ministériel pour éviter la garantie et dans ce cas également il la devra s'il n'a expressément stipulé le contraire.

Étant donné enfin, comme nous l'avons vu, en étudiant la garantie conventionnelle, que les parties conservent la liberté de leurs conventions, il est certain que le vendeur de bonne foi pourra opposer la non-garantie s'il l'a expressément stipulée.

5° *Effets de l'action rédhibitoire.* — Le demandeur ayant triomphé dans son action, la vente est considérée comme résolue. Il remettra au vendeur l'animal acheté et celui-ci de son côté lui rendra la somme stipulée lors de la vente.

Le vendeur, en outre, devra rembourser à l'acheteur les frais occasionnés par la vente et les intérêts de la somme par lui reçue à dater de la demande en justice. Il est tenu en plus de payer les frais du procès et de la mise en fourrière.

Quant aux dépenses faites depuis l'entrée en possession pour nourrir l'animal, le vendeur n'en est pas tenu, car l'acheteur a pu se servir de la bête et obtenir d'elle des services qui compenseront les frais. D'après les art. 1645 et 1646 du Code Civil, le vendeur pourra en outre être tenu de dommages-intérêts, s'il avait connaissance du vice lors de la vente.

Quant à l'acheteur, il devra restituer l'animal litigieux avec tous les accessoires qui ont pu être vendus quand le tout n'a formé qu'une même vente et ainsi qu'en a décidé le Tribunal de Commerce de la Seine en 1839 (1), le vendeur devra reprendre l'animal à ses frais, risques et périls à l'endroit où il se trouvera au moment du jugement qui a prononcé la résiliation de la vente.

L'animal devra être restitué dans l'état où il se trouvait au moment de la livraison ou tel qu'il aura

(1) Journal *Le Droit*, 15 et 16 juillet 1839.

été rendu depuis par des améliorations ou des détériorations non imputables à l'acquéreur (art. 1614 du Code Civil).

Si l'animal litigieux est une jument qui a mis bas depuis la livraison, l'acheteur devra restituer le poulain. Quant aux détériorations il ne devra tenir compte que de celles qui proviennent de sa faute (1).

Si la vente a compris deux animaux et que l'un seulement est atteint d'un vice rédhibitoire la vente sera résiliée pour le tout s'il est certain que l'on n'eut pas acheté l'un des objets sans l'autre (2).

SECTION II. — *L'action estimatoire.*

Sous l'empire de la loi de 1838 l'action en réduction de prix autorisée par l'art. 1644 du Code Civil ne pouvait être exercée dans les ventes et échanges d'animaux. Ceci était une nouveauté de la loi et cette mesure avait été prise à la suite des raisons données par M. Lherbette, raisons dont nous avons parlé plus haut (3). Ces motifs qui en 1838 avaient paru convaincantes n'empêchèrent pas en 1884 de rétablir l'action *quantum minoris*. C'est qu'en effet les acheteurs s'ils ne pouvaient plus agir sur le vendeur en lui demandant une réduction de prix, arrivaient à leurs fins en les menaçant d'une action en justice. D'où la loi de 1884 a repris cette action mais en la

(1) Tribunal civil d'Etampes, du 9 janvier 1889, *La Loi* du 6 février 1889. — Tribunal civil de Saint-Lô du 17 novembre 1880, *Recueil de Caen et de Rouen*, 1881, page 109.

(2) Rouen, 19 octobre 1896. *Recueil de Caen et de Rouen*, 1887, page 1.

(3) Voir page 22.

modifiant pour éviter que le vendeur puisse être l'objet de chantage. L'art. 3 dit que l'action en réduction de prix ne pourra être intentée « quand le « vendeur offrira de reprendre l'animal vendu en « restituant le prix et en remboursant à l'acquéreur « les frais occasionnés par la vente ».

De cette façon on espérait que l'acheteur ne pouvant compter sur aucun gain, puisqu'au maximum il rentrerait dans ses frais, n'intenterait cette action qu'à bon escient quand, bien qu'ayant acheté un animal malade il considérerait que celui-ci peut lui rendre cependant quelques services mais moins qu'il espérait.

L'art. 1644 du Ccde Civil auquel nous renvoie l'art. 3 dit *que l'acheteur a le droit... de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix telle quelle sera arbitrée par experts*. Le marché subsiste donc mais l'acheteur obtient une remise de prix plus ou moins forte. Après ce que nous avons vu à propos de l'article rédhibitoire il y a peu à dire sur l'action estimatoire car toutes les règles exposées précédemment s'y appliquent.

Mais si l'acheteur a intenté l'action rédhibitoire, il ne pourra plus, celle-ci ayant échoué, intenter l'action *quantum minoris*. L'une empêche l'autre et ce sera à lui avant d'introduire toute procédure, de voir laquelle peut lui être la plus avantageuse.

En fait on voit mal, les conditions pour réussir étant les mêmes, l'intérêt de l'acheteur à intenter l'action estimatoire. En effet, il est préférable pour lui

si un vice rédhibitoire existe, de résilier complètement le marché en rentrant dans tous ses débours, que de garder un animal atteint d'un vice que la loi considère comme suffisamment grave pour, sur sa simple constatation, donner une action en nullité.

L'acheteur, dans la sommation d'assister à l'expertise, notifie au vendeur sa volonté d'intenter l'action *quantum minoris*. Ce dernier devra alors ou suivre sur cette action ou user de la liberté que lui laisse la loi de reprendre son animal en restituant le prix et les frais de la vente.

Nous avons dit que toutes les règles de l'action rédhibitoire étaient applicables à l'action aestimatorie. Cependant la loi de 1884 après avoir parlé des deux actions dans les articles 2 et 3, ne parle plus dans les articles 5 et 7 que de l'action rédhibitoire. Il est cependant certain que toutes les dispositions de la loi s'appliquent aux deux actions. Ceci fut dit en effet par M. Manoury à la Chambre des Députés le 5 juillet 1883 ; puis ces deux actions reposent sur les mêmes principes et s'il en était autrement on arriverait à des résultats choquants.

De plus ce défaut de mention dans les art. 5 et 7 résulte de ce qu'on a travaillé et mis sur pied la loi de 1884 en se servant de la loi de 1838. Celle-ci naturellement ne parlait pas de l'action *quantum minoris* et en reproduisant dans la loi nouvelle les dispositions anciennes on ne s'est pas aperçu qu'on oubliait d'ajouter le nom de l'action aestimatorie.

L'action en réduction de prix doit donc être intentée

de la même façon que l'action rédhibitoire et les mêmes juges sont compétents. Les délais sont les mêmes que ceux que nous avons vus. Le juge pourra ici aussi dispenser d'appeler le vendeur à l'expertise mais il devra l'accorder rarement quand le motif est l'urgence puisque si le demandeur ne demande pas la résolution c'est qu'il estime qu'il n'y a pas danger de mort pour l'animal.

Il est sans intérêt d'examiner toutes les questions que l'on peut soulever à propos de cette action, car en pratique elle est d'un usage extrêmement rare, si même elle est quelquefois employée, et les parties constamment s'en tiennent à la seule action rédhibitoire.

SECTION III. — *Les actions récursoires.*

Il arrive souvent que l'acheteur ayant revendu l'animal par lui acheté est actionné en garantie par ce sous-acquéreur.

Peut-il se retourner contre le vendeur primitif et l'actionner lui-même en garantie? La loi de 1884 n'a pas prévu expressément le cas. Doit-on dès lors s'inspirer des règles du Code de Procédure à ce sujet et donner à l'acheteur primitif actionné en garantie par un acheteur ultérieur un nouveau délai de 8 jours pour agir contre son vendeur? Non car la loi de 1884 a édicté un délai de rigueur de 8 ou 30 jours et quand il est dépassé, aucune action n'est plus désormais possible sauf l'augmentation accordée en raison des distances. Si donc plusieurs ventes successives ont

eu lieu et si dans le délai de 9 ou 30 jours l'action principale et l'action récursoire ont été régulièrement intentées il n'y a aucun doute sur la recevabilité de l'action récursoire et la Cour de Caen a jugé le 1^{er} juillet 1889 (1) que dans ce cas, si la requête a été présentée par un sous-acquéreur dans un délai tel que l'acheteur intermédiaire aurait pu agir lui-même pour son propre compte, il est inutile pour ce dernier de présenter requête au juge de paix à fin d'expertise. En effet le juge dans ce cas nommerait vraisemblablement les mêmes experts que ceux désignés sur la première requête et on augmenterait ainsi les frais sans aucun intérêt.

Il ressort de cet arrêt que si le deuxième acheteur a agi dans les délais de 9 ou 30 jours depuis la première vente les droits de l'acheteur intermédiaire sont garantis sans qu'il ait besoin d'agir lui-même et cela se comprend très bien car le désir de la loi est simplement que les constatations des experts soient faites dans le plus bref délai.

Mais alors le vendeur primitif ne sera pas prévenu et devra-t-il la garantie au premier acheteur sans avoir été mis directement en cause? Il semble que si le juge de paix a dispensé d'appeler le premier acheteur, celui-ci ne sera pas tenu d'appeler le vendeur primitif: mais s'il a été appelé, il devra agir de même vis-à-vis de son garant car s'il en était autrement les droits de celui-ci, qui en définitive, suppor-

(1) S. 4890-2437.

tera tout le poids de l'action, ne seraient aucunement sauvegardés.

Mais si l'action rédhibitoire est intentée par le deuxième acheteur contre le premier dans des délais postérieurs à ceux de la première vente : si par exemple, Primus vend le 1^{er} un cheval à Secundus, celui-ci n'intente pas d'action et revend l'animal le 5 à Tertius. Tertius² intente bien l'action rédhibitoire contre Secundus, mais le 12, Secundus peut-il demander à Primus de la garantir?

La question fut controversée et un jugement du Tribunal Civil de Dunkerque du 11 février 1881 (1) a admis que l'action récursoire devait être, à défaut de dispositions spéciales de la loi sur les vices rédhibitoires, fixée d'après les règles du droit commun d'où en conséquence l'action récursoire doit tout simplement être formée dans les huit jours de la demande originaire. Un autre jugement du Tribunal Civil de la Seine du 27 juillet 1886 (2) se fondant sur le motif que, le recours du premier acheteur ne prenant naissance qu'en cas d'admission de la demande principale formée par le deuxième acheteur, le délai de l'action récursoire ne peut dans ce cas commencer à courir que lorsque le second acheteur a intenté l'action rédhibitoire, a admis que le délai pour intenter l'action récursoire est bien celui prévu par la loi de 1884 mais qu'il a pour point de départ non le jour de la livraison de l'animal par le premier vendeur mais le jour

(1) *Presse vétérinaire*, 1883, p. 640.

(2) LE PELLETIER. *Manuel pratique des vices rédhibitoires**, p. 62.

où le premier acheteur aura été actionné en résolution de la vente par son propre acheteur.

D'autres tribunaux et notamment le Tribunal Civil de Nancy le 2 janvier 1905 (1), ont décidé qu'en cas de ventes successives, c'est à partir de la première vente que court le délai de 9 ou 30 jours dans lequel le premier acheteur doit provoquer l'expertise et former sa demande récursoire en garantie.

C'est la seule solution juridique, car comme nous le disions tout à l'heure, toute la matière est dominée par l'idée de restreindre dans un très court délai la durée de la garantie que doit le vendeur. Si le premier acheteur en effet pouvait actionner son vendeur 15 jours par exemple après avoir eu la livraison de l'animal, la loi qui n'accorde que 9 jours, ne serait plus respectée et le vendeur, qui serait libéré complètement si l'acheteur avait gardé l'animal, redeviendrait garant parce qu'il a plu à celui-ci de le revendre et par un contrat vis-à-vis duquel il n'est qu'un tiers? Cela ne se comprendrait pas et romprait avec tous les principes de la loi.

La solution que nous avons indiquée du Tribunal de Nancy est donc la seule exacte et c'était déjà celle de notre ancien droit où en cas de revente le premier acheteur n'avait d'autre délai pour agir que celui qui lui était accordé par la coutume pour exercer l'action principale.

La Cour de Cassation qui avait admis cette manière

(1) *Gazette du Palais*, le 46 janvier 1905.

de voir par deux arrêts de 1833 et du 7 février 1872 (1), a, depuis la loi de 1884 continué de juger ainsi par un arrêt du 1^{er} juillet 1889 (2) et il n'y avait d'ailleurs aucune raison pour qu'il en fut autrement.

Il peut cependant arriver que le premier acheteur puisse intenter l'action récursoire alors que le délai de 9 jours est écoulé. Ceci existe grâce à l'augmentation en raison des distances. Ainsi un jugement du Tribunal de Saint-Etienne du 5 février 1891 (3) a décidé que dans les rapports du premier vendeur et du premier acheteur il y aura lieu à augmentation du délai à cause de la distance si au moment de l'action, l'animal se trouve hors du domicile du premier vendeur et à la distance légale. Si par exemple Primus habitant Paris, vend le premier un cheval à Secundus habitant également Paris, la durée de la garantie est alors de 9 jours ; or Secundus vend à Tertius le cheval et celui-ci habitant Dunkerque l'emmène avec lui. La distance légale entre Paris et Dunkerque étant de 259 kilomètres correspondra à une durée de cinq jours. Dans ces conditions si Tertius actionne en garantie Secundus le 13 par exemple, il pourra encore se retourner contre Primus, car la loi s'inquiète peu de savoir qui a conduit le cheval loin du lieu de la vente. Secundus bénéficiera donc en ce cas du fait de Tertius.

Mais à l'inverse Secundus peut perdre l'augmenta-

(1) S., 1833-4-277. — S., 1872-4-222.

(2) S., 1890-4-437,

(3) *Recueil de Médecine Vétérinaire*, 15 janvier 1892, page 22.

tion du délai due à la distance par la faute de Tertius. En effet si Secundus achète à Paris un cheval qu'il amène à Dunkerque, que là il le revende à Tertius qui lui, ramènera le cheval à Paris, Secundus aura perdu le bénéfice de la distance qu'il avait précédemment et si la vente a eu lieu le 1^{er}, qu'il est actionné le 13 en garantie, le délai de 9 jours étant écoulé, qui est désormais seul valable pour lui, il ne pourra plus agir contre Primus.

Si l'action récursoire peut être exercée, l'expertise qui aura lieu sera opposable à tous. Ceci ne fut pas admis par le Tribunal d'Etampes qui dans un jugement du 1^{er} décembre 1891 (1) décida que l'expertise provoquée par le deuxième acheteur ne peut être opposable au premier vendeur qui n'y a pas été appelé; que par suite celui-ci est fondé à demander sur l'action récursoire dirigée contre lui par le premier acheteur, une nouvelle expertise dans les formes ordinaires. Ce n'est pas l'avis de la Cour de Cassation qui par un arrêt du 18 novembre 1891 (2) décida que « l'expertise ordonnée sur la demande
« d'un des acquéreurs sauvegarde les droits de tous
« les intéressés et qu'il est inadmissible que les
« mêmes experts soient tenus de faire plusieurs fois
« la même expertise. »

Il ressort de là nettement, que quand le juge de paix qui en a le pouvoir, dispense d'appeler le vendeur à l'expertise, vendeur qui en l'espèce est le pre-

(1) *P. F.*, 1892-2-340.

(2) *S.* 1892-1-9.

mier acheteur, cette expertise est valable contre tous les autres vendeurs qui pourront être mis en cause (1).

Et il fut même jugé (2) que si le deuxième acheteur est dans les délais il peut actionner directement le vendeur originaire sans s'inquiéter de son propre vendeur.

Mais évidemment pour que toutes ces règles sur la garantie s'appliquent, il ne faut pas que le vendeur intermédiaire soit un mandataire. En effet celui-ci condamné, pourra bien se retourner contre son mandant pour être déchargé des sentences prononcées contre lui, mais il ne sera plus enserré pour ce faire dans les règles étroites de la loi de 1884 car il sera tenu en vertu de son mandat et non par la vente (3).

Souvent à défaut du mandat donné, l'acheteur qui ne peut rester près de l'animal pendant le court délai que lui donne la loi, pour intenter son action, charge quelqu'un de surveiller l'animal et si un vice rédhibitoire se manifeste, de remplir les formalités qu'il ne serait pas en mesure d'accomplir. La Cour de Cassation par plusieurs arrêts du 7 avril 1813, du 28 juillet 1869 (4) a admis la validité de ce procédé. Le tiers agira comme s'il était propriétaire, remplira toutes les formalités et pourra même intenter l'action

(1) Tribunal de Nancy, janvier 1903, précité. — Tribunal de Commerce de la Seine, 23 avril 1900. — *La Loi* du 19 juin 1900.

(2) Paris, 24 février 1882, S. 1883-2-229. — Bordeaux, 11 janvier 1888, S. 1891-2-5.

(3) Tribunal de Commerce de la Seine, 4 juin 1867. — D., rep., v^o. Vices Rédhibitoires, n^o 123.

(4) S., 1869-1-427.

saus que toutefois ceci empêche l'acheteur en tout état de cause d'intervenir dans l'instance et de se faire substituer au prête-nom (1). M. Guillouard s'élève avec énergie contre cette façon d'agir : « Dans notre droit, dit-il, nul ne plaide par procureur et l'on ne peut par une simulation valider un acte prohibé en lui-même. Comment admettre la validité d'une vente simulée qui ne servira qu'à permettre à un tiers de plaider pour autrui ? D'autant plus, ajoute-t-il, qu'en l'espèce cela peut produire les inconvénients les plus graves. Le vendeur a pu prévenir lors de la vente l'acheteur de l'existence du vice. Ce dernier peut alors trouver un maquignon sans scrupule qui agira en son nom propre et ne reculera ni devant l'audace des affirmations, ni devant l'habileté des moyens. »

Il est évident que les raisons de M. Guillouard sont très fortes et qu'il serait bon d'interdire les ventes simulées.

SECTION IV. — *La garantie dans le commerce de boucherie. — Abrogation des lois anciennes.*

L'art. 12 de la loi de 1884 porte : « *Sont abrogés « tous règlements imposant une garantie exception-
« nelle aux vendeurs d'animaux destinés à la bou-
« cherie. Sont également abrogées la loi du 20 mai
« 1838 et toutes les dispositions contraires à la pré-
« sente loi.* ».

Le deuxième paragraphe est très clair sans qu'il

(1) Toulouse, 22 février 1828.

soit besoin de l'expliquer. Il fut ajouté par la commission du Sénat qui jugea prudent de prononcer expressément l'abrogation de la loi de 1838 et de toutes les dispositions contraires à la loi nouvelle que le projet du Conseil d'État n'abrogeait qu'implicitement.

Quant au paragraphe premier il est plus important et il a donné lieu à diverses interprétations. Naturellement en dehors des matières de la loi de 1884 quand les animaux de boucherie tombent sous le coup de la loi du 21 juillet 1881, du 31 juillet 1895 ou du 21 juin 1905, les acheteurs agissent suivant les règles tracées par ces différentes lois; mais si aucune garantie n'a été convenue et que ces animaux sont atteints de maladies qui les rendent impropres à la consommation, qu'arrive-t-il?

Un ancien usage reconnu par un règlement de 1699 et par lettres patentes du 18 février 1743 et du 1^{er} juin 1782, rendait le vendeur de bétail vivant, garant envers le boucher de la mort naturelle des animaux survenue dans les 9 jours suivant la vente, à condition bien entendu que la mort n'ait pas été occasionnée par la faute du boucher acheteur. Une expertise était nécessaire pour savoir si la garantie nonaïre, comme on l'appelait, devait être appliquée. Cette mesure avait été prise en vue d'assurer la salubrité des viandes. Elle était d'ailleurs la source de nombreuses difficultés entre les vendeurs et les bouchers et l'objet de fréquentes réclamations de la part des intéressés.

Ces dispositions s'appliquaient surtout aux bouchers de Paris et à tous les animaux vendus sur les marchés de Sceaux et de Poissy. C'est qu'en effet : « autrefois les bœufs étaient amenés pour approvisionner la capitale, et à pied, de très loin, il y avait « intérêt pour les conducteurs à abréger le voyage. « Ces animaux étaient d'ailleurs mal nourris; ils « arrivaient sur les marchés de Poissy et de Sceaux « surmenés, malades et périssaient rapidement » (1). D'où le parlement de Paris pour assurer des provisions salubres à la capitale imposa par ses arrêts de règlements « la garantie nonaire. » Cette garantie était très lourde pour le vendeur car elle mettait à sa charge la mort de l'animal survenue dans les 9 jours après la vente, quelle que fut la cause de la mort. Aussi après le vote de la loi de 1838 les éleveurs cherchèrent-ils à s'affranchir de cette garantie. Cependant les Tribunaux furent d'accord pour décider que les règlements antérieurs étaient maintenus pour les ventes faites sur les marchés de Sceaux et de Poissy (2).

En 1851 les éleveurs réclamèrent à nouveau. Ils firent remarquer que l'approvisionnement de Paris ne se fait plus à pied mais par chemin de fer et un projet fut déposé à l'assemblée législative abrogeant cette garantie nonaire et renvoyant au droit commun. On n'eut pas le temps de discuter le projet.

En 1884 le rapporteur fit mention des réponses des

(1) Exposé des motifs de la loi de 1884.

(2) Tribunal de Commerce de la Seine, 6 février 1839, 3 avril 1840, 18 mai 1840. — Cassation, 10 janvier 1841. — *Revue vétérinaire* 1879, p. 551.

bouchers aux éleveurs. « Assurément, disaient-ils, les
« bestiaux vont en chemin de fer mais, entassés comme
« ils sont, le trajet leur est aussi nuisible qu'avant ». Cependant le projet de loi ne s'arrêta pas à ces doléances car : « On ne voyait pas pourquoi l'intérêt des
« bouchers de Paris ne serait pas protégé aussi bien
« que celui des bouchers de province, par le droit
« commun, et quant aux bêtes malsaines il fallait
« pour les éloigner faire appel à la vigilance de l'ad-
« ministration (1) ». La loi fut votée ensuite avec le
texte que nous avons indiqué sans aucune objection.

D'où ainsi que cela ressort de ces déclarations les ventes d'animaux de boucherie sont placées sous le droit commun. Il n'y a plus de règlements spéciaux depuis 1884 et la loi est bien uniforme.

Quel est le droit commun applicable? Sont-ce les art. 1641 et 1649 du Code Civil? Les bouchers auraient alors le droit de demander la résolution chaque fois que pour un vice caché l'animal serait impropre à la consommation; ou si une partie seulement était contaminée ils pourraient demander réduction de prix. Ceci fut admis par le Tribunal de Commerce de Lyon le 20 novembre 1884 (2) à propos d'une vache dont les chairs avaient été déclarées impropres à la consommation. Le jugement dit : « Attendu que l'animal
« vendu était atteint d'un vice caché qui le rendait
« impropre à l'emploi auquel il était destiné. »

Cette façon de voir ne nous paraît pas exacte et la

(1) Rapport de M. MANOURY, pages 40 et 44.

(2) *Le Fermier*, du 4 mai 1885.

Cour de Cassation par un arrêt du 10 novembre 1885 (1) dit bien qu'en notre matière le droit commun applicable n'est pas le droit civil mais la loi de 1884 elle-même : « Attendu que s'il est vrai que les dispositions de la loi sont limitatives et que l'action récursoire dans les ventes d'animaux domestiques ne peut être intentée hors des cas qui y sont spécifiés (2) ».

A côté de cette disposition qui est juste en droit la Cour de Cassation par ce même arrêt de 1885 a décidé que les bouchers n'étaient cependant pas désarmés. En effet « si la loi de 1884 est limitative il en est autrement quand la garantie réclamée est le résultat d'une convention. Que l'ensemble des faits retenus par la décision attaquée constate suffisamment entre les parties l'existence d'une convention de garantie. Que le jugement déclare en effet qu'il est constant et reconnu que la vache objet du litige avait été achetée pour être livrée à la boucherie, qu'elle fut immédiatement abattue après le marché mais que la viande en provenant fut saisie par le service sanitaire car la vache était atteinte de maladie contagieuse qui rendait la viande impropre à l'usage en vue duquel le marché avait eu lieu. Que l'obligation de garantie invoquée dans ces circonstances résultait de la nature même de la chose vendue et du but que les parties s'étaient proposé et qui forme la condition essentielle du contrat; que cette

(1) D. 85-1-396.

(2) *Sic.* Cassation, 23 mars 1887, S. 1887-1-460.

« stipulation pour être implicite n'en était pas moins
« manifeste et absolue ».

La Cour de Cassation admet donc que s'il est constaté que l'animal a été vendu et acheté pour être livré à la boucherie il y a convention tacite de garantie qui est suffisamment établie pour que l'action résolutoire puisse être intentée. Cette façon de voir nous paraît étendre exagérément l'intention des parties. De plus en droit nous ne voyons sur quoi la Cour de Cassation peut s'établir pour baser sa théorie. Il nous paraît abusif et sans aucun fondement d'admettre la garantie tacite uniquement parce que l'acheteur est un boucher.

Nous avons vu que la loi de 1884 n'admettait aucune garantie en dehors des cas prévus par elle et certainement la Cour de Cassation n'avait pas le droit de déroger à cette loi en faveur d'une catégorie de personnes, alors surtout que la loi de 1884 spécifie dans son art. 12 que toutes les garanties spéciales au profit des bouchers sont abolies.

Quoi qu'il en soit depuis cet arrêt quand la bête vendue à un boucher, donne une viande malsaine, il y aura une action possible.

Cependant il n'en sera pas toujours ainsi : les parties ont pu spécifier nettement leurs prétentions ; le vendeur a pu s'exonérer de la garantie et sans que ce soit dit d'une manière expresse ; cela peut résulter du prix très faible payé par le boucher comparativement au poids de l'animal. Dans ce cas certainement le vendeur a entendu vendre sans garantie et l'acheteur

n'est pas recevable à dire le contraire car il sait bien, étant donné ses connaissances spéciales qu'il aurait payé plus cher, s'il n'avait pas eu de risques à courir. A notre avis dans ce cas il ne peut y avoir de garantie et c'est ce qu'a décidé le Tribunal de Chambéry (1) en disant que la présomption de garantie résultant de la qualité de l'acquéreur est insuffisante, en présence d'autres présomptions tendant à établir que cet acheteur a acheté à ses risques et périls, telles que les présomptions résultant du mauvais état de l'animal vendu et de la modicité du prix.

Ceci naturellement si le boucher quoique payant un prix inférieur, n'a pas stipulé la garantie.

Avec la jurisprudence de la Cour de Cassation, en dehors des conventions expresses écrites ou verbales, dont la preuve sera en général facile, que devra prouver l'acheteur pour réussir dans son action? D'abord sa qualité de boucher. Si le vendeur s'est adressé au boucher, connaissant sa profession et ayant engraisé spécialement sa bête, il ne pourra empêcher l'acheteur de réussir dans son action. Sinon ce sera à ce dernier à faire la preuve de toutes les circonstances de la vente, à établir que le marché a bien été conclu en vue de la boucherie et les tribunaux apprécieront.

D'autre part certainement l'action devra être intentée dans les délais de la loi de 1884 et comme d'après cette loi le délai normal de droit commun, est celui de 9 jours, ce sera dans les 9 jours que l'acheteur

(1) *Journal de l'arrondissement de Grenoble et Chambéry*, 1894-2-79.

devra agir. Ce dernier devra également se soumettre à toutes les autres formalités de la loi de 1884.

Quant aux résultats de l'action ils seront les mêmes que ceux de l'action rédhibitoire exercée dans les cas ordinaires et que nous avons exposés précédemment.

Titre Quatrième

LES MODIFICATIONS PROJETÉES A LA LOI DE 1884. — CONCLUSION

Le 16 décembre 1904 lors de la discussion au Sénat de la loi qui fut promulguée le 23 février 1905, M. Fortier, adversaire résolu de toute législation spéciale sur les vices rédhibitoires, avait présenté un amendement. Il le retira sur les observations qui lui furent faites par M. Darbot et le 26 mai 1908 il reprit son amendement sous forme de proposition de loi (1) : Il demande que l'on supprime purement et simplement l'art. 6 de la loi de 1884 relatif à l'augmentation du délai de garantie en raison des distances. Pour lui cette prolongation des délais ne se justifie plus, étant donné la facilité des transports et des moyens de correspondance et elle constitue un abus qui donne lieu à des manœuvres déloyales et à des chantages de la part d'acheteurs peu scrupuleux.

Ce qui ressort principalement des motifs de sa pro-

(1) *J. O.*, 1908. — Annexes du Sénat, p. 100.

position de loi, c'est le désir qu'il a de voir supprimer toute garantie spéciale sur la matière des vices rédhibitoires et de revenir au droit commun. Le rapporteur de ce projet M. Basire est également de cet avis (1) et s'appuyant sur l'exemple de l'Angleterre il désire voir abroger toute loi sur les vices rédhibitoires mais dit-il « en attendant, tant que notre « loi sur la garantie des vices existe, elle est applicable; le projet a donc de ce fait un grand intérêt ». Que le délai actuel soit trop étendu et cause souvent un préjudice au vendeur, c'est indéniable. Mais faut-il pour cela supprimer la loi de 1884? M. Cloarec, député, ne le pense pas et il soumit à la Chambre des Députés le 29 mai 1908 (2) une proposition de loi tendant à modifier les art. 6 et 9 de la loi actuelle.

Pour lui le délai d'un jour par 5 myriamètres est ridiculement exagéré et puisqu'on ne modifie pas l'art. 1033 du Code de Procédure Civile il faut tout au moins modifier l'art 6, qui renvoie à cet article, en ce qui touche à notre matière. Il demande donc « *que le délai pour intenter l'action rédhibitoire soit augmenté seulement de un jour par 20 myriamètres* ». Ceci serait conforme à l'esprit de la législation, dit le rapporteur de cette proposition M. Disleau (3), car l'intention du législateur de 1838 avait été de faire à

(1) *J. O.*, Annexes du Sénat, p. 409, 22 juin 1908.

(2) Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 1736, p. 2492, *J. O.*, du 28 juin 1908.

(3) *J. O.*, 1908. — Documents parlementaires, Chambre, 10 avril 1909.

l'éleveur une situation privilégiée par rapport au droit commun⁽¹⁾ et si en 1884 la loi n'a rien modifié c'est qu'un nouveau projet du Code de Procédure Civile était en préparation. Mais le rapporteur s'il approuve le principe de cette réduction, trouve qu'elle est exagérée et il estime qu'il suffit qu'elle soit de un jour par 10 myriamètres.

La proposition de M. Cloarec tend d'autre part à modifier l'art. 9 actuel. Il lui reproche de ne pas indiquer assez nettement le juge qui sera compétent, surtout quand il y a eu reventes successives. Dans ce cas, dit-il, les acheteurs successifs, s'ils habitent loin du vendeur originaire et s'ils sont de mauvaise foi, s'arrangent pour obtenir du premier vendeur, une réduction de prix. En effet, ajoute-t-il, le tribunal compétent sera celui du dernier vendeur qui défend le premier à l'action en garantie ; or si le premier vendeur habite loin, plutôt que de venir défendre à l'action intentée ensuite contre lui et de dépenser beaucoup d'argent, il préfère transiger et il est de ce fait, souvent la dupe de personnes de mauvaise foi qui se partagent entre elles le bénéfice réalisé dans cette opération déloyale.

Il propose donc le texte suivant :

« § 1. *La demande est portée devant les tribunaux du domicile du vendeur dans le délai fixé par l'art. 6, quel que soit le propriétaire actuel de l'animal.* § 2. *Si*

(1) A cette époque, en effet le Code n'augmentait le délai que d'un jour par 3 myriamètres, délai qui ne fut ramené à 5 myriamètres, chiffre fixe par la loi de 1838, qu'en 1862.

« pendant les délais impartis pour exercer l'action rédhi-
« bitoire l'animal est l'objet d'une ou plusieurs ventes et
« que les nouveaux acheteurs forment des recours en
« garantie, toutes les instances seront jointes et portées
« devant le juge du domicile originaire. Celui-ci pourra
« toujours exiger que l'animal soit ramené dans le can-
« ton de son domicile à sa seule charge de faire l'avance
« des frais de transport. Il devra en ce cas, dans les
« 3 jours de la notification ou de l'avis de l'arrivée de
« l'animal, présenter requête verbalement ou par écrit
« au juge de paix de son canton qui nommera un ou
« trois experts pour vérifier de nouveau l'animal et
« donner leur avis. Toutes les parties en cause devront
« être appelées à cette expertise ».

Le rapporteur de cette proposition, M. Disleau, maintient dans ses grandes lignes ce texte, mais il préfère au lieu du § 1 tel qu'il est écrit ci-dessus, le texte ancien comme étant plus général et s'appliquant à tous les cas. Cette modification n'a pas grand intérêt car le texte de M. Cloarec ne fait que répéter ce que l'art. 9 de la loi de 1884 dit également en renvoyant au droit commun. D'autre part nous ne voyons pas, quand à nous, comme le dit M. Disleau, que le § 1 du projet Cloarec semble comporter la faculté et même l'obligation d'assigner le vendeur originaire. Le § 1 dit tout simplement, prévoyant le cas d'une simple vente, que le tribunal compétent (suivant ainsi les règles du droit commun) est celui du vendeur; puis ensuite dans le § 2 M. Cloarec prévoit seulement les cas de reventes successives. Il précise alors la procédure à suivre sur la façon dont les tri-

bunaux se dessaisiront, puis ceci fait, les diverses formalités à remplir par le vendeur originaire.

A ce paragraphe 2, M. Disleau a cru devoir ajouter diverses précisions sur la façon dont les tribunaux se dessaisiront et il propose le texte suivant :

« § 1. *La demande est portée devant les tribunaux
« compétents suivant les règles ordinaires du droit. Elle
« est dispensée du préliminaire de conciliation et devant
« les tribunaux civils elle est instruite et jugée comme
« affaire sommaire.*

« § 2. *En cas d'appel en garantie signifié dans les
« délais de la loi, le dernier appelé a le droit de porter
« toutes les instances jointes devant le juge du tribunal
« de son domicile. Pour exercer ce droit il devra: 1° dans
« les deux jours de sa mise en cause augmentés des dé-
« lais de distance prévus à l'art. 6 de la présente loi, citer
« les diverses parties intéressées, devant ce tribunal; sur
« la justification de cette citation le ou les tribunaux
« saisis précédemment devront se dessaisir. — 2° dans
« le même délai, demander le retour de l'animal dans
« le canton de son domicile, à charge d'avancer les
« frais de ce retour et de faire procéder, dans le délai
« de deux jours après la notification de l'arrivée de
« l'animal à une nouvelle expertise par un ou trois
« experts désignés sur requête écrite ou verbale pré-
« sentée au juge de paix du canton et à laquelle
« devront être appelées toutes les parties en cause ».*

Dans la séance du 7 juillet 1909 la Chambre des Députés a adopté sans discussion et après déclaration d'urgence la proposition de loi de M. Cloarec et a accepté le texte ci-dessus. Transmise au Sénat après le vote, cette proposition de loi a été renvoyée

à la commission d'initiative parlementaire déjà chargée d'examiner le projet de M. Fortier et elle n'a pas encore été discutée.

Nous ne croyons pas que cette addition à la loi de 1884 ait beaucoup d'influence, car des deux choses l'une : ou le vendeur originaire est sûr de son droit et alors il lui sera indifférent d'aller se défendre devant un tribunal lointain ou de faire ramener l'animal, car de toute façon il rentrera dans ses débours; ou il craint que l'animal ne soit vraiment atteint d'un vice rédhibitoire et dans ce cas il hésitera autant à intenter l'une ou l'autre de ces procédures, car de toute façon, s'il succombe, il supportera tous les frais.

Cette proposition de loi ne supprime donc pas le chantage comme le prétend son auteur.

D'autre part les auteurs en insérant dans leur proposition le texte intégral de l'art. 9 de la loi de 1884, semblent ignorer le vote de la loi de 1905 sur les justices de paix. Ils parlent encore de préliminaires de conciliation et d'instances jugées sommairement devant les tribunaux civils. Nous avons vu, en effet, que la loi de 1905 donnait compétence aux juges de paix dans tous les cas pour les actions nées des vices rédhibitoires. Or devant le juge de paix il n'y a pas de préliminaire de conciliation et les instances y sont toujours jugées sommairement. L'affaire ne peut donc aller devant le Tribunal Civil que sur appel et nous savons que toujours les appels de justices de paix sont considérés comme sommaires. Nous ne

voyons donc pas l'utilité de cette partie du texte proposé et elle ne s'explique que par un oubli du législateur.

Actuellement il existe un parti assez considérable qui demande le retour pur et simple au droit commun, laissant aux parties elles-mêmes le soin de prendre telles conventions spéciales qu'il leur plaira. Les partisans de cette mesure invoquent plusieurs motifs : 1° La difficulté du diagnostic des vices rédhibitoires et les contestations qui s'élèvent entre experts; 2° Les fraudes pratiquées par les parties; 3° Les frais exorbitants auxquels l'application de la loi donne lieu; 4° Les décisions contradictoires des tribunaux.

Cependant aucun des arguments présentés n'est péremptoire. A notre avis une loi est nécessaire et ce n'est pas parce que la matière est épineuse et complexe, qu'elle ne répond pas encore au but proposé, que des fraudes et des ennuis peuvent en résulter, qu'on doit la supprimer. Nous avons vu en effet quelle confusion et quel embarras, amenait avant 1838 l'absence de législation particulière. Il est vrai qu'à présent, on prétend que les vétérinaires sont suffisamment nombreux pour assister toujours les parties et leur permettre de conclure le marché sans crainte d'être trompés. Cela ne nous paraît pas du tout certain car outre que les vétérinaires peuvent ne pas toujours discerner les vices dont l'animal est atteint, il est malaisé de supposer qu'ils puissent se prodiguer suffisamment pour, dans un marché ou une

foire, assister toutes les parties. Et les partisans de la suppression de la garantie légale ne feront pas que les foires ne restent le lieu normal où les ventes ont lieu. Comment dès lors les parties, s'il n'y a pas de loi, fixeront-elle les conventions particulières auxquelles elles seront forcément amenées? L'acte authentique est impossible à établir; quant à l'acte sous seings privés, s'il est fait, il fera presque toujours naître des difficultés, soit que l'acheteur prétende avoir mal exprimé sa pensée, soit qu'il affirme avoir été dupé.

Il est donc nécessaire que le législateur envisage très sérieusement la question, et non comme il le fait actuellement, avec l'idée que les dispositions qu'il édicte ne sont qu'un pis aller, destiné à être bientôt rayé par l'abrogation complète de la loi. Il faut tout d'abord qu'il supprime la fin de non-recevoir qui existe à propos des ventes d'animaux d'une valeur inférieure à cent francs. Nous avons vu en effet qu'elle constituait une véritable injustice pour les petits cultivateurs. Si l'on trouve que les frais ne sont pas en rapport avec la valeur de l'objet en litige, il est possible de créer une différence entre les divers procès, ainsi que cela fut fait dans les affaires ordinaires et sommaires, suivant que l'intérêt en litige est inférieur ou supérieur à 1.500 francs, mais il est impossible de continuer à refuser toute action.

Nous ne croyons pas d'autre part qu'une maladie ne puisse être à la fois contagieuse et rédhibitoire; il nous semblerait donc juste, maintenant que la

tuberculine permet de constater avec certitude l'existence de la tuberculose, de considérer comme vice rédhibitoire cette maladie chez les bovidés. La Cour de Cassation ne serait plus alors tenue pour donner une garantie aux bouchers de s'appuyer sur une pseudo présomption tacite de garantie, découlant de l'usage auquel la bête est destinée; on éviterait ainsi une jurisprudence qui comme nous l'avons vu, ne repose sur rien.

Si la loi de 1884 ne répond pas aux besoins actuels, il faut la modifier, et au besoin la remplacer entièrement, car au contraire de M. Mougeot, rapporteur de la loi de 1895, nous ne considérons pas son utilité comme contestable, en comparaison de ce qui existerait en l'absence de toute disposition spéciale, « Que son esprit ne séduise pas, pas plus que la « procédure qu'elle prescrit » c'est possible mais c'est alors aux Chambres aidées dans leur tâche par des conseillers techniques à rechercher une législation plus satisfaisante.

Vu : le Président de la Thèse,

F. LARNAUDE

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,

ALBERT CAHEN

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRY-LACANTINERIE et SAIGNAT. — De la vente et de l'échange.
- BOUCHARD. — Ventes et échanges d'animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires ou de maladies contagieuses.
- CONTE. — De la garantie dans les ventes d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses.
- DE CHÈNE VARIN. — Code des vices rédhibitoires chez les animaux.
— De la vente des animaux atteints ou soupçonnés de maladies contagieuses.
- A. CONTE. — Jurisprudence vétérinaire.
- CURIÉS SEIMBRES. — Commentaire de la loi de 1884. *Desiderata*.
- P. DE CROOS. — Code Rural. *Petite encyclopédie, t. XVIII et XVIII*.
- DARBOT. — L'agriculture et les questions sociales.
- GALTIER (Victor). — Traité de législation commerciale et de médecine légale vétérinaire.
- GODARD et COZETTE. — Manuel des vices rédhibitoires.
- GALTIER. — Lois, décrets et règlements nouveaux sur la police sanitaire.
- GALISSET et MIGNON. — Nouveau traité des vices rédhibitoires et de la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques.
- GALLIER (Alfred). — Médecine légale vétérinaire.
- GUILLOUARD. — Traité de la vente et de l'échange.
- LALIANNE. — Ventes et échanges d'animaux domestiques.
- LE PELLETIER. — Manuel pratique des vices rédhibitoires. Commentaires de la loi de 1884.
- PÉRON (Alphonse). — Précis de législation commerciale dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. Des vices rédhibitoires et de leur suppression.

SOUCAIL. — L'action en nullité dans les ventes d'animaux atteints ou suspects de maladies réputées contagieuses.

- La compétence des tribunaux de paix en matière de vices rédhibitoires.

TROPLONG. — Droit civil expliqué, t. II.

RUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de Droit commun.
Suppl. 1^o vices rédhibitoires, n^o 35.

ROUSSEAU et LAISSIEY. — Recueil de procédure civile.

WATRIN et BOUTET. — Traité des vices rédhibitoires.

Revue générale de Médecine vétérinaire.

Journal des Juges de paix.

Journal de l'Agriculture.

Revue Lois et Sports,

Revue Vétérinaire.

Presse Vétérinaire.

Répertoire de police sanitaire vétérinaire.

Bulletin mensuel des Renseignements agricoles.

Annuaire de l'Économie politique et de la Statistique.

Moniteur universel 1838.

Journal officiel. — Documents parlementaires, 1883 et 1884.

- Annexes du Sénat 1893-1895 et 1908.
- Annexes de la Chambre des Députés 1895-1908.
- Documents parlementaires 1909.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
-----------------------	---

TITRE PREMIER

Historique

CHAPITRE PREMIER. — La garantie à Rome, dans l'ancienne France et sous le Code Civil . .	41
CHAPITRE DEUXIÈME. — La loi de 1838	20

TITRE DEUXIÈME

La garantie en cas de maladies contagieuses

CHAPITRE PREMIER. — Loi du 21 juillet 1884; du 31 juillet 1895 et du 23 février 1905	27
CHAPITRE DEUXIÈME. — Responsabilité du vendeur de mauvaise foi	42
CHAPITRE TROISIÈME. — Responsabilité du vendeur de bonne foi	48
A. Action en nullité.	48
B. Action en réduction de prix	55

TITRE TROISIÈME

La garantie en cas de vice rédhibitoire

CHAPITRE PREMIER. — Généralités. Les lois du 2 août 1884 et du 31 juillet 1895. La limitation des dispositions de la loi quant aux vices et quant aux espèces visés. Le cas de dol . .	58
--	----

CHAPITRE DEUXIÈME. — La garantie conventionnelle	77
Clauses restrictives.	83
Clauses extensives.	85
CHAPITRE TROISIÈME. — La garantie légale. . . .	89
<i>Section I.</i> — L'action rédhibitoire	90
§ 1. Les délais	90
§ 2. L'Expertise	99
§ 3. La Compétence.	117
§ 4. Preuve et présomption d'antériorité à la vente	124
§ 5. Rédhibition en cas de mort de l'animal	128
§ 6. Fins de non-recevoir à l'action en garantie	129
§ 7. Effets de l'action rédhibitoire. . . .	135
<i>Section II.</i> — L'action estimatoire	136
<i>Section III.</i> — Les actions récursoires	139
<i>Section IV.</i> — La garantie dans le commerce de boucherie. Abrogation des lois anciennes.	146

TITRE QUATRIÈME

Les modifications projetées à la loi de 1884

CONCLUSION	154
----------------------	-----



